



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)  
Flag of the Province of Québec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 décembre 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 5th, 1953

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
33898 — 1-52

### Lettres patentes

(P.G. 47697-53)

Acme Asbestos Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq novembre 1953, constituant en corporation: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, Claude Benoit, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'isolants, sous le nom de "Acme Asbestos Company Ltd", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154-o

L. DÉSILETS.

### Letters Patent

(A.G. 47697-53)

Acme Asbestos Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November, 1953, incorporating: Gérard Beaupré, Marcel Trudeau, Claude Benoit, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in insulation materials under the name of "Acme Asbestos Company Ltd", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

36154

Deputy Attorney General.

(P.G. 46828-53)

**Agences Claude Limitée  
Claude Agencies Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des companies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: René Roy, commerçant, Claude Picard, avocat, Claude Thouin, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et tous les sous-produits d'iceux, sous le nom de "Agences Claude Limitée" — "Claude Agencies Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 168 est, rue Notre-Dame, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(A.G. 46828-53)

**Agences Claude Limitée  
Claude Agencies Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: René Roy, merchant, Claude Picard, advocate, Claude Thouin, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, wholly or partly, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and all by-products thereof, under the name of "Agences Claude Limitée" — "Claude Agencies Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 168 Notre-Dame Street, East, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(P. G. 47651-53)

**Air Operated Equipment and Supplies  
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes d'outillage, machinerie, appareils et pièces, sous le nom de "Air Operated Equipment and Supplies Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(A. G. 47651-53)

**Air Operated Equipment and Supplies  
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of November 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, chartered Accountants, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in all kinds of equipment, machinery, appliances and parts, under the name of "Air Operated Equipment and Supplies Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 150 common shares of \$100 each and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(P. G. 46401-53)

**André Théoret Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Jean Marien, Pierre Marien, comptables, Guy-E. Boisvert, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électricien, entrepreneur et commerçant d'appareils électriques, sous le nom de "André Théoret Compagnie Limitée",

(A. G. 46401-53)

**André Théoret Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October, 1953, incorporating: Jean Marien, Pierre Marien, accountants, Guy E. Boisvert, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an electrician, contractor and dealer in electrical apparatus, under the name of "André Théoret Compagnie Limitée",

avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47433-53)

**Arday Plumbing and Heating Supplies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Abraham Cohen, Bernard S. Mergler, avocats, Muriel Fishman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce d'appareils de plomberie et de chauffage, outillage et accessoires, sous le nom de "Arday Plumbing and Heating Supplies Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46833-53)

**Armand Magnan Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Armand Magnan, marchand, de Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne, Yvanhoe Baxter Richer, C.A., comptable, de Montréal, Ignace Joseph Deslauriers, C.R., avocat, de Westmount, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants de combustible et de matériaux de construction, sous le nom de "Armand Magnan Inc.", avec un capital divisé en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47446-53)

**Berke's Snak Bar Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, Yvonne

with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47433-53)

**Arday Plumbing and Heating Supplies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Abraham Cohen, Bernard S. Mergler, advocates, Muriel Fishman, secretary, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in plumbing and heating fixtures, equipment and supplies, under the name of "Arday Plumbing and Heating Supplies Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46833-53)

**Armand Magnan Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Armand Magnan, merchant, of Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne, Yvanhoe Baxter Richer, C.A., accountant, of Montreal, Ignace Joseph Deslauriers, Q.C. advocate, of Westmount, both of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in fuel and building materials, under the name of "Armand Magnan Inc.", with a capital stock divided into 990 preferred shares of a par value of \$100 each and 200 common shares without nominal value.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47446-53)

**Berke's Snak Bar Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of November 1953, incorporating: Jack Lightstone, advocate, Yvonne Bélanger, Marjorie

Bélanger, Marjorie Gilbride, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, kiosques de rafraichissements et comptoirs pour repas légers, sous le nom de "Berke's Snak Bar Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154 C.-E. CANTIN.

Gilbride, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, refreshment stands and lunch counters, under the name of "Berke's Snak Bar Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November 1953.

C.-E. CANTIN.  
36154-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 47657-53)

**Brinton Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Madeline Ferguson, Marie Poulos, secrétaires, filles majeures, Edward I. Auerback, avocat et solliciteur, de Montréal, Lawrence Marks, avocat et solliciteur, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "Brinton Realty Corp.", avec un capital de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154 C.-E. CANTIN.

(A.G. 47657-53)

**Brinton Realty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Madeline Ferguson, Marie Poulos, secretaries, spinsters of the full age of majority, Edward I. Auerback, barrister and solicitor, of Montreal, Lawrence Marks, barrister and solicitor, of Westmount, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with real estate and immoveable property, under the name of "Brinton Realty Corp.", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1953.

C.-E. CANTIN.  
36154-o Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 45559-53)

**Canadian Ruler, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Marcel Pigeon, avocat, Edmée Fortin, secrétaire, fille majeure, Lionel Lefebvre, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de règles, tiges à mesurer, calibres, dés pour le golf, boîtes de toutes sortes, verre, drap, cellulose, toutes sortes de marchandises en bois, nouveautés de publicité, crayons, plumes, accessoires d'école et de bureau de toutes variétés, sous le nom de "Canadian Ruler, Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Bedford, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(A. G. 45559-53)

**Canadian Ruler, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Marcel Pigeon, advocate, Edmée Fortin, secretary, spinster, Lionel Lefebvre, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in rulers, yardsticks, gauges, golf tees, boxes of all kinds, glass, cloth, celluloid, all kinds of wooden goods, advertising novelties, pencils, pens, school and office supplies of all kinds, under the name of "Canadian Ruler, Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at the Town of Bedford, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(P. G. 47579-53)

**Capitol Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Jack Lionel Switzer, Solomon (Sam) I. Belzberg, tous deux ingénieurs, de la cité de Montréal, Max Coblenz, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, exercer le commerce et le négoce de marchandises, objets effets faits en entiers, ou en partie de plastique, textiles, tissus, caoutchouc, cuir, papier, verre, celluloïde, substances chimiques, teinture, ciment, peinture, huiles, acides, bois et métaux, sous le nom de "Capitol Industries Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154

L. DÉSILETS.

(A. G. 47579-53)

**Capitol Industries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October 1953, incorporating: Jack Lionel Switzer, Solomon (Sam) I. Belzberg, both Engineers, of the City of Montreal, Max Coblenz, advocate, of the city of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with goods, wares and merchandise made in whole or in part of plastic, textiles, fabrics, rubber, leather, paper, glass, celluloid, chemicals, dye, cement, paint, oil, acids, wood and metals, under the name of "Capitol Industries Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October 1953.

L. DÉSILETS,

36154-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 46831-53)

**Cascade Building Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Robert Bourassa, commerçant, Winifred Blair, ménagère, épouse de Robert Bourassa, Rose Morin, secrétaire, célibataire, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs et faire affaires dans les matériaux de construction, sous le nom de "Cascade Building Company", avec un capital de \$300,000, divisé en 1,500 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 46831-53)

**Cascade Building Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: Robert Bourassa, merchant, Winifred Blair, housewife, wife of Robert Bourassa, Rose Morin, secretary, spinster, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate as builders and deal in building materials, under the name of "Cascade Building Company", with a capital stock of \$300,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,

36154

Deputy Attorney General.

(P.G. 41119-53)

**Central Loan and Finance Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1931, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, Oscar Respitz, étudiant en droit, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de prêts, de finance et de placements, sous le nom de "Central Loan and Finance Company", avec un capital de \$225,000, divisé en 250 actions ordi-

(A.G. 41119-53)

**Central Loan and Finance Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, Oscar Respitz, law student, both of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of a loan, finance and investment company, under the name of "Central Loan and Finance Company", with a capital stock of \$225,000, divided into 250

naires de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées, classe "B" de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées, classes "A" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47432-53)  
**Chambly Investment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Lawrence J. Galetti, Jules Bolduc, industriels, de Greenfield Park, Marc Saint-Mars, architecte, Jean Bruneau, avocat, de Longueuil, Lucien Archambault, comptable, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'améliorations, sous le nom de "Chambly Investment Ltd", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal

- Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47429-53)  
**Chelsea Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Moses Aaron Schwartz, Harry Feinstein, manufacturiers, Madeleine Clément, fille majeure, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des propriétés immobilières et immeubles de toutes descriptions, sous le nom de "Chelsea Investment Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal,

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P. G. 47438-53)  
**Coffee-Matic Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Robert Stewart Willis, avocat, de West-

common shares of \$100 each, 1,000 Class "B" preferred shares of \$100 each and 1,000 Class "A" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47432-53)  
**Chambly Investment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Lawrence J. Galetti, Jules Bolduc, Industrials, of Greenfield Park, Marc Cinq-Mars, Architect, Jean Bruneau, Advocate, of Longueuil, Lucien Archambault, Accountant, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Chambly Investment Ltd", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47429-53)  
**Chelsea Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Moses Aaron Schwartz, Harry Feinstein, manufacturers, Madeleine Clément, fille majeure, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property and real estate of every description, under the name of "Chelsea Investment Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A. G. 47438-53)  
**Coffee-Matic Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Robert Stewart Willis, lawyer, of Westmount, John David Hac-

mount, John David Hackett, Charles Terrill Manning, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, objets d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Coffee-Matic Company Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P. G. 46382-53)

**Construction Dumas & Dumas Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Albert Sauvage, avocat, de Ville St-Laurent, Aimé Branchaud, Anatole Côté, comptables, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Construction Dumas & Dumas Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47450-53)

**Drummond Stainless Steel Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Dominique Robitaille, agent, de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, c.r., de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'effets et ustensiles de cuisine pour la cuisson et autres fins domestiques, sous le nom de "Drummond Stainless Steel Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47680-53)

**Duvan Copper Company Ltd.  
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été

kett, Charles Terrill Manning, lawyers, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Coffee-Matic Company Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A. G. 46382-53)

**Construction Dumas & Dumas Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1953, incorporating: Albert Sauvage, advocate, of Ville St-Laurent, Aimé Branchaud, Anatole Côté, accountants, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "Construction Dumas & Dumas Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal-Nord, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47450-53)

**Drummond Stainless Steel Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Dominique Robitaille, agent, of Drummondville, judicial district of Arthabaska, Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, Q.C., of Sherbrooke judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in kitchen utensils and kitchen-ware for the cooking and other purposes, under the name of "Drummond Stainless Steel Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47680-53)

**Duvan Copper Company Ltd.  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Gisèle Béhocaray, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, district judiciaire de Montréal, Myrto Brasseur, secrétaire, de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Duvan Copper Company Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47455-53)  
**Electrical Motor Service Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Georges A. Pouliot, avocat, de Ville Mont-Royal, Geoffroy Birtz, avocat, Gabrielle Lahaie, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La vente et la réparation de moteurs et accessoires électriques, sous le nom de "Electrical Motor Service Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 280 est, rue Lagauchetière, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47679-53)  
**Ellenby Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1953, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, avocat, Anabel Miller Louis, ménagère, épouse séparée de biens de Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocat, Jeannette Balacan, ménagère, épouse séparée de biens de Edward S. Berger, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ellenby Investments Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Raymond Lebœuf, advocate, Gisèle Béhocaray, secretary, spinster, both of Montreal, judicial district of Montreal, Myrto Brasseur, secretary, of St. Eustache, Co. Deux-Montagnes, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Duvan Copper Company Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company to be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47455-53)  
**Electrical Motor Service Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of October 1953, incorporating: Georges-A. Pouliot, advocate, of the Town of Mount Royal, Geoffroy Birtz, advocate, Gabrielle Lahaie, secretary, spinster, both of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

The sale and repair of electric motors and appliances, under the name of "Electrical Motor Service Ltd", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company to be at 280 Lagauchetière Street East, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47679-53)  
**Ellenby Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of November 1953, incorporating: Benjamin L. Louis, advocate, Anabel Miller Louis, housewife, wife separate as to property of Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, advocate, Jeannette Balacan housewife, wife separate as to property of Edward S. Berger, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ellenby Investments Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154 C.-E. CANTIN.

(P. G. 46312-53)

**Garage St-Basile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1953, constituant en corporation: Gérard Jobin, garagiste, Cécile Richard Jobin, ménagère, épouse de Gérard Jobin, Laurant Poiré, vendeur, tous de Saint-Basile, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, et faire le commerce général d'automobiles ou véhicules de toute description, sous le nom de "Garage St-Basile Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P. G. 46378-53)

**Immeubles Imperial Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Jean Marien, Pierre Marien, comptables, Guy-E. Boisvert, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et d'assurance, sous le nom de "Immeubles Impérial Compagnie Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 45020-53)

**Immeubles Providence Inc.  
Providence Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Paul-Galt Michaud, Gilles Denis, tous deux avocats, Thérèse Servant, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "Immeubles Providence Inc." — "Providence Realities Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November 1953.

C. E. CANTIN,  
36154-o Acting Deputy Attorney General.

(A. G. 46312-53)

**Garage St-Basile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of October 1953, incorporating: Gérard Jobin, garage-keeper, Cécile Richard Jobin, housewife, wife of Gérard Jobin, Laurent Poiré, salesman, all of Saint-Basile, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate garages, and generally deal in automobiles and vehicles of every description, under the name of "Garage St-Basile Inc.," with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-fourth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A. G. 46378-53)

**Immeubles Imperial Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: Jean Marien, Pierre Marien, accountants, Guy-E. Boisvert, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and insurance, under the name of "Immeubles Imperial Compagnie Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 45020-53)

**Immeubles Providence Inc.  
Providence Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Paul-Galt Michaud, Gilles Denis, both advocates, Thérèse Servant, secretary, fille majeure usant de ses droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty company and real estate agents, in all its branches, under the name of "Immeubles Providence Inc." — "Providence Realities Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46281-53)

**Imprimerie Lambert & Levesque Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1953, constituant en corporation: C.-Amédée Reginald Lambert, comptable, Joseph-H. Levesque, vendeur, Huguette Turgeon, fille majeure, sténographe, tous de Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, le négoce et le commerce de l'impression commerciale et de travaux d'imprimerie, sous le nom de "Imprimerie Lambert & Levesque Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46823-53)

**Insurance Claims Adjustment Company Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: René Sénécal, c.a., Myrto Brasseur, secrétaire, Jean-Paul Saint-Louis, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'agents d'assurance, d'enquêteurs et évaluateurs, sous le nom de "Insurance Claims Adjustment Company Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47437-53)

**Issie Caron Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Issie Caron, marchand, Sam Shenker, vendeur, Dame Doris Caron Shenker, marchande publique, épouse séparée de biens de Sam Shenker, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles, améliorations et constructions, sous le nom de "Issie Caron Realities Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46281-53)

**Imprimerie Lambert & Levesque Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1953, incorporating: C. Amédée Reginald Lambert, accountant, Joseph H. Levesque, salesman, Huguette Turgeon, spinster, stenographer, all of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the industry, trade and commerce of commercial printing and work pertaining thereto, under the name of "Imprimerie Lambert & Levesque Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46823-53)

**Insurance Claims Adjustment Company Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October, 1953, incorporating: René Sénécal, c.a., Myrto Brasseur, secretary, Jean-Paul St-Louis, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as insurance agents, investigators and valutors, under the name of "Insurance Claims Adjustment Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47437-53)

**Issie Caron Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Issie Caron, merchant, Sam Shenker, salesman, Dame Doris Caron Shenker, marchande publique, wife separate as to property of Sam Shenker, duly authorized by the latter for the purpose of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate improvement and construction business, under the name of "Issie Caron Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 43819-53)

**J. Adhémar Levesque Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: J.-Adhémar Levesque, commis, Mabel Gagnon Levesque, épouse dudit J.-Adhémar Levesque, Alonzo Levesque, machiniste, tous de Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises sèches, vêtements, meubles, fournitures de maison, ferronnerie, quincaillerie, vaisselle et jouets, sous le nom de "J. Adhémar Levesque Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46827-53)

**Knitted Outerwear Mills Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, C.R., avocat, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, Anne Lash, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de tricoteurs et manufacturiers de vêtements, habillement, sous-vêtements, lingerie et articles vestimentaires, sous le nom de "Knitted Outerwear Mills Ltd.", avec un capital de \$150,000 divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46229-53)

**Kwik-Way Engine Rebuilders Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Francis Gerald Healy, gerant de bureau, Alexander Lewis, machiniste, de

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 43918-53)

**J. Adhémar Levesque Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of November, 1953, incorporating J. Adhémar Levesque, clerk, Mabel Gagnon Levesque, wife of said J. Adhémar Levesque, Alonzo Levesque, machinist, all of Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a business dealing with drygoods, clothing, household furnishings, ironware, hardware, china-ware and toys, under the name of "J. Adhémar Levesque Ltée", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46827-53)

**Knitted Outerwear Mills Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, C.C., advocate, of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, Anne Lash, Secretary, spinster, both of Montreal, Murray Lapin, advocate, of Hampstead, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of knitters and manufacturers of clothing, outerwear, underwear, lingerie and wearing apparel, under the name of "Knitted Outerwear Mills Ltd.", with a capital stock of \$150,000 divided into 7,500 common shares of \$10 each and 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46229-53)

**Kwik-Way Engine Rebuilders Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Francis Gerald Healy, office manager, Alexander Lewis, Machinist, of Montreal, Conrad Ste-Marie, Ma-

Montréal, Conrad Ste-Marie, machiniste, de ville, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinistes, propriétaires de moulins, fabricants, d'outils, travailleurs de métaux, et, en général, faire le commerce de machines de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Kwik-Way Engine Rebuilders Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 200 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1489 rue Wellington, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47664-53)

**Lac Desert Ltd**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Rita Angers, Lucille Beaupré, sténographes et fille majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Lac Desert Ltd" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47453-53)

**Lapol Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Maurice Kieffer, Francis G. Power, avocats, Estelle Rinfret, secrétaire, fille majeure, de la cité de Québec, William P. Power, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exploitation forestière et celui du commerce de bois de construction dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Lapol Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 139 rue Aberdeen, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

chinois, of Boucherville, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of machinists, millwrights, toolmakers, metalworkers and to generally deal in machines of every kind and description, under the name of "Kwik-Way Engine Rebuilders Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 200 shares of \$25 each.

The head office of the Company to be at 1489 Wellington Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47664-53)

**Lac Desert Ltd**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Jean Monette, lawyer, of Longueuil, Rita Anger, Lucille Beaupré, stenographers and spinsters, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Lac Desert Ltd" (No Personal Liability), with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47453-53)

**Lapol Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Maurice Kieffer, Francis G. Power, Attorneys, Estelle Rinfret, Secretary, Spinster, of the city of Quebec, William P. Power, Attorney, of Sillery, all of judicial district of Québec, for the following purposes:

The carry on the business of lumbering and the Lumber trade in all its branches, under the name of "Lapol Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the company to be at 139 Aberdeen street, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(P.G. 47714-53)

**L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six novembre 1953, constituant en corporation: L. Alcide Dupras, C.R., avocat, de Montréal, Palmer Dupras, pharmacien, de Ville LaSalle, tous deux du district judiciaire de Montréal, Paul Simon, cultivateur, de Ste-Martine, comté de Chateauguay, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Construire, maintenir et opérer un système d'aqueduc, sous le nom de "L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.", avec un capital de \$115,000 divisé en 1,150 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Martine, comté de Chateauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 47714-53)

**L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of November, 1953, incorporating: L. Alcide Dupras Q.C., advocate, of Montreal, Palmer Dupras, pharmacist, of Ville LaSalle, both of the judicial district of Montreal, Paul Simon, farmer, of Ste-Martine, county of Chateauguay, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To build, maintain and operate a waterworks, system under the name of "L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.", with a capital stock of \$115,000 divided into 1,150 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Martine, county of Chateauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,

36154

Deputy Attorney General.

(P.G. 47694-53)

**Leacy Freeman and Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Rita Angers, Lucille Beaupré, sténographes, filles majeures, de Montreal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et administrer le commerce ou les affaires de toutes compagnies, firmes ou individus, sous le nom de "Leacy Freeman and Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154

L. DÉSILETS.

(A.G. 47694-53)

**Leacy Freeman and Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November 1953, incorporating: Jean Monette, advocate, of Longueuil, Rita Angers, Lucille Beaupré, stenographers and spinsters of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manage and administer the business and affairs of any Company, firm or individual, under the name of "Leacy Freeman and Co. Ltd", with a capital stock of \$40,000 divided into 30,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November 1953.

L. DÉSILETS,

36154-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 47730-53)

**Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du six novembre 1953, constituant en corporation: Evender Veilleux, Jean-Louis Péloquin, Jean-Guy Blanchette, avocats, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Organiser des courses de chevaux conformément aux lois s'appliquant à ce sport, sous le nom de "Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 400 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

(A.G. 47730-53)

**Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of November 1953, incorporating: Evender Veilleux, Jean-Louis Péloquin, Jean-Guy Blanchette, advocates, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To organize horse races in conformity with the Laws pertaining to this sport, under the name of "Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 400 shares of \$25 each.

The head office of the company to be at Coaticook, judicial district of St. Francis.

Daté du bureau du Procureur général le six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C.-E. CANTIN.

(P.G. 47436-53)

**Les Immeubles Arco Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Marc-André Blain, c.r., avocat, Maurice Fauteux, c.r., avocat, Claire Laferrière, secrétaire, fille majeure; tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtier et agent d'assurances, sous le nom de "Les Immeubles Arco Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47449-53)

**Les Immeubles St-Dunstan Inc.  
St. Dunstan Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, C.R., avocats, Julien Chouinard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles St-Dunstan Inc." — "St. Dunstan Realities Inc.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47671-53)

**Les Spécialités de Ciment et Tuile Ltée  
Concrete Specialties and Tile Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatre novembre 1953, constituant en corporation: Joseph Couillard, garagiste, Jean-Paul Parent, avocat, Mariette Picard, célibataire, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire généralement le commerce d'entrepreneurs de posage de ciment, de tuile, de terrazzo et de tout produits de construction sous le nom de "Les Spécialités de Ciment et Tuile Ltée" — "Concrete Specialties and Tile Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 47436-53)

**Les Immeubles Arco Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Marc-André Blain, Q.C., advocate, Maurice Fauteux, Q.C., advocate, Claire Laferrière, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an insurance broker and agent, under the name of "Les Immeubles Arco Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47449-53)

**Les Immeubles St-Dunstan Inc.  
St. Dunstan Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October, 1953, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, Q.C., advocates, Julien Chouinard, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in immoveables, under the name of "Les Immeubles St-Dunstan Inc." — "St. Dunstan Realities Inc.", with a capital stock divided into 100 shares of no par value

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47671-53)

**Les Spécialités de Ciment et Tuile Ltée  
Concrete Specialties and Tile Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourth day of November 1953, incorporating: Joseph Couillard, garage-keeper, Jean-Paul Parent, advocate, Mariette Picard, spinster, clerk, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal generally as contractors for the laying of cement, tiles, terrazzo and in all building products, under the name of "Les Spécialités de Ciment et de Tuile Ltée" — "Concrete Specialties and Tile Ltd." with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 888 rue St-Vallier ouest, dans les dité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47434-53)

**Longpré & Frère Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Jean-Pierre Longpré, Marcel Longpré industriels, de Lesage, Albert Ménard, notaire de Saint-Jérôme, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturier et faire le commerce de produits en bois, sous le nom de "Longpré & Frère Ltée", avec un capital de \$55,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lesage, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46832-53)

**Manny Smoked Fish Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Guy Desjardins, avocat, Marthe Mongeau, secrétaire, fille majeure, de Montréal, William Harry Manny, entrepreneur, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général du poisson et de tous autres produits et sous-produits des mers, rivières et lacs, sous le nom de "Manny Smoked Fish Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5417, 17<sup>ème</sup> Avenue Rosemont, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46402-53)

**Manufacturers Wholesale House Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: James N. McCorvey, Lewis Sissler, commerçants, Dame Jean Elizabeth Butler, ménagère, épouse séparée de biens dudit James N. McCorvey, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 888 St-Vallier Street West, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47434-53)

**Longpré & Frère Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Jean-Pierre Longpré, Marcel Longpré, industrialists of Lesage, Albert Ménard, notary, of Saint-Jérôme, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood products, under the name of "Longpré & Frère Ltée", with a capital stock of \$55,000 divided into 3,000 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lesage, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General the thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46832-53)

**Manny Smoked Fish Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953 incorporating: Guy Desjardins, advocate, Marthe Mongeau, secretary, fille majeure, of Montreal, William Harry Manny, contractor, of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general fish business and deal in all other products and by-products of the sea, rivers and lakes, under the name of "Manny Smoked Fish Ltd.", with a capital of \$25,000 divided in 5,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5417, 17th Avenue, Rosemont, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-eighth day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46402-53)

**Manufacturers Wholesale House Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: James N. McCorvey, Lewis Sissler, Traders, Dame Jean Elizabeth Butler, Housewife, wife separate as to property of the said James N. McCorvey, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de bijouterie, jouets, menus objets, bourses et nouveautés d'aucune sorte, nature et description pour dames, sous le nom de "Manufacturers Wholesale House Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 71 Boulevard Edouard Laurin, ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47448-53)

**Métiers Nadeau Looms Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: C. Antoine Geoffrion, Luc Parent, avocats, de Montréal, Guillaume Geoffrion, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de métiers à tisser, de textiles et de blanchisseur ou teinturier, sous le nom de "Métiers Nadeau Looms Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 50,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46195-53)

**Nathaniel & Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté, par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1953, constituant en corporation: Nathan A. Levitzky, avocat Rose Markis, secrétaire, fille majeure, Solomon Weber, avocat, Conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verres et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, œuvres d'art, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Nathaniel & Co. Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46360-53)

**North-Hill Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To manufacture and generally deal in jewellery, toys, smallwares, ladies' purses and novelties, of every kind, nature and description, under the name of "Manufacturers Wholesale House Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company to be at 71 Edouard Laurin Blvd, Ville St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47448-53)

**Métiers Nadeau Looms Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: C. Antoine Geoffrion, Luc Parent, advocates of Montreal, Guillaume Geoffrion, advocate of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in looms, textiles, and operate as bleachers and dyers, under the name of "Métiers Nadeau Looms Inc.", with a capital of \$50,000 divided into 50,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46195-53)

**Nathaniel & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of November 1953, incorporating: Nathan A. Levitzky, advocate, Rose Markis, secretary, and fille majeure, Solomon Weber, advocate, Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and byproducts, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest, products, under the name of "Nathaniel & Co. Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46360-53)

**North-Hill Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, Solomon Weber, avocat et conseil en loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprandre les affaires de construction et, en général, négocier des immeubles, sous le nom de "North-Hill Construction Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46823-53)

**Penny Jane Candy Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Antoine Brimo, administrateur, de la cité de New York, État de New York, un des états unis d'Amérique, George Monsour, administrateur, de la cité de Flushing, État de New York, un des états unis d'Amérique, Madeleine Clément, sténographe, fille majeure, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bonbons, chocolats et confiserie, sous le nom de "Penny Jane Candy Limited", avec un capital de \$39,000 divisé en 1,300 actions ordinaires de \$30 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 42305-53)

**Pontiac Bus Lines Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Joseph McGahern, propriétaire d'une ligne d'autobus, Richard Bowie, registrateur, tous deux du village de Campbell's Bay, Dominic Sloan, fermier, du canton de Litchfield, tous du district judiciaire de Pontiac pour les objets suivants:

Organiser et exploiter un système de transport de passagers et marchandises, sous le nom de "Pontiac Bus Lines Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 action privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Rose Markis, secretary fille majeure, Solomon Weber, advocate and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the construction business and to deal generally in real estate, under the name of "North-Hill Construction Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46823-53)

**Penny Jane Candy Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Antoine Brimo, Executive, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, George Monsour, Executive, of the city of Flushing, in the State of New York, one of the United States of America, Madeleine Clément, stenographer, fille majeure, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in candies, chocolates and confectionery, under the name of "Penny Jane Candy Limited" with a capital stock of \$39,000 divided into 1,300 common shares of \$30 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 42305-53)

**Pontiac Bus Lines Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Joseph McGahern, motor coach line owner, Richard Bowie, registrar, both of the village of Campbell's Bay, Dominic Sloan, farmer, of the township of Litchfield, all of judicial district of Pontiac, for the following purposes:

To organize and operate a system of transportation of passengers and goods, under the name of "Pontiac Bus Lines Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at the village of Campbell's Bay, judicial district of Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général.  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47654-53)  
**Raymond Côté Automobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du deux novembre 1953, constituant en corporation: Raymond Côté, garagiste, Cécile Boucher Côté, épouse du précédent, tous deux de St-Agapit, Gérard Boucher, notaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de garagiste, sous le nom de "Raymond Côté Automobile Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Agapit, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1953.

L'Assistant-procureur général.  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 47452-53)  
**Rembrandt Realities Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Harry Cohen, procureur, C.R., de Westmount, Allan Marcus, procureur, Werner F. Joeck, comptable, John Holmes, gérant d'immeuble, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Rembrandt Realities Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général.  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46403-53)  
**Robinson Entreprises Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1953, constituant en corporation: Jean E. Béique, ingénieur professionnel, d'Outremont, Jacques Béique, avocat, de Ville LaSalle, Gaétan Chabot, avocat, de Ville St-Pierre, Nataline Giambalardino, Jeannine Choquette, secrétaires, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'installations de chauffage, de réfrigération et de cuisson, sous le nom de "Robinson Entreprises Corporation", avec un capital de \$250,000 divisé en 2,000

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47654-53)  
**Raymond Côté Automobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of November 1953, incorporating: Raymond Côté, garage-keeper, Cécile Boucher Côté, wife of the former, both of Ste-Agathe, Gérard Boucher, notary, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general business of garage-keeper, under the name of "Raymond Côté Automobile Inc.", with a capital of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Agapit, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of November 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 47452-53)  
**Rembrandt Realities Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Harry Cohen, Barrister, Q.C., of Westmount, Allan Marcus, Barrister, Werner F. Joeck, accountant, John Holmes, Building Manager, all of Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with immoveable properties, under the name of "Rembrandt Realities Corporation", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46403-53)  
**Robinson Entreprises Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of October 1953, incorporating: Jean-E. Béique, Professional engineer, of Outremont, Jacques Béique, advocate, of ville LaSalle, Gaétan Chabot, advocate, of ville St-Pierre, Nataline Giambalardino, Jeannine Choquette, secretaries, spinsters, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating, cooling and cooking installations, under the name of "Robinson Entreprises Corporation", with a capital stock of \$250,000 divided into 2,000 com-

actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47454-53)

**Southern Asbestos Co. Limited**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Paul M. Gervais, avocat, Ray Belway, comptable, Celine Roy sténographe, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Southern Asbestos Co. Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47435-53)

**Ste. Therese Property Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1953, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, Ross Trenholm Clerkson, John William Durnford, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Ste-Therese Property Ltd.", avec un capital divisé en 600 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47447-53)

**St Maurice Stainless Steel Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Marcel Laliberté, agent, des cité et

mon shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47454-53)

**Southern Asbestos Co. Limited**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October, 1953, incorporating: Paul M. Gervais, lawyer, Ray Belway, accountant, Céline Roy, Stenographer, all of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal in the same, under the name of "Southern Asbestos Co. Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid to the Company for its shares.

The head office of the Company to be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47435-53)

**Ste. Therese Property Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Richard Dale Weldon, Ross Trenhome Clarkson, John William Durnford, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property under the name of "Ste. Therese Property Ltd.", with a capital divided into 600 shares having no nominal or par value.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47447-53)

**St Maurice Stainless Steel Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Marcel Laliberté, agent, of the city and district of Trois-Rivières,

district des Trois-Rivières, Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, C.R., tous deux de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets et ustensiles de cuisine pour la cuisson et autres fins domestiques, sous le nom de "St-Maurice Stainless Steel Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 45557-53)

**St-Thomas Realty, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trois novembre 1953, constituant en corporation: Jean Trudel, Yves Laurier, avocats, conseil en loi de la Reine, Claude Simard, Louis-Claude Trudel, avocats, Alice Sanche, célibataire majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières, sous le nom de "St-Thomas Realty, Inc", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

(P.G. 46834-53)

**The Swiss Realty Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1953, constituant en corporation: James Brendan O'Connor, avocat, de la cité de Westmount, Rupert Charles Thomas Harris, avocat, de la cité de Dorval, William Desmond Thomas, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, administrer, entretenir, louer, donner à bail, sous-louer et gérer une certaine propriété immobilière, sous le nom de "The Swiss Realty Co. Ltd.", avec un capital de \$300,000 divisé en 2,800 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 47451-53)

**Tubman Holding Corp. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Lorenzo Choquette, agent, Armand Nadeau, Q.C., both of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To deal in kitchen utensils and kitchen-ware for cooking and other domestic purposes, under the name of "St-Maurice Stainless Steel Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 45557-53)

**St-Thomas Realty, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the third day of November 1953, incorporating: Jean Trudel, Yves Laurier, advocate, Queen's Counsel, Claude Simard, Louis-Claude Trudel, advocates, Alice Sanche, spinster, majeure, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "St-Thomas Realty, Inc.", with a capital of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of November 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 46834-53)

**The Swiss Realty Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eighth day of October 1953, incorporating: James Brendan O'Connor, advocate, of the city of Westmount, Rupert Charles Thomas Harris, advocate, of the town of Dorval, William Desmond Thomas, advocate, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate, administer, maintain, lease, rent, sublet, and manage a certain immoveable property, under the name of "The Swiss Realty Co. Ltd.", with a capital stock of \$300,000 divided into 2,800 preferred shares of \$100 each and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 47451-53)

**Tubman Holding Corp. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1953, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi de la Reine, Samuel Berger, avocat, tous deux de cité de Montréal, Royal Werry, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Tubman Holding Corp. Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46331-53)

**Variety Investors Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1953, constituant en corporation: Sam Kivenko, Joseph Socaransky, Issie Shiller, Abraham Eisenberg, Philip Eisenberg, Abraham Fleming, David Ritchie, Hyman Vinitzky, Saul Seitz, Benjamin Flanz, William Stein, Sam Wener, Bernard Ward, Harry Goldberg, Israel Pervin, tous marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'immeubles, constructions et matériaux de construction, sous le nom de "Variety Investors Incorporated", avec un capital de \$75,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46313-53)

**Voldar Fur Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre octobre 1953, constituant en corporation: Harry Volodarsky, William Volodarsky, Jacob Volodarsky, manufacturiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de fourrures et vêtements, sous le nom de "Voldar Fur Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 900 Blvd St-Laurent, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October 1953, incorporating: Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, Samuel Berger, advocate, both of the city of Montreal, Royal Werry, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Tubman Holding Corp. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46331-53)

**Variety Investors Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October 1953, incorporating: Sam Kivenko, Joseph Socaransky, Issie Shiller, Abraham Eisenberg, Philip Eisenberg, Abraham Fleming, David Ritchie, Hyman Vinitzky, Saul Seitz, Benjamin Flanz, William Stein, Sam Wener, Bernard Ward, Harry Goldberg, Israel Pervin, all Merchants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate, construction and building materials business, under the name of "Variety Investors Incorporated", with a capital stock of \$75,000 divided into 400 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46313-53)

**Voldar Fur Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October 1953, incorporating: Harry Volodarsky, William Volodarsky, Jacob Volodarsky, manufacturers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, and dealers of furs and clothing, under the name of "Voldar Fur Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at 900 St. Lawrence Blvd, in the City and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(P.G. 46825-53)

**Wallace of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente octobre 1953, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le négoce de vêtements pour dames, sous le nom de "Wallace of Montreal, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 **L. DÉSILETS.**

(A.G. 46825-53)

**Wallace of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of October 1953, incorporating: Harry Blank, advocate, Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, Raymonde Doyle, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with ladies' wearing apparel, under the name of "Wallace of Montreal, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 150 preferred shares of \$100 each and 250 common shares of \$100 each.

The head office of the Company to be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October 1953.

**L. DÉSILETS,**  
36154-o **Deputy Attorney General.**

(P.G. 6925-53)

**AVIS DE CORRECTION**

**FARM DISINFECTIO SERVICE LTD.  
SERVICE DE DESINFECTIO DES FERMES LTÉE**

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 85, N° 21, du 23 mai 1953 à la page 1706, sous le titre "Farm Desinfection Service Ltd.", est corrigé de la façon suivante: partout où il apparaît dans ledit avis, le nom de la compagnie, donné comme étant "Farm Desinfection Service Ltd.", doit se lire ainsi: "Farm Desinfection Service Ltd.—Service de Desinfection des Fermes Ltée".

Donné au bureau du Procureur général le vingt-six novembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o **L. DÉSILETS.**

(A.G. 6925-53)

**NOTICE OF CORRECTION**

**FARM DISINFECTIO SERVICE LTD.  
SERVICE DE DESINFECTIO DES FERMES LTÉE**

Notice is hereby given that a notice published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 85, No. 21, May 23, 1953, on page 1706, entitled "Farm Desinfection Service Ltd.", is corrected in the following way: wherever in said notice, the Company's name appears, given as "Farm Desinfection Service Ltd.", one must read: "Farm Desinfection Service Ltd.—Service de Desinfection des Fermes Ltée."

Given at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of November 1953.

**L. DÉSILETS,**  
36154 **Deputy Attorney General.**

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

(P.G. 46284-53)

**Brekp Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'octobre 1953, à la compagnie "Brekp Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 **L. DÉSILETS.**

(A.G. 46284-53)

**Brekp Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Brekp Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General the 21st day of October, 1953.

**L. DÉSILETS,**  
36154-o **Deputy Attorney General.**

(P.G. 45556-53)

**Clovis Electric Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze octobre 1953,

(A.G. 45556-53)

**Clovis Electric Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October fourteenth 1953, to the company

à la compagnie "Clovis Electric Co. Limited", 1° augmentant son capital de \$19,900 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 51 actions ordinaires de \$100 et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° augmentant le nombre des directeurs de cette compagnie de trois à six.

Daté du bureau du Procureur général le 14 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46824-53)

**Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1953, changeant le nom de la compagnie "J. E. Desjardins Limitée — J. E. Desjardins Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 septembre 1926, en celui de "Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le 28 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(A.G. 46292-53)

**Glazers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du deux novembre 1953, à la compagnie "Glazers' Novelties Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 2 juillet 1947: a) changeant son nom en celui de "Glazers Inc."; b) portant son capital de \$20,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions ordinaires de \$100 et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C-E. CANTIN.

(P.G. 16656-53)

**Gusto Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 octobre 1953, à la compagnie "Indumarine Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 février 1949. 1° changeant son nom en celui de "Gusto Limited"; 2° transportant le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie de Montréal à la ville de Fort Chambly, dans le comté de Chambly, province de Québec; 3° modifiant ses pouvoirs dans le sens indiqué au règlement; 4° convertissant ses 400 actions ordinaires de \$50 en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 5° créant 1,000 actions privilégiées de

"Clovis Electric Co. Limited", 1. increasing its capital of \$19,900 to \$100,000; the additional share-capital being divided into 51 common shares of \$100 and 750 preferred shares of \$100 each; 2. increasing the number of directors of said company from three to six.

Dated at the office of the Attorney General, October 14, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46824-53)

**Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1953, changing the name of the company "J. E. Desjardins Limitée — J. E. Desjardins Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 2, 1926, to that of "Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, October 28, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46292-53)

**Glazers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the second day of November 1953, to the company "Glazers' Novelties Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 2, 1947: a) changing its name to that of "Glazers Inc."; b) increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000: the additional share capital being divided into 200 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of November 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 16656-53)

**Gusto Limited**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date October 24, 1953, to the company "Indumarine Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 21, 1949; 1. changing its name to that of "Gusto Limited"; 2° transferring the company's head office and principal place of business from Montreal to the town of Fort Chambly, in the county of Chambly, Province of Quebec; 3° modifying its powers in accordance with by-law; 4° converting its 400 common shares of \$50 each into 1,000 common shares without nominal value; 5° creating 1,000 preference shares of \$100 each; 6. fixing at the sum of \$15,000 the amount with which the said

\$100 chacune; 6° fixant à \$15,000 le montant avec le quel ladite compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général le 24 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 46230-53)

**Industrial Realty Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf octobre 1953, à la compagnie "Fapco Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes du 23 janvier 1952; 1° changeant son nom en celui de "Industrial Realty Corporation"; 2° augmentant son capital par la création de 2,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur nominale et de 1650 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, le montant avec lequel la compagnie doit continuer ses opérations étant fixé à \$30,000; 3° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 19 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 43752-53)

**Jody Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1953, à la compagnie "Jody Inc.", augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(P.G. 46367-53)

**J.-T. Gendron Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un octobre 1953, à la compagnie "J. T. Gendron Inc.", modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait aux privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

(P.G. 1718-53)

**La Bonne Chanson Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

company shall hereinafter continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, October 24, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 46230-53)

**Industrial Realty Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date October nineteenth 1953, to the company "Fapco Corporation", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated January 23, 1952; 1. changing its name to that of "Industrial Realty Corporation"; 2. increasing its capital by the creation of 2,000 additional common shares without nominal value and 1650 additional preferred shares of \$100 each, the amount with which the company shall continue to operate being fixed at \$30,000; 3. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, October 19, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 43752-53)

**Jody Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Jody Inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000; the additional capital stock being divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(A.G. 46367-53)

**J.-T. Gendron Inc.**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the thirty-first day of October 1953, to the company "J. T. Gendron Inc.", amending certain provisions of its letters patent with reference to terms and conditions attached to the preference shares.

Dated at the office of the Attorney General, October 31, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 1718-53)

**La Bonne Chanson Inc.**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq novembre 1953, à la compagnie "La Bonne Chanson Inc.", 1°) réduisant son capital de \$1,000,000 à \$250,000 par l'annulation de 1,000 actions privilégiées non émises de \$100 chacune et de 6,500 actions ordinaires non émises de \$100 chacune; 2°) étendant ses pouvoirs; 3°) modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui a trait a) au transfert des actions; b) aux dividendes des actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

(P.G. 46397-53)

**La Cie de Publication Rurale, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1953, à "La Cie de Publication Rurale, Inc.", 1°) augmentant son capital par la création de 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune et fixant à \$22,500 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations; 2°) augmentant le nombre de ses directeurs de trois (3) à quatre (4).

Daté du bureau du Procureur général, le 26 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

(P.G. 42472-53)

**MacDonald Tobacco Company Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre novembre 1953, à la compagnie "MacDonald Tobacco Company Incorporated", a) réduisant son capital par l'annulation de 430 actions privilégiées rachetées de \$100 chacune; b) augmentant tel capital par la création de 225 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

(P.G. 42473-53)

**Marché -- Mongeau -- Market --  
Limitée -- Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du deux novembre 1953, à la compagnie "Marché-Mongeau-Market Limitée-Limited", augmentant son capital de \$75,000 à \$90,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C. E. CANTIN.

Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, dated november fifth, 1953 to the company "LaBonne Chanson Inc.", 1°) decreasing its capital from \$1,000,000 to \$250,000 by cancelling the 1,000 unissued preference shares of \$100 each and 6,500 unissued common shares of \$100 each; 2°) extending its powers; 3°) modifying the provisions of its letters patent with reference to, a) transfer of shares; b) dividends of preference shares.

Dated at the office of the Attorney General, November fifth 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 46397-53)

**La Cie de Publication Rurale, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October 1953, to "La Cie de Publication Rurale, Inc."; 1°) increasing its capital by the creation of 100,000 preferred shares of \$1 each, and fixing at \$22,500 the amount with which the company shall continue its operations; 2°) increasing the number of its directors from three (3) to four (4).

Dated at the office of the Attorney General, October 26, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 42472-53)

**MacDonald Tobacco Company Incorporated**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the fourth day of November 1953, to the company "MacDonald Tobacco Company Incorporated", a) decreasing its capital by cancelling 430 redeemed preference shares of \$100 each; b) increasing such capital by the creation of 225 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, November fourth, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 42473-53)

**Marché -- Mongeau -- Market --  
Limitée -- Limited**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the second day of November 1953, to the company "Marché-Mongeau-Market-Limitée-Limited", increasing its capital from \$75,000 to \$90,000; the additional share-capital being divided into 150 preference shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, November 2, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 46400-53)

**Meehan & Young Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'octobre 1953, changeant le nom de la compagnie "John G. Young & Co. Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1945, en celui de "Meehan & Young Co. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154

L. DÉSILETS.

(A.G. 46400-53)

**Meehan & Young Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "John G. Young & Co. Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 23, 1945, to that of "Meehan & Young Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 27th day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

36154-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 18341-52)

**Montroy Investment Company, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de novembre 1953, à la compagnie "Montroy Investment Company, Limited", changeant les dispositions de ses lettres patentes par la résolution passée le 2 novembre 1953.

Daté du bureau du Procureur général, le 4e jour de novembre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,

36154

C.-E. CANTIN.

(A.G. 18341-52)

**Montroy Investment Company, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of November, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Montroy Investment Company, Limited", varying the provisions of the letters patent thereof as per its resolutions of November 2, 1953.

Dated at the office of the Attorney General, the 4th day of November, 1953.

C.-E. CANTIN,

36154-o

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 3184-53)

**North American Management Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'octobre 1953, à la compagnie "North American Management Corporation", 1° diminuant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 6,361 actions privilégiées non-émises de \$100 chacune et 100,000 actions ordinaires non-émises de \$1 chacune; 2° augmentant ledit capital: le capital actions additionnel étant divisé en 100,000 ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées première catégorie de \$100 chacune; 3° changeant certaines dispositions des lettres patentes de cette compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154

L. DÉSILETS.

(P.G. 3184-53)

**North American Management Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "North American Management Corporation", 1. reducing its capital: the capital stock annulled being divided into 6,361 unissued preferred shares of \$100 each and 100,000 unissued common shares of \$1 each; 2. increasing the said capital: the additional capital stock being divided into 100,000 common shares of \$1 each and 2,000 first preferred shares of \$100 each; 3. modifying certain provisions of the letters patent of this company.

Dated at the office of the Attorney General, the 23rd day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

36154-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 46398-53)

**Queen Mary Hardware Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'octobre 1953, à la compagnie "Queen Mary Hardware Limited", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,

36154

L. DÉSILETS.

(A.G. 46398-53)

**Queen Mary Hardware Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Queen Mary Hardware Limited", increasing its capital from \$20,000 to \$60,000: the additional capital stock being divided into 8,000 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of October, 1953.

L. DÉSILETS,

36154-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 2083-53)

**Textile Sales Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'octobre 1953, à la compagnie "Textile Sales Limited", diminuant son capital de \$25,000 par l'annulation de 2,500 actions de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154 C.-E. CANTIN.

(A.G. 2083-53)

**Textile Sales Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Textile Sales Limited", reducing its capital by \$25,000 by the cancellation of 2,500 common shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of October, 1953.

C. E. CANTIN,  
36154-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 45555-53)

**Town Girl Wear Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'octobre 1953, à la compagnie "Town Girl Wear Ltd.", augmentant son capital de \$40,000 à \$140,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154 L. DÉSILETS.

(A.G. 45555-53)

**Town Girl Wear Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Town Girl Wear Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$140,000: the additional stock being divided into 3,000 common shares of \$100 each and 700 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of October, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154-o Deputy Attorney General.

(P. G. 43736-53)

**United Auto Parts of Rivière du Loup Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un octobre 1953, à la compagnie "United Auto Parts (Martinette) Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 avril 1933, sous le nom originaire de "W. H. Martinette Limitée", et par lettres patentes supplémentaires du 18 août 1945, changent *inter alia* ledit nom originaire en celui de "United Auto Parts (Rivière-du-Loup) Ltd", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 3 décembre 1946, changeant ce dernier nom en celui de "United Auto Parts (Martinette) Ltd.", changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "United Auto Parts of Rivière du Loup Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 31 octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154-o C.-E. CANTIN.

(A. G. 43736-53)

**United Auto Parts of Rivière du Loup Limited**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the thirty-first day of October 1953, to the company "United Auto Parts (Martinette) Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 20, 1933, under the original name of "W. H. Martinette Limitée", and by supplementary letters patent dated August 18, 1945, changing *inter alia* the said original name to that of "United Auto Parts (Rivière-du-Loup) Ltd", and by additional supplementary letters patent dated December 3, 1946, changing again the name of the company to that of "United Auto Parts of Rivière du Loup Limited".

Dated at the office of the Attorney General, October 31, 1953.

C.-E. CANTIN,  
36154 Acting Deputy Attorney General.

(P. G. 46291-53)

**Utex Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres paten-

(A. G. 46291-53)

**Utex Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of October, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the

tes supplémentaires en date du 31e jour d'octobre 1953, changeant le nom de la compagnie "Utility Textile Industries Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 juillet 1943, et par lettres patentes supplémentaires en date du 10 août 1944, et par d'autres lettres patentes supplémentaires en date du 28 juin 1945, en celui de "Utex Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour d'octobre 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
36154 C.-E. CANTIN.

said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Utility Textile Industries Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated July 13, 1943, and by supplementary letters patent dated August 10, 1944, and by further supplementary letters patent granted on June 28, 1945, to that of "Utex Corporation".

Dated at the office of the Attorney General the 31st day of October, 1953.

C.-E. CANTIN,  
35154-o Acting Deputy Attorney General.

### Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Milton Weinstein, étudiant en notariat, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi pour valider sa cléricature et son admission à l'étude du notariat.

Montréal, le 25 novembre 1953.

Le Procureur du requérant,  
36148-48-4-o EMILIE BRAIS.

#### AVIS

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi aux fins suivantes:

1° a) Pour faire fixer une allocation aux Commissaires et au Président des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain;

2° b) Pour modifier la loi se rapportant aux élections des Commissaires d'Écoles;

3° c) Pour toutes autres fins.

Cap-de-la-Madeleine, 5 novembre 1953.

Les Procureurs des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain,  
36018-46-4 METHOT & METHOT.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est donné que les Sœurs de Saint Joseph de Saint Hyacinthe, constituées en corporation par la loi 44-45 Victoria Chapitre 53, s'adresseront à La Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) Remplacer la loi 44-45 Victoria Chapitre 53 par laquelle la Corporation des Sœurs de Saint Joseph était constituée;

b) Obtenir les privilèges ainsi que les droits et obligations d'une corporation civile avec siège social à St-Hyacinthe;

c) Adopter les règlements nécessaires à la disposition et à l'administration de ses biens, ainsi qu'à sa régie interne suivant les règles de la communauté.

d) Succéder à la corporation dite Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, à la charge de toutes les obligations et à l'avantage de tous les droits.

e) Fonder d'autres maisons et autres pouvoirs.

Le Procureur des Sœurs de Saint Joseph de St-Hyacinthe,  
36019-46-4-o JACQUES BOUSQUET, avocat.

### Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Milton Weinstein, notarial student, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an Act validating his indentureship and his admission to the study of the notarial profession.

Montreal, November 25, 1953.

36148-48-4 EMILIE BRAIS,  
Attorney for Petitioner.

#### NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act for the following purposes:

1. a) To fix an allowance for the Commissioners and President of the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain;

2. b) To amend the Act concerning the election of School Commissioners;

3. c) For all other purposes.

Cap-de-la-Madeleine, November 5, 1953.

METHOT & METHOT,  
Attorneys for the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine,  
36018-46-4-o County of Champlain.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Sisters of Saint Joseph of Saint Hyacinthe a body incorporated under the Act. 44-45 Victoria Chap. 53, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session in order to obtain the adoption of a law for the following purposes:

a) To replace the law 44-45 Victoria Chap. 53 by which the Corporation of the Sisters of Saint Joseph of Saint-Hyacinthe was incorporated;

b) To obtain the powers and privileges with the rights and the obligations of a civil corporation, with social seat at Saint-Hyacinthe;

c) To adopt the by-laws necessary to the administration and to the disposal of its property and its internal affairs consistent with the regulations of the congregation.

d) To succeed to the corporation "Les Sœurs de Saint Joseph de Saint-Hyacinthe, upon conditions of the obligations and with the benefits of all the rights.

e) To establish other houses and other purposes.

JACQUES BOUSQUET, advocate,  
Attorney for the Petitioner Les Sœurs de Saint Joseph de Saint Hyacinthe.  
36019-46-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Keith K. Anderson, agent d'Immeubles, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour que l'exécuteur-testamentaire (The Royal Trust Company) à la Succession de feu Dame Mildred Grace Anderson, épouse Laberge, soit dûment autorisé de vendre l'immeuble portant le numéro 135 de l'avenue Pagnuelo, dans la cité d'Outremont, district de Montréal, à la demande et au gré seulement du légataire requérant, ledit Keith K. Anderson, et à utiliser le produit de telle vente à la discrétion et suivant le désir dudit légataire requérant, et à certaines autres fins.

Montréal, ce 10 novembre, 1953.

Les Procureurs du requérant,  
DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU.  
36032-46-4-o

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Keith K. Anderson, real estate agent, of the City of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present Session, in order that the Testametary-Executor (The Royal Trust Company) to the Estate of the late Dame Mildred Grace Anderson, wife of Laberge, be duly authorized to sell the immoveable property bearing number 135 Pagnuelo Avenue, in the City of Outremont, district of Montreal, on the request and will only of the legatee petitioner, the said Keith K. Anderson, and to use the proceeds of said sale at the discretion and following the desire of the said legatee petitioner, and for other purposes.

Montreal, November the 10th, 1953.

DURANLEAU, DUPRÉ & DURANLEAU,  
36032-46-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'École pour la Municipalité Scolaire de la Paroisse de Longueuil, dans le Comté de Chambly, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de permettre le paiement d'une indemnité aux commissaires et autres fins accessoires.

Montréal, le 11 novembre 1953.

Le Procureur des requérants,  
ÉMILIEN BRAIS.  
36044-46-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the parish of Longueuil, in the County of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of a special Act in order to authorize the payment of an indemnity to commissioners and for other purposes connected therewith.

Montréal, November 11, 1953.

ÉMILIEN BRAIS,  
36044-46-4-o Attorney for the petitioner.

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour faire adopter une loi aux fins de modifier l'article 5 de la Loi 10 George VI, chapitre 73 (charte de la ville de Mont-Royal) et d'autoriser la ville à payer une rémunération au Maire et aux conseillers; à payer une pension au gérant de la ville; à accorder des octrois aux bibliothèques publiques; à établir un fonds de roulement; à annexer certains territoires faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Liesse, et pour d'autres fins.

Ville Mont-Royal, ce 7 novembre, 1953.

Les Procureurs de la pétitionnaire,  
HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
36046-46-4-o SMITH & DAVIS.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act for the purpose of replacing section 5 of the act 10 George VI, chapter 73 (charter of the town of Mount Royal) and to provide for the remuneration of the mayor and aldermen, for the payment of a pension to the town manager, for the making of grants to public libraries, for the establishment of a revolving fund, for the annexation of certain territories now forming part of the Municipality of the Paroisse de Notre-Dame de Liesse, and for other purposes.

Mount Royal, November 7, 1953.

HUGESSEN, MACKLAIER, CHISHOLM,  
36046-46-4-o SMITH & DAVIS,  
Attorneys for the petitioner.

## CITÉ DE MONTRÉAL

## AVIS PUBLIC

La Cité de Montréal a déjà donné avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir sur certaines matières qu'elle a indiquées, des modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent.

La Cité de Montréal désire ajouter qu'elle demandera de plus, certaines modifications sur les matières suivantes: représentation de la Cité de Montréal à la Commission métropolitaine de Montréal, par le maire, les membres du Comité exécutif, l'auditeur de la Cité et un conseiller de chacune des trois catégories du conseil; pouvoir du conseil de requérir l'avis du Comité exécutif sur les questions affectant les

## CITY OF MONTREAL

## PUBLIC NOTICE

The City of Montreal has already published a notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain on certain matters which it stated amendments to its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and to the various general or special acts amending or concerning the same.

The City of Montreal wishes to add that it ask in addition to certain amendments on the following matters: representation of the City of Montreal on the Montréal Metropolitan Commission by the mayor, the members of the executive committee, the city auditor and one councillor of each of the three categories of the council; power for the council to require the advice of the executive committee on questions

divers services; pouvoir du Comité exécutif de choisir, nommer et remplacer tous les employés de la Cité, excepté le directeur des services et son adjoint et les directeurs des divers services.

Le Greffier de la Cité,

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville.

Montréal, le 10 novembre 1953. 36045-46-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant leur charte commune, la loi 40, Victoria, chapitre 23, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: autoriser lesdits Bureaux des commissaires à aviser le greffier de la cité de Sherbrooke avant le 1er novembre de chaque année du taux convenu de la taxe scolaire requise pour l'année suivante; permettre aux dits Bureaux des commissaires de contester les rôles d'évaluation et de perception préparés par la cité de Sherbrooke; autoriser lesdits Bureaux des commissaires à fixer le taux de la taxe suivant leurs besoins et en conséquence enlever la limite de dix millièmes dans la piastre présentement fixée par leur charte; autoriser le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke à hausser la limite de trois millièmes par piastre actuellement fixée par ladite charte à cinq millièmes par piastre, en ce qui a trait à la taxe scolaire spéciale des protestants; donner le droit auxdits Bureaux des commissaires de préparer leur propre rôle d'évaluation, de l'homologuer et de confectionner leur propre rôle de perception en ce qui concerne la machinerie située dans les limites de leur territoire; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 20 octobre, 1953.

Les Procureurs des requérants,

36082-47-4-o CRÉPEAU & CRÉPEAU.

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Corporation du Village Giffard, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, à la loi 3, George V, ch. 77 et 13, George VI, ch. 103, aux fins suivantes:

- 1° Changer son nom en celui de Cité de Giffard;
- 2° Prolonger le terme des membres du conseil actuel jusqu'en novembre 1955;
- 3° Décréter que le terme des membres du conseil sera de trois (3) ans;
- 4° Fixer une indemnité pour le maire et les échevins;
- 5° Autoriser la formation d'une Commission sportive ou d'urbanisme et définir leur juridiction;
- 6° Prendre en faveur des employés une assurance collective;
- 7° Limiter les pouvoirs du conseil concernant la destitution de certains employés municipaux;
- 8° Dresser la liste des électeurs suivant un ordre non alphabétique;

affecting the various departments; power for the executive committee to choose, appoint and replace the employees of the city, except the director of departments and his assistant and the directors of the different departments.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,

City Clerk.

City Hall,

Montreal, November 10, 1953. 36045-46-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Roman Catholic School Board for the City of Sherbrooke and the Protestant School Board for the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending their common charter, the act 40, Victoria, chap. 23, and the various statutes amending it; to authorize the said School Boards to notify only before the 1st of November of each year the clerk of the City of Sherbrooke of the rate they have decided for the school tax requisite for the coming year; to give to the said School Boards the right to contest the valuation and collection rolls prepared by the City of Sherbrooke; to authorize the said School Boards to levy a school tax sufficient to meet their needs and consequently to abolish the ten mills limit provided by their common charter, to authorize the Protestant School Board of the City of Sherbrooke to raise the actual limit of three mills as fixed by the said charter to five mills, in so far as the special school tax for protestants is concerned; to empower the said School Boards to prepare their own valuation and collection rolls to homologate the same, as far as machinery and accessories which are immovable by destination are concerned; and for other purposes.

Sherbrooke, October 20th, 1953.

CRÉPEAU & CRÉPEAU,

36082-47-4-o Attorneys for the petitionners.

NOTICE

Notice is hereby given by La Corporation du Village Giffard, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for amendments to its charter, to the law 3, George V, chapter 77 and 13, George VI, chapter 103, for the following:

1. To change its name into that of "Cité de Giffard";
2. To prescribe that the present mayor and councillors shall remain in office until November 1955;
3. To prescribe that mayor and councillors shall be elected for three years;
4. To fix an indemnity for the mayor and aldermen;
5. To authorize the formation of a Sport or Town-planning Commission and establish its jurisdiction;
6. To take out a group insurance in favour of the employees of the city;
7. To limit the powers of the Council in connection with the dismissal of employees of the City;
8. To compile the list of electors according to a not alphabetical order;

9° Changer la date et les heures de votation pour les élections municipales;

10° Obtenir des pouvoirs additionnels ou pouvoirs de réglementation concernant:

a) le règlement de construction et de zonage, b) les affiches, c) les habitations insalubres, d) les vidanges et l'imposition d'une taxe de vidanges, e) l'entretien et la construction des conduites privées, d'aqueduc et d'égoût et leur raccordement avec les conduites publiques, f) l'ouverture de nouvelles rues, g) la circulation et la vitesse dans les rues de la Cité, h) la perception des amendes dans les cas d'infractions aux règlements de circulation, i) l'exploitation des restaurants, buffets ou comptoirs ambulants, j) la fermeture de certains établissements commerciaux, k) le dépôt d'un plan de la subdivision de certains immeubles, l) la confection et la tenue du rôle d'évaluation, m) le droit d'enlever certaines nuisances, n) l'acquisition, la possession et la vente d'immeubles pour fins municipales ou industrielles, o) l'octroi de deniers pour les arts, sciences, centre de loisirs, organisation de jeux ou sports dans la municipalité, p) l'érection, la construction, la réparation et l'entretien d'un ou de plusieurs aqueducs avec leurs appareils et accessoires et concernant l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation, l'exploitation, l'achat et la possession d'immeubles, servitudes, usufruits dans la municipalité ou dans un rayon de 30 milles de la municipalité du village Giffard pour fins des dits aqueducs;

11° Obliger les compagnies de téléphone, de télégraphe et pouvoir à déposer un plan de leurs travaux;

12° Modifier la procédure dans le cas de l'approbation des règlements en nombre et en valeur;

13° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis et les automobiles de louage;

14° Imposer une taxe sur certains véhicules de livraison;

15° Exempter de la taxe de locataire certains vendeurs d'immeubles à réméré;

16° Valider la vente, après le délai fixé par la loi, d'immeubles acquis par la Corporation à la suite d'une vente pour taxes;

17° Fixer l'évaluation des immeubles et machineries de nouvelles industries à une somme pas moindre que 50% de leur évaluation municipale;

18° Emprunter annuellement une somme n'excédant pas \$50,000.00 avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec pour certains travaux ou dépenses urgents et emprunter une somme n'excédant pas \$75,000.00 pour consolider certaines dettes liquides et capitaliser certaines dépenses faites au cours des années 1953 et 1954;

18A° Etre régie par la Loi des cités et villes;

19° Et pour toutes autres fins jugées utiles. Québec, le 12 novembre 1953.

Le Procureur de la Corporation  
du Village Giffard,

36052-46-4-o

LOUIS DUSSAULT, C. R.

#### AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une demande sera faite à la présente session de la Législature provinciale, pour autoriser la ville de Donnacona à percevoir, dans ses limites, une taxe spéciale de vente de 2%.

Québec, le 17 novembre, 1953.

Le Procureur,

36087-47-4-o

JACQUES PERRON.

9. To change the date and the polling hours for the municipal elections;

10. To obtain additional powers or power to pass by-law concerning:

a) building and zoning regulations, b) signs, c) unsanitary dwelling places, d) garbage and to levy a tax to defray the cost of same, e) building and maintaining of private pipes and their connections with the main pipes of aqueduct and drain, f) opening of new streets, g) traffic and speed in the streets of the City, h) collection of fines on notice of summons in the case of violations of traffic laws, i) operation of itinerant restaurants, buffets or counters, j) closing of certain commercial establishments, k) depositing of an official plan of the subdivision of certain immovables, l) compiling and holding of the valuation roll, m) right to remove certain nuisances, n) acquisition, possession and sale of certain immovables for municipal or industrial purposes, o) grant of money toward the encouragement of arts and sciences, the recreation centres, the organizing of games and sports in the Municipality, p) Erection, construction, repairing and maintenance of waterworks together with all appurtenances and accessories and concerning acquisition willingly or by expropriation of any lands, tenements and immovable estates, servitudes, usufructs and hereditaments in the Municipality of Village Giffard and outside the limits of the City for a distance of 30 miles, for the purposes of the said waterworks;

11. To oblige telephone, telegraph and power companies to file a plan giving details of their works;

12. To modify the procedure in the case of the approval of a by-law in number and in value;

13. To limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs and rented automobiles;

14. To levy a tax on certain motor vehicles used for delivering;

15. To exempt from the tenants' tax certain vendor of an immovable subject to right of redemption;

16. To render valid the deed of sale after the delay fixed by law, of an immovable which the corporation acquired through a sale for taxes;

17. To fix the valuation of immovables and machinery of new industries at a sum of not less than 50% of their municipal valuation each year;

18. To borrow annually by by-law an amount not exceeding \$50,000.00 with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, for certain urgent works or expenses and to borrow an amount not exceeding \$75,000.00 in order to consolidate certain liquid debts and capitalize certain expenses made during the years 1953 and 1954;

18A. To be governed by the Cities and Towns Act;

19. And for other purposes.

Québec, November 12th, 1953.

LOUIS DUSSAULT, Q. C.,

Attorney for La Corporation  
du Village Giffard.

36052-46-4-o

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that a bill will be presented at the present session of the provincial Legislature to authorize the city of Donnacona to perceive within its limits a special sale tax of 2%.

Québec, November 17th, 1953.

JACQUES PERRON,

Attorney.

36087-47-4-o

**AVIS PUBLIC**

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Laurent, Comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville sous le nom de Ville St-Laurent ouest; annexer une partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse; autoriser la création d'un fonds de roulement; l'adoption de règlements concernant le zonage et la construction; la construction d'un seul édifice sur un lot distinct; l'émission de billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; limiter la taxation des terres en culture; établir la procédure pour l'exécution et le paiement de travaux permanents; retarder conditionnellement le prélèvement de taxes imposées dans le cas de certains travaux; prévoir une rémunération pour les membres du Conseil et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 novembre 1953.  
Le Procureur de la Pétitionnaire,  
36068-47-4-o HENRI S. BEAULIEU.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par les présentes donné que madame Léocadie Leduc, de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, veuve d'Oscar Péladeau, en son vivant cultivateur, du même endroit, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de clarifier certains doutes sur sa capacité d'aliéner, aux termes du testament dudit Oscar Péladeau, un immeuble faisant partie de la succession de ce dernier.

Montréal, ce 17 novembre 1953.  
Les Avocats de la Pétitionnaire,  
36094-47-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est, par les présentes, donné que Joseph Alan Dorsey, Harry Wolfe, Martin Arnovitz, Robert Silverstein, Norman Genser, et autres, citoyens des cité et district de Montréal, professant la foi juive, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, demandant d'être incorporés en corporation, et les autres qui pourront subséquemment devenir membres, en une congrégation religieuse sous le nom de "Temple Beth Sholom".

Montréal, le 18 novembre 1953.  
Le Procureur des requérants,  
276 Ouest, rue St-Jacques, 36096-47-4  
Montréal. NORMAN GENSER.

**AVIS PUBLIC**

Avis public est, par les présentes, donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 94, et amendements, sur les matières suivantes: réglementer la façon dont les travaux d'améliorations locales pourront être exécutés; fixer la façon dont les taxes municipales pourront être imposées pour les années 1953, 1954; création d'un bureau de revision et dispositions spéciales quant à la confection du rôle d'évaluation; pouvoir du conseil quant à l'évaluation de la

**PUBLIC NOTICE**

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of St-Laurent, County of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the adoption of an Act for the following purposes: to incorporate the municipality into a town municipality under the name of the town of Saint-Laurent West; to annex a part of the municipality of Notre-Dame-de-Liesse; to authorize the creation of a working fund; the adoption of by-laws concerning zoning and building; the construction of one building only on a distinct lot; to issue summons relative to infringements to traffic and public security; to limit taxation on cultivated soils, to established a procedure for the payment of permanent works; to delay conditionally the levying of taxes imposed in the case of certain works; to provide for the remuneration of members of the Council and for all other purposes.

Montreal, November 12, 1953.  
HENRI S. BEAULIEU,  
36068-47-4 Attorney for the Petitioner.

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that Mrs. Leocadie Leduc, of the Parish of Ste. Jeanne de l'Île Perrot, widow of the late Oscar Peladeau, in his lifetime farmer of the same Parish, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a Bill in order to dispel certain doubts as to her capacity, under the will of the said Oscar Peladeau, to alienate certain immoveable property being a portion of the estate of the deceased.

Montreal, this 17th day of November 1953.  
LANGLOIS & RITCHIE,  
36094-47-4-o Attorneys for petitioners.

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that Joseph Alan Dorsey, Harry Wolfe, Martin Arnovitz, Robert Silverstein, Norman Genser and others, citizens, of the city and district of Montreal, professing the Jewish faith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session praying for the incorporation of themselves and such others as may hereafter become members into a religious Congregation under the name "Temple Beth Scholom".

Montreal, November 18th, 1953.  
NORMAN GENSER,  
276 St. James St. W., 36096-47-4-o  
Montreal. Attorney for Petitioners,

**PUBLIC NOTICE**

Public notice is, hereby, given that the Town of St. Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 8 Edward VII, chapter 94, and amendments, for the following purposes: vacant lots acquired for taxes; to regulate the manner of carrying out local improvements; to stipulate how the municipal taxes will be imposed for the years 1953, 1954; establishment of a revision board and special provisions concerning the preparation of the valuation roll; powers of the council for the valuation of machineries; to regulate

machinerie; valider le titre de la Ville Saint-Laurent sur le lot numéro 254-78; annexion des lots numéros 481 et 488 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, faisant présentement partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse et des lots numéros 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 et 487 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, faisant partie présentement de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent; amender la loi 13 George V, chapitre 105, article 3 de la commission métropolitaine quant à l'approbation des règlements s'empruntés; et pour autres fins.

Montréal, le 13 novembre 1953.  
36102-47-4-o Le Procureur du requérant,  
ROBERT HODGE

#### AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que Harry Aisenberg, comptable de la cité de Montréal, présentera une pétition à la Législature de Québec, à sa prochaine session, introduisant un Bill privé autorisant l'Institut des Comptables Agréés de Québec, à émettre au pétitionnaire, sur paiement des honoraires statutaires de dix dollars (\$10.00), un permis de pratiquer comme Comptable Public, dans la province de Québec, ledit pétitionnaire étant par là assujéti aux dispositions de la loi pour réglementer la comptabilité et la vérification, (Loi 10, George VI, chapitre 47, 1946, telle qu'amendée par la loi 11, George VI, chapitre 64, 1947), comme si ce permis avait été émis en vertu de la sous-section 2 de la section 11 de ladite loi.

A Montréal, ce 12ième jour de novembre, 1953.  
Les procureurs du pétitionnaire,  
36103-47-4-o GADBOIS & ROY.

#### AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de St-Joseph dans le comté de Richelieu s'adressera à la Législature de Québec aux fins de faire passer une Loi constituant la Corporation de la Paroisse de St-Joseph dans le comté de Richelieu en corporation de ville sous le nom de "Ville de Tracy".

Le Procureur de la requérante,  
36121-48-4-o CHARLES PARENT, C.R.

#### AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Pierre E. Lachapelle, employé de chemin de fer en retraite, Dame Cécile Isabelle, épouse séparée de biens dudit Pierre E. Lachapelle, J.-Arthur Ménard, commerçant, et Dame Olivette Isabelle, épouse séparée de biens dudit J.-Arthur Ménard, tous de Granby, s'adresseront à la Législature Provinciale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la Succession Émile Isabelle de remettre, au fur et à mesure, après le paiement de la rente viagère à Dame Irène Robert, l'excédant du revenu de ladite succession aux légataires résiduaux universels.

Granby, le 18 novembre 1953.  
PIERRE E. LACHAPELLE,  
Dame CÉCILE ISABELLE,  
J. ARTHUR MÉNARD,  
OLIVETTE ISABELLE,  
Le Procureur des pétitionnaires,  
36127-48-4-o ALBERT DUMONTIER.

how complaints by the taxpayers can be referred to the assessment roll; validate the title of the City of St. Laurent to the lot number 254-78; annexation of lots number 481 and 488 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the Municipality of Notre-Dame-de-Liesse, and of lots numbers 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 484, 486 and 487 of official cadastre of the Parish of St. Laurent, presently a part of the municipality of the parish of St. Laurent; amendment to the act 13 George V, chapter 105, sec. 3 of the metropolitan commission concerning approval of borrowing by-laws; and for other purposes.

Montreal, November 13, 1953.  
36102-47-4-o ROBERT HODGE,  
Attorney for Petitioner.

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Harry Aisenberg, accountant of the city of Montreal, shall present a petition to the Legislature of Quebec, at its next session, introducing a Bill to authorize the Institute of Chartered Accountants of Quebec to issue to the Petitioner, upon payment of the statutory fee of ten dollars (\$10.00), a license to practice in the Province of Quebec as Public Accountant, the said Petitioner thereby, to become subject to the provisions of the Act to Regulate the Practice of Accountancy and Auditing, (Act 10, George VI, Chapter 47, 1946, as amended by Act 11, Georges VI, Chapter 64, 1947), as if such license had been issued pursuant to sub-section 2 of section 11 of the said Act.

At Montreal, this 12th, day of November, 1953.  
36103-47-4-o GADBOIS & ROY,  
Attorneys for the petitioner.

#### NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St-Joseph in the county of Richelieu will apply to the Legislature of Quebec for the purpose of passing an Act incorporating the Corporation of the Parish of St-Joseph in the county of Richelieu into a town corporation under the name of "Town of de Tracy".

CHARLES PARENT, Q.C.,  
36121-48-4 Attorney for the petitioner.

#### PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Pierre E. Lachapelle, retired railroad employee, Dame Cécile Isabelle, wife separate as to property of said Pierre E. Lachapelle, J.-Arthur Ménard, merchant, and Dame Olivette Isabelle, wife separate as to property of said J.-Arthur Ménard, all of Granby, will apply to the Legislature of the Province of Québec, during its present session for the adoption of an Act authorizing the executors of the Estate of Emile Isabelle to distribute, progressively, after payment of Dame Irène Robert's life annuity, the surplus of revenue of the said Estate, to the remaining residuary legatees.

Granby, November 18, 1953.  
36127-48-4 PIERRE E. LACHEPELLE,  
Dame CÉCILE ISABELLE,  
J. ARTHUR MÉNARD,  
OLIVETTE ISABELLE,  
ALBERT DUMONTIER,  
Attorney for petitioners.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cité de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, City of Quebec.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour obtenir sur les matières suivantes certaines modifications à sa charte, la loi 19 Geo. V, chap. 95, de même qu'aux différents statuts généraux ou particuliers qui la modifient ou la concernent:

Public notice is hereby given that the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province, at its present session, to obtain, in the following matters, certain amendments to its charter, Act 19 Geo. V, chap. 95, as well as the various general and special statutes amending it or concerned therewith:

Pouvoir d'emprunter les sommes suivantes, subordonné à l'approbation préalable de la Commission Municipale de Québec:

The power to borrow the following amounts, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission:

- a) \$25,000.00 pour des améliorations à l'Hôpital Civique;
- b) \$65,000.00 pour l'achat d'appareils contre l'incendie;
- c) \$500,000.00 par année pendant une période de sept (7) ans pour l'exécution de travaux imputables au compte-capital;
- d) \$300,000.00 par année pendant trois (3) ans pour pavages permanents;
- e) \$400,000.00 pour continuer et compléter la construction de la conduite d'aqueduc de quarante-deux pouces (42"), de diamètre.

- a) \$25,000.00 for improvements to the Civic Hospital;
- b) \$65,000.00 for the purchase of fire-fighting apparatus;
- c) \$500,000.00 per year for a period of seven (7) years for the carrying out of works chargeable to capital expenditures;
- d) \$300,000.00 per year for a period of three (3) years for permanent pavings;
- e) \$400,000.00 to carry on and complete the construction work on the forty-two-inch water-pipe (42" in diameter);

- Pour fixer les modalités desdits emprunts;
- Pour modifier les indemnités du maire et des échevins de la Cité de Québec;
- Pour modifier la loi actuelle en cas de vacances parmi les membres du Conseil Municipal;
- Pour déterminer la pension payable à certains fonctionnaires suivant leurs années de service;

- To fix methods of said loans;
- To modify the indemnities paid to the mayor and aldermen of the City of Quebec;
- To amend the present Act in case of a vacancy among the members of the Municipal Council;
- To fix a pension which would be payable to certain civil servants in accordance with their years of service;

Pour déterminer les devoirs du Conseil pour l'approbation du budget annuel de la Cité et l'imposition des taxes;

To define the duties of the Council for the approval of the yearly budget of the City and imposition of taxes;

Pour porter à \$80,000.00 la somme que la Cité peut affecter annuellement à l'Office Municipal du Tourisme et de l'Industrie;

To increase to \$80,000.00 the amount which the City may set aside yearly for the Municipal Tourist and Industrial Bureau;

Pour modifier le mode d'assignation des contrevenants aux règlements de la circulation dans la cité de Québec;

To modify the method of summoning infringers of traffic laws in the City of Quebec;

Pour autoriser le paiement d'une pension à toute personne qui aura été maire de la Cité pendant quinze (15) années consécutives;

To authorize the payment of a pension to any person remaining in office as mayor of the City, during fifteen (15) consecutive years;

Pour modifier la Loi concernant les Officiers municipaux;

To amend the Act concerning Municipal Officers;

Pour prolonger de cinq (5) ans les pensions aux veuves de certains fonctionnaires;

To extend to five years, pensions payable to the widows of certain civil servants;

Pour autoriser la Cité à payer une pension aux employés de son Commissariat de l'Industrie;

To authorize the City to pay a pension to the employees of its Industrial Commission;

Pour modifier les pouvoirs de la Cité se rapportant au privilège qu'elle peut accorder pour faire disparaître les taudis;

To modify the powers of the City concerning privilege it has to cause hovels to be made away with.

Pour autoriser la cession gratuite de certains lots à la Commission des Écoles Catholiques de Québec;

To authorize the transfer of certain lots to the Quebec Catholic School Commission, free of charge;

Pour autoriser la vente de gré à gré de certains immeubles;

To authorize, by mutual agreement, the sale of certain immoveable property;

Et tout autre matière ou chose jugée utile ou pertinente à la bonne administration de la Cité.

In all other matters or things deemed necessary or pertinent to the good management of the City.

Québec, le 24 novembre, 1953.

Québec, November 24, 1953.

Les Procureurs de la Cité de Québec,  
PELLETIER, GOUBOUT & LECLERC,  
36131-48-4-o

PELLETIER, GOUBOUT & LECLERC,  
Attorneys for the City of Quebec.  
36131-48-4

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que la Ville Montréal-Nord s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, en vue de faire adopter une loi pour ratifier un contrat intervenu le 15 octobre 1949 entre la ville et la Société Centrale d'Hypothèque et de Logement; pour autoriser la ville à emprunter les sommes nécessaires au paiement des améliorations.

Notice is hereby given that the Town of Montreal-North will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session for the passing of an Act to ratify a deed, dated October 15 1949, between the Town and the Central Mortgage and Housing Corporation; to authorize the town to borrow the necessary money to pay for the local improvement works.

tions locales exécutées en vertu dudit contrat; pour autoriser la ville à imposer des taxes spéciales sur les immeubles qui bénéficient de ces travaux; pour modifier et clarifier les articles 28E de la charte de la ville et 426 paragraphe 1 de la Loi des Cités et Villes, tel que remplacé pour la Ville par 1-2 Elizabeth II, chapitre 79, et pour d'autres fins.

Ville Montréal-Nord, ce vingt-quatrième jour de novembre, 1953.

Le Procureur de la Ville Montréal-Nord,  
36132-48-4-o GASTON POULIOT.

executed in virtue of said deed; to authorize the town to impose special taxes on the immoveable properties benefiting by such works; to clarify section 28E of the charter of the town and section 426 paragraph 1 of the Cities and Towns Act, as replaced for the town by 1-2 Elizabeth II, chapter 79; and for other purposes.

Town of Montreal-North, November 24th, 1953.

GASTON POULIOT,  
Attorney for the Town of Montreal-North.  
36132-48-4-o

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, pour faire modifier sa charte et obtenir des pouvoirs additionnels, comme suit:

1° Annexer une partie de la municipalité de Ste-Victoire;

2° Abolir les quartiers pour fins électorales, changer le mode, la date des élections, prolonger à trois ans le terme d'office du maire et des échevins;

3° Accorder une indemnité au maire et aux échevins;

4° Modifier le mode d'approbation des règlements par les électeurs-proprétaires;

5° Réglementer la présence des enfants dans les rues et places publiques;

6° Imposer une taxe pour les services de l'aqueduc et d'égouts;

7° Octroyer un montant de \$10,000.00 pour fins touristiques, industrielles et commerciales;

8° Exempter de taxes les gicleurs automatiques.

Victoriaville, le 19 novembre 1953.

Les Procureurs de la Ville de Victoriaville,  
36122-48-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

#### AVIS

Avis est par les présentes donné que Vladimir Shariro, commerçant, demeurant au numéro 3455 Côte des Neiges, Montréal, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Vladimi Walter Shriro.

Montréal, 14 novembre 1953,

Le Procureur et agent du requérant,  
36126-48-4-o PIERRE DESSAULLES.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, d'adopter une loi amendement la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 118, aux fins de ne pas les soumettre aux ordonnances des règlements municipaux de la Cité de Beauharnois, quand à la taxe d'éducation.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Beauharnois, le 24 novembre 1953.

Le Président,  
36140-48-4-o JOSEPH LAURIN.  
Le Secrétaire-Trésorier,  
MARIE-ALICE DUPUIS.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the course of its present session, in order to have its charter amended and obtain additional powers, as follows:

1. To annex a part of the municipality of Ste-Victoire;

2. To abolish wards for election purposes, to change the proceedings and the date of elections, extend to three years the term of office of the mayor and aldermen;

3. To grant an indemnity to the mayor and aldermen;

4. To modify the approval proceedings of by-laws by proprietor-constituents;

5. To regulate the presence of children in streets and public places;

6. To impose a tax for water and sewage servicing;

7. To grant an amount of \$10,000.00 for touristic, industrial and commercial purposes;

8. To exempt automatic sprinklers from taxation.

Victoriaville, November 19, 1953.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,  
36122-48-4 Attorneys for the Town of  
Victoriaville.

#### NOTICE

Notice is hereby given that Vladimir Shariro, merchant, of 3455 Côte Des Neige Road, in the City of Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act changing his name to Vladimir Walter Shriro.

Montreal, this 14th day of November, 1953.

PIERRE DESSAULLES,  
36126-48-4-o Agent for the petitioner.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the act 1-2 Elizabeth II, chapter 118, for the purposes of rendering them not subject to the dispositions of City of Beauharnois' by-laws, with respect to the education tax.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in county of Beauharnois.

36140-48-4-o JOSEPH LAURIN,  
President.  
MARIE-ALICE DUPUIS,  
Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi aux fins suivantes: changer le nom de la Municipalité en celui de Municipalité de la Côte de Liesse; modifier la procédure relative aux travaux d'améliorations locales; permettre la confection d'un règlement de construction et de zonage sans observer les formalités prescrites par le Code municipal; retarder le prélèvement de taxes spéciales imposées pour défrayer le coût de certains travaux; modifier la procédure à suivre concernant les règlements d'emprunts; être autorisé à faire un emprunt temporaire, avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 23 novembre 1953.

Le Procureur de la Pétitionnaire,  
36147-48-4-o HENRI-S. BEAULIEU.

Canada,

Province de Québec, District de Terrebonne

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, qu'un bill privé sera présenté à la présente session de l'Assemblée législative de Québec, ou aussitôt que faire se peut, par la Corporation de la ville de Lachute, pour obtenir que certaines clauses restrictives constituant une servitude sur la partie est du lot 914, sur le lot 915, sur la partie ouest du lot 916, sur la partie est du lot 912, sur la partie ouest du lot 917 et la partie du lot 911, en faveur de cette partie du lot 907, tous des plans et livre de renvoi de la paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, et occupées présentement par l'Auditorium de la ville de Lachute, soient retranchées d'un acte de vente consenti par Thomas J. Barron à la corporation de la ville de Lachute le 8 septembre 1924 et enregistré sous le numéro 38269.

Ces clauses constituant servitude empêchent la ville de Lachute de se servir comme bon lui semble du dit Auditorium et en prohibent l'usage comme hôtel de ville et pour l'usage des autres services municipaux.

Les Procureurs de la corporation de  
la ville de Lachute,  
36146-48-4-o LEGAULT & LEGAULT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de fixer le montant des taxes municipales payables par la compagnie Canadian Petrofina Limited et de fixer l'évaluation des biens de la dite compagnie et pour autres fins.

Montréal, 26 novembre 1953.

Le Procureur de la pétitionnaire,  
36152-48-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of "La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval", county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain the adoption of an Act for the following purposes: to change the name of the municipality to that of "Municipalité de la Côte de Liesse"; to modify the proceedings concerning the carrying out of local improvement work; the draughting of a by-law for building and zoning, without adhering to the formalities prescribed by the Municipal Code; to defer the levying of special taxes imposed to defray the costs of certain works; to modify the proceedings concerning borrowing regulations; to be authorized to make a temporary loan, with the approval of the Quebec Municipal Commission, and for all other purposes.

Montreal, November 23, 1953.

HENRI-S. BEAULIEU,  
36147-48-4 Attorney for Petitioner.

Canada,

Province of Quebec, District de Terrebonne

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by: The Corporation of the town of Lachute that an application will be made at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, or as soon as possible, for an act to delete a servitude affecting the easterly part of lot 914, of lot 915, of the westerly part of lot 916, of the easterly part of lot 912, of the westerly part of lot 917, part of lot 911 in favour of lot 907 all of the official plans and Book of reference of the Parish of St. Jerusalem, county of Argenteuil, district of Terrebonne.

This servitude concerns a land presently occupied by the Auditorium in the town of Lachute and prohibits the use of the present land to serve as a municipal town office and for other public services.

This servitude was established by a deed of sale dated September the 8th 1924 and registered at the registry office in the County of Argenteuil under number 38269 from Thomas J. Barron & Al to the Lachute Town Corporation.

LEGAULT & LEGAULT,  
36146-48-4-o Attorneys for the corporation  
of the town of Lachute.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Pointe-aux-Trembles, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, praying for the adoption of an act for the purpose of fixing the amount of municipal taxes payable by Canadian Petrofina Limited and of fixing the valuation of the properties of said company and for other purposes.

Montreal, November 26th, 1953.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,  
36152-48-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford-Mines s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi les autorisant à: annexer le lot 25 du 6e rang du canton de Thetford; permettre le paiement d'une indemnité annuelle au président et aux commissaires; faire emploi du solde d'emprunts contractés; remplacer l'obligation de lire et d'afficher les résolutions par la faculté d'afficher un simple avis; diminuer à quinze jours les délais prévus par l'article 307 de la Loi de l'Instruction Publique; obtenir la faculté de changer un professeur de classe ou d'école durant l'année scolaire.

Thetford-Mines, ce 18 novembre 1953.

Le Procureur des pétitionnaires,  
36097-47-4-o ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

#### AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Dorval s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi George VI, chapitre 120, sur les matières suivantes:

Augmenter le nombre des quartiers et des échevins;

Procédures d'adoption et d'amendement des règlements de zonage et de construction;

Honoraires sur permis de construction;

Règlementer la subdivision des lots;

Droit de passage pour services d'aqueduc;

Règlementer l'entretien des lots vacants;

Définir les terres en culture;

Droit d'émettre des billets d'assignation, pour infraction aux règlements municipaux, relativement à la circulation et à la sécurité publique;

Ratification de vente de lots par la ville; et pour toutes autres fins.

Dorval, le 18 novembre 1953.

L'Aviseur Légal,

HERCULE DÉCARY.

L'Avocat-Conseil,

JACQUES VIAU.

36105-47-4-o

#### AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Saint-Eustache s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente ou prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de refondre au complet sa charte, de conserver des pouvoirs spéciaux et d'en obtenir de nouveaux sur les matières suivantes: encouragement des sciences, des arts, des organisations religieuses, patriotiques et de charité; établissement de centres de loisirs, et organisation des jeux et des sports; changement de la date des élections, ainsi que la date de certaines procédures se rapportant aux dites élections; arrondissements de votation; durée du mandat pour le Maire et chacun des échevins; fixation pour le Maire et les échevins d'une rémunération annuelle pour frais de représentation; le mode d'élection du Maire et des échevins; adoption de règlement concernant le zonage; les permis de construction, la construction d'un seul édifice sur lot distinct sur le plan officiel du cadastre; droit d'émettre des billets d'assignation dans le cas de certaines contraventions aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; limiter et différer la taxation des terres en culture et de certaines propriétés immobilières appartenant à des industriels, manufacturiers, situées dans les limites de la Ville, et celles

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the city of Thetford-Mines will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act authorizing them to: annex lot 25 of the 6th range of the Township of Thetford; allow the payment of an annual indemnity to the President and Commissioners; to reinvest the balance of loans contracted; to replace the obligation to read and post resolutions by means of posting a simple notice; to reduce to fifteen days the delays provided by section 307 of the Education Act; to obtain the right to change a class or school professor during the school term.

Thetford-Mines, November 18, 1953.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,  
36097-47-4 Attorney for Petitioners.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Dorval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 14, George VI, chapter 120, in the following matters:

Increase the number of wards and aldermen;

Procedure of adoption and amendment of by-laws concerning zoning and construction work;

Fees for building permits;

Regulate the subdivision of lots;

Right-of-way for water works;

Regulate the maintenance of vacant lots;

Define lands under cultivation;

The right to issue summons for infractions to municipal by-laws, regarding traffic and public safety.

Ratification of sale of lots by the Town, and for other purposes.

Dorval, November 18, 1953.

HERCULE DÉCARY,

Legal Adviser.

JACQUES VIAU,

Counsel.

36105-47-4

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Saint Eustache will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, for the adoption of an Act in view of completely revising its charter, retaining special powers and obtaining additional ones, in the following matters: to promote arts and sciences, and religious patriotic and charitable organizations, establish recreation centres and organize games and sports; change the date of elections, as well as that of certain proceedings pertaining to said elections; voting districts, fix duration of term of office of Mayor and each alderman; set a yearly remuneration for Mayor and aldermen to cover official entertainment costs; election proceedings of Mayor and aldermen; adoption of by-law concerning zoning; building permits, the erection of a single building per distinct lot on plan of official cadastre; the right to serve writs in the case of certain infractions to municipal by-laws concerning traffic and public security; limit and defer taxation on lands under cultivation and certain properties belonging to industrialists, manufacturers, situated within the town limits, and those belonging to "Les Chevaliers-Unis de St-Eustache"; proceedings for the execution of permanent works and payment thereof; proceedings concerning the

appartenant aux Chevaliers-Unis de St-Eustache; procédures pour exécution et paiement de travaux permanents; procédures concernant l'approbation des règlements d'emprunts par les électeurs propriétaires, nomination annuelle du ou des derniers vérificateurs; date de la confection de la liste des électeurs et droits de ces derniers à ce sujet; procédures pour émissions de nouvelles obligations en paiement d'obligations échues; réglementer pour ce qui concerne la sécurité publique; établir des règles pour la confection, la correction et l'homologation des rôles d'évaluation et de perception; réglementer le maintien des lots vacants; règlementer pour fins d'expropriation de certains immeubles et tout particulièrement une lisière de terrain formant la partie nord du lot originaire numéro: 149 des plans et livres de renvoi officiels du village de Saint-Eustache; annexer dans ses limites le territoire suivant:

1° Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de St-Eustache et situé au nord ouest des limites actuelles de la ville, lequel comprend une partie des numéros originaux 279, 278, 50 et 48 des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache ainsi que les lots de subdivision 50-43 à 49 incl. 50-62 incl. et la partie nord ouest de la rue Houle N° 50-50 faisant face aux lots de subdivision mentionnés.

2. Un autre territoire faisant actuellement partie du village de St-Eustache sur le Lac et situé au sud ouest des limites actuelles de la ville de St-Eustache. Lequel territoire comprend le numéro originaire 51 du cadastre de la paroisse de St-Eustache, ainsi que les lots de subdivision 51-5 à 51-85 inclusivement.

Aussi l'ancien chemin de front qui est en face de ce lot et la nouvelle route provinciale N° 8 qui le traverse.

Création d'un fonds de roulement et pour autres fins.

Saint-Eustache, le 24 novembre 1953.  
Le Procureur de la Ville de Saint-Eustache,  
36177-49-4-o M. J.-ALBERT PAQUIN.

approval of loan by-laws by proprietor-constituents; yearly appointment of/or auditors; date of compilation of the list of electors and rights pertaining thereto; proceedings for a new issue of bonds in payment of those matured; regulations concerning public security; regulations for the compilation revision, homologation of valuation and collection rolls; regulate the tenance of vacant lots; regulate, for expropriation purposes, certain immoveable properties, and more particularly a strip of land forming the northern part of original lot number 149, of the official plan and book of reference of the village of Saint-Eustache; annex the following territory within the town limits:

1. An area, presently forming part of the municipality of the parish of Saint Eustache and situated north-west of the existing town limits, which area includes part of original numbers 279, 278, 50 and 48 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Eustache as well as subdivision lots 50-43 to 49 incl. 50-62 incl. and the north-West part of Houle Street No. 50-50 facing subdivision lots mentioned herein.

2. Another area, presently forming part of the village of St-Eustache sur le Lac, and situated South-West of the existing limits of the town of St-Eustache; which territory includes original number 51 of the cadastre of the parish of St-Eustache, as well as subdivision lots 51-5 to 51-85 inclusive.

In addition, the former front road facing this lot and the new provincial highway No. 8, which crosses it.

Creation of a working capital and for other purposes.

Saint-Eustache, November 24, 1953.  
J. ALBERT PAQUIN,  
36177-49-4 Attorney for Town of Saint-Eustache.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte 14, George VI, chapitre 159, pour les fins suivantes:

Pour autoriser la compagnie à devenir une compagnie à fonds social, changer son nom en celui de La Zénith Compagnie d'Assurance et lui créer un capital-actions, l'autoriser à distribuer en droit de souscription son fonds de réserve et son surplus accumulé.

Les Procureurs de la requérante,  
36178-49-4-o LACOSTE & LACOSTE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de St-Rémi et la municipalité de la paroisse de St-Rémi de La Salle s'adresseront à la législature à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder une commutation de taxes municipales et scolaires à la compagnie W. Clark Limited pour une période de dix ans, à compter de l'année 1954.

Le Procureur des pétitionnaires,  
36205-49-4-o BERNARD LEFEBVRE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Zénith Mutual Insurance Company, having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its Charter 14, George VI, chapter 159, for the following purposes:

To authorize the Company to become a stock Company, to change its name to Zénith Insurance Company and create a capital stock to the Company, authorize the Company to distribute in subscription rights to actions its reserve funds and its accumulated surplus.

LACOSTE & LACOSTE,  
36178-49-4-o Attorneys for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the town of St-Rémi and the parish municipality of St-Rémi de LaSalle will apply to the Legislature, at its present Session, praying for the adoption of an Act authorizing them to grant a commutation of taxes municipal and school to the "W. Clark Limited" for a period of ten years as from 1934.

BERNARD LEFEBVRE, C.R.,  
36205-49-4-o Attorney for the petitioners.

## Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 22998. Dame Florida Chalifoux, domiciliée et résidant en la cité de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, épouse commune en biens de René Lemoyne, journalier du même lieu, a formé contre son époux une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, ce 25 novembre, 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,  
Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.  
36157-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 342,965. Dame Marguerite Tardif, épouse commune en biens de Raoul Blanchette, marchand, des cité et district de Montréal, deman-deresse, vs ledit Raoul Blanchette, des mêmes lieux, défendeur.

## AVIS D'UNE DEMANDE EN SÉPARATION DE BIENS

Avis est présentement donné que la demanderesse, Dame Marguerite Tardif, épouse commune en biens de Raoul Blanchette, marchand, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari le défendeur, une demande en séparation de biens.

Montréal, le 18e jour de novembre 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,  
Dame Marguerite Tardif,  
NADEAU, COTÉ, NADEAU,  
VALIERES & DUSSAULT.  
36158-o

## AVIS

Canada, Province de Québec, district de Beauce Cour Supérieure, N° 23,325. Dame Desneiges Veilleux, ménagère, épouse commune en biens de Noël Nadeau, marchand de St-Victor, Cté Beauce, a formé contre son mari une action en séparation de biens.

St-Joseph-de-Beauce, 26 novembre 1953.

Le Procureur de la demanderesse,  
36159-o ANTOINE LACOURCIÈRE, C.R.

## Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1276

Québec, le 26 novembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la Loi de l'Impôt sur les Corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 33 de la Loi de l'impôt sur les corporations, 11 George VI, ch. 33, le Lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, à la recommandation de l'honorable Ministre des Finances, à modifier les impôts prévus par ladite loi.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Finances:

QUE le règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 832, du 16 juillet 1953, qui déter-

## Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 22998. Dame Florida Chalifoux, domiciled and residing in the city of Saint Jérôme, in the district of Terrebonne, wife common as to property of René Lemoyne, labourer of same locality, has instituted against her husband, an action in separation as to property.

Saint Jérôme, this November 25, 1953.

Signed: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.  
Attorneys for Plaintiff,  
36157

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 342,965. Dame Marguerite Tardif, wife common as to property of Raoul Blanchette, merchant, of the City and district of Montreal, plaintiff, vs the said Raoul Blanchette, of the same place, defendant.

## NOTICE OF AN ACTION IN SEPARATION AS TO PROPERTY

Notice is hereby given that the plaintiff Dame Marguerite Tardif, wife common as to property of Raoul Blanchette, merchant, of the city and district of Montreal has instituted against her husband the defendant, an action in separation as to property.

Montreal, November the 18th, 1953.

NADEAU, COTÉ, NADEAU,  
VALIERES & DUSSAULT,  
Attorneys for Plaintiff.  
Dame Marguerite Tardif,  
36158-o

## NOTICE

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 23,325. Dame Desneiges Veilleux, housekeeper, wife common as to property of Noël Nadeau, merchant of St. Victor, Co. Beauce, has taken an action against her husband for separation as to property.

St. Joseph of Beauce, November 26th, 1953.

ANTOINE LACOURCIÈRE, Q.C.,  
36159-o Attorney for the plaintiff.

## Orders in Council

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1277

Quebec, November 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

WHEREAS under section 33 of the Corporation Tax Act, 11 George VI, c. 33, the Lieutenant-Governor-in-Council is authorized, upon the recommendation of the Minister of Finance, to modify the taxes imposed by the said Act;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Finance:

THAT the ruling approved by Order-in-Council No. 833 of July 16th, 1953, determining that

mine la partie du revenu servant de base à la taxe prescrite par l'article 6 de la Loi de l'impôt sur les corporations, soit modifié en ajoutant ce qui suit:

1. A la fin du paragraphe 5:  
 "Cependant, la vente par une compagnie à un acheteur résidant en dehors du Canada de marchandises manufacturées par elle en dehors de Québec est considérée comme une vente en dehors de Québec."

2. A la fin du paragraphe 7:  
 "Cependant, la vente par une compagnie au Gouvernement du Canada, aux agences et compagnies du Gouvernement du Canada, de marchandises manufacturées par elle en dehors de Québec, est considérée comme une vente en dehors de Québec."

3. A la suite du paragraphe 7:  
 "7a. Les ventes faites au Gouvernement du Canada, aux agences et compagnies du Gouvernement du Canada par une compagnie ayant sa principale place d'affaires en dehors de Québec, devront être considérées, pour les fins du calcul de la taxe basée sur les profits, comme des ventes faites dans Québec, si les produits vendus sont manufacturés dans Québec."

"7b. Pour les fins de l'application du présent règlement, lorsque les produits ou marchandises manufacturés dans la province de Québec sont vendus à une ou plusieurs compagnies ou personnes, de d'autres provinces, associées directement ou indirectement avec la compagnie manufacturière et que ces produits ou marchandises sont ensuite revendus à des clients résidant dans un autre pays, le Contrôleur du Revenu de la province aura le droit de décider que pour les fins du calcul de la taxe payable par la compagnie manufacturière, ces ventes doivent être attribuées à la province de Québec."

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,  
 36156-0 (signé) C. LARICHELIERE.

ARRETÉ EN CONSEIL  
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1295

Québec, le 26 novembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT des modifications aux règlements pris en exécution de la Loi de la Sécurité dans les Édifices publics et aux règlements généraux pris en exécution de la Loi des Établissements industriels et commerciaux.

ATTENDU QUE le Code de Sécurité pour Ascenseurs et Monte-Charge a été approuvé par l'arrêté ministériel numéro 1171 du 6 novembre, 1952, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril, 1953;

ATTENDU QUE certaines dispositions qui se trouvent dans le Code de Sécurité pour Ascenseurs et Monte-Charge viennent en conflit avec certains articles qui se trouvent dans les règlements édictés en vertu de la Loi de la Sécurité dans les édifices publics et de la Loi des Établissements industriels et commerciaux;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les règlements pris en exécution de la Loi de la Sécurité dans les Édifices publics (chap. 170, S.R.Q. 1941) par l'arrêté ministériel numéro 535 du 5 mai, 1914, soient modifiés en radiant les articles 10, 11, 12, 13, 14, 16 et que les règlements généraux pris en exécution de la

part of the revenue which shall serve as a basis for the tax contemplated by section 6 of the Corporation Tax Act, be modified by adding thereto the following:

1. At the end of paragraph 5:  
 "However, the sale by a company to a purchaser residing outside Canada of merchandise manufactured by it outside Quebec, shall be considered as a sale outside Quebec."

2. At the end of paragraph 7:  
 "However, the sale by a company to the Government of Canada, its agencies, and to companies owned by the Government of Canada, of merchandise manufactured by it outside Quebec shall be considered as a sale made outside Quebec."

3. Following paragraph 7:  
 "7a. Sales made to the Government of Canada, its agencies, and to companies owned by the Government of Canada, by a company having its principal place of business outside Quebec, shall be considered, for the purpose of calculating the tax based on profits, as sales made in Quebec, if the products sold are manufactured in Quebec."

"7b. For the purpose of the application of the present ruling, when the products or merchandise manufactured in the Province of Quebec are sold to one or more companies or persons of other Provinces related directly or indirectly to the manufacturing company and re-sold by the company or person of such other Province to clients residing in another country, the Comptroller of Provincial Revenue shall have the right to decide that, for the purpose of the computation of the tax payable by the manufacturing company, these sales shall be attributed to the Province of Quebec."

(Signed) C. LARICHELIERE,  
 36165-0 Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1295

Quebec, November 26, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING amendments of the regulations adopted under the Public Building Safety Act and the general regulations adopted under the Industrial and Commercial Establishments Act.

WHEREAS the Safety Code for Elevators and Hoists has been approved by Order in Council No. 1171 of November 6, 1952, and published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1953;

WHEREAS certain provisions of the Safety Code for Elevators and Hoists conflict with certain articles of the regulations adopted under the Public Building Safety Act and the Industrial and Commercial Establishments Act;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the regulations adopted under the Public Safety Act ( Chap. 170, R.S.Q. 1941) by Order in Council No. 535 of May 5, 1914, be amended by deleting articles 10, 11, 12, 13, 14, and 16 thereof, and that the general regulations adopted under the Industrial and Com-

Loi des Établissements industriels et commerciaux (chap. 175, S.R.Q. 1941) par l'arrêté ministériel numéro 1942 du 13 juin, 1934, soient modifiés en radiant les articles 23, 24, 25 et 26.

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,  
36187-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1297

Québec, le 26 novembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de Saint-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'une part:

L'Association des Marchands détaillants de Saint-Félicien;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national des Employés du Commerce de Saint-Félicien (Section féminine);

Le Syndicat national des Employés du Commerce de Saint-Félicien (Section masculine);

pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 juillet 1953;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 juillet 1953.

I. Définitions: Pour les fins du décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée.

a) Le terme "établissement commercial", désigne tout établissement où se fait en détail l'un des commerces suivants: nouveautés, marchandises sèches, épicerie, boucherie, épicerie-boucherie, épicerie-licenciée, restaurant, quincaillerie, ferronnerie, pharmacie, chaussures, chapeaux, fourrures, tabac, cigares, cigarettes, fleurs, objets de fantaisies, bibelots, chocolats et bonbons, biscuits et gâteaux, matériaux de construction, peinture, papier-tecture, articles de plomberie, meubles, articles de sport, radios, lessi-

mercial Establishments Act (Chap. 175, R.S.Q. 1941) by Order in Council No. 1942 of June 13, 1934, be amended by deleting articles 23, 24, 25 and 26 thereof.

C. LARICHELIERE,  
36187-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1297

Québec, November 26, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of St. Felicien an a radius of five (5) milles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Marchands détaillants de St. Félicien"

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Employés du Commerce de St. Félicien (Section féminine)";

"Le Syndicat national des Employés du Commerce de St. Félicien (Section masculine)";

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 18, 1953;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the one objection raised has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 18, 1953.

I. Definitions: For the purposes of the decree, the following words have the meaning herein-after given to them:

a) The words "retail store" mean establishments where any one of the following trades is operated on a retail basis: novelties, dry goods, groceries, butcher shops, licensed groceries, groceries-restaurants, hardware, drugs, shoes, hats, furs, tobacco cigars, cigarettes, flowers, fancy goods, trinkets, chocolates and bonbons, biscuits and cakes, building materials, paint, wall paper, plumbing fixtures, sporting goods, furnitures, radios, electric washers, ranges and appliances, flour and feedstuffs, musical

veuses électriques, poêles et accessoires électriques, farine et moulée, instruments de musique, machines à coudre. Il désigne aussi les bazars de \$0.05 à \$1.00 ou plus, les magasins généraux les librairies, les papeteries, les salles de vente et les comptoirs postaux.

b) Le mot "restaurant" désigne et comprend les établissements généralement connus sous le nom de restaurants, cafés, salles de rafraîchissement, terrasses, cercles, auberges, clubs, salles de pool, salles de quilles où l'on vend des consommations ou autres entreprises ou commerces de cet ordre qu'ils soient situés ou non dans un établissement commercial, qu'ils soient en opération continue ou saisonnière.

c) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exploite, seule ou en société, un des établissements régis par le décret.

d) Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de seize ans ou plus et employé dans un établissement régi par le décret, faisant du travail clérical ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à l'expédition de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce.

e) Le terme "chef de département" ou "premier commis" désigne toute personne qui a la charge et la responsabilité d'un ou de plusieurs rayons d'un établissement assujéti au décret. Est aussi considérée comme chef de département, la personne qui a la charge des achats pour le ou lesdits rayons ou départements.

Un département ou rayon constitue une partie de magasin où sont vendus habituellement certaines catégories de marchandises.

f) Le terme "salarié de restaurants" comprend toute personne (homme ou femme) employée à un travail ou à un service dans un restaurant.

g) Le mot "comptable" désigne tout salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité.

h) Le terme "teneur de livre" désigne tout salarié préposé aux écritures de comptabilité de l'établissement.

i) Le terme "caissier ou caissière" désigne tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers provenant des ventes de l'établissement et la tenue des livres de sa caisse.

j) Le terme "étalagiste" désigne tout homme salarié travaillant principalement à l'installation des montres (vitrines) à la décoration commerciale ou dessin, au lettrage des panneaux-réclame ou exécutant tout travail pour fins de réclame.

k) Le terme "boucher" désigne tout salarié qui a la charge d'un établissement ou d'un département où l'on reçoit débite ou vend de la viande.

l) Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises.

m) Les mots "aide-livreur" désignent tout salarié qui assiste le livreur.

n) Le terme "solliciteur à commission" désigne tout salarié qui, soit au magasin, soit à l'extérieur, s'occupe de la vente et est rémunéré soit uniquement par une commission sur son chiffre de vente soit à salaire fixe et pourcentage mais ne comprend pas les salariés non assujéti aux heures du décret.

II. Jurisdiction: a) Jurisdiction professionnelle: Le décret s'applique à toute personne qui exploite un ou plusieurs établissements commerciaux ou restaurants mentionnés aux paragraphes "a" et "b" de l'article I et à ses salariés.

instruments, sewing machines; they also include \$0.05 to \$1.00 stores, general stores, book and stationery stores, sale rooms and mail order concerns.

b) The word "restaurant" means and includes the establishments generally called restaurants, cafes, lunch rooms, terraces, clubs, inns, pool rooms, bowling rooms where lunches are sold, or other similar concerns or trades situated or not in a commercial establishment and operated continuously or seasonally.

c) The word "artisan" means any person who operate, alone or in partnership, one of the establishments governed by the decree.

d) The word "clerk" means any employee of sixteen years of age or more, whose occupation, in an establishment governed by the decree, is concerned with clerical work or the purchase, supervision, classification, preparation, display, sale, wrapping, mailing or delivery of all goods connected in any way with commerce.

e) The words "departmental manager" or "head clerk" mean any person in charge of one or more departments of an establishment subject to the decree. Anyone entrusted with the purchases of such department or departments is also considered as departmental manager.

A department is a section of a store where some categories of merchandise are sold.

f) The words "restaurant employee" mean all employees (male or female) performing a work or service in a restaurant.

g) The word "accountant" means any employee whose duty is to control and supervise the accounts.

h) The words "book-keeper" mean any employee whose work is to make the book-keeping entries of an establishment.

i) The word "cashier" means any male or female employee whose main occupation is to register the daily receipts from the sales of the establishment and keep accounts of the money received.

j) The words "window-dresser" mean any male employee engaged mostly in window display work, commercial decoration or drawing, sign-board lettering or in any other advertisement work.

k) The word "butcher" means any employee in charge of an establishment or department thereof where meat is received, cut or sold.

l) The words "delivery man" mean any employee whose work consists mainly in the delivery or storing of goods.

m) The words "delivery man's helper" mean any employee whose work is to help the delivery man.

n) The words "commission salesman" mean any employee doing sales work, either in the store or outside, for which he is paid on a commission or percentage basis alone or on a fixed salary and commission basis, but does not include employees not subject to the hours of the decree.

II. Jurisdiction: a) Professional jurisdiction: The decree shall apply to any person operating one or more of the establishments mentioned in subsections "a" and "b" of section I and to his employees.

Toutefois, le décret ne régit pas les établissements où l'on vend ou répare des automobiles et des camions, ainsi que les accessoires pour ces voitures, et ne s'applique pas à tout autre commerce déjà régi par un autre décret.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le décret s'applique à la ville de Saint-Félicien et à un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Durée du travail*: a) L'heure dont fait mention le décret est l'heure légale en vigueur dans la juridiction territoriale.

b) La semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures pour les salariés des deux sexes, réparties de la façon suivante:

1. De 8.30 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

2. De 8.30 a.m. à 10.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées, les quatre (4) jours ouvrables précédant Noël et les jours ouvrables compris entre Noël et le Premier de l'An.

3. Tout salarié a droit à une heure (1) pour le repas du midi et, les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure (1) pour le repas du soir.

c) En aucun cas, l'employeur ne peut faire travailler ses salariés à la vente après les heures mentionnées au présent article.

d) La répartition des heures de travail fixée au présent article ne s'applique pas aux pharmacies, aux magasins de fleurs et aux établissements assujettis au décret où l'on vend principalement des périodiques, des journaux et du tabac.

e) Si le système de double équipe devient nécessaire dans un établissement, les heures de travail sont réparties suivant les besoins de l'entreprise, pourvu qu'elles n'excèdent en aucun cas celles mentionnées au paragraphe "b" du présent article.

IV. *Jours de fêtes chômées*: a) Il n'y a pas de travail dans les établissements régis par le décret, les dimanches ainsi que les jours de fête religieuses ou légales suivantes:

Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'après l'Office religieux, le lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le lendemain du jour de Noël.

b) Le salaire des salariés soumis à la semaine de cinquante-quatre (54) heures, ne doit pas être diminué à cause des fêtes chômées.

V. *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VI. *Salaires minima*: Les taux des salaires minima sont les suivants:

Catégories:	Salaires hebdomadaires	
	hommes	femmes
Gérant.....	\$70.00	
Gérant-adjoint.....	50.00	36.00
Chef du personnel.....	45.00	32.00
Chef de département.....	45.00	32.00
Comptable.....	50.00	32.00
Comptable ayant moins de six (6) mois d'expérience.....	35.00	25.00
Commis:		
1er semestre.....	20.00	17.00
2ème semestre.....	23.00	18.00
2ème année.....	26.00	20.00
3ème année.....	27.00	23.00
4ème année.....	32.00	

Tous les salariés féminins de cette catégories ayant quatre (4) années d'expérience ou plus doivent être classés et payés comme suit:

1/3 classe C..... 25.00

However, the decree shall not apply to the establishments engaged in the sale or repair of automobiles, trucks and accessories thereof nor to any other trade already governed by another decree.

b) *Territorial jurisdiction*: The decree shall apply to the town of St. Félicien and to a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Duration of labour*: a) The hours mentioned in the decree shall be based on the time in force in the territorial jurisdiction.

b) The standard work week consists of fifty-four (54) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

1. From 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

2. From 8.30 a.m. to 10.00 p.m. on Saturday and holiday eves and the four (4) working days preceding Christmas as well as the working days between Christmas and New Year's Day.

3. Every employee is entitled to one (1) hour for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the employee in the evening.

c) The employer shall not have sales work performed by his employees outside the hours mentioned in the present section.

d) The distribution of working hours, as determined by the present section, does not apply to drug-stores, florists' shops nor to establishments subject to the decree selling mostly periodicals, newspapers and tobacco.

e) Should the double shift system become necessary in an establishment, the hours of work shall be distributed according to the needs of the concern, but shall never exceed the hours mentioned in subsection "b" of this section.

IV. *Holidays*: a) In the establishments governed by the decree, no work shall be performed on Sunday and the following religious or legal holidays:

New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until after the Service, Easter Monday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day.

b) The wages of employees subject to the 54-hour week shall not be affected by holidays.

V. *Overtime*: Overtime shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates.

VI. *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be as follows:

Catégories:	Weekly wages	
	male	female
Manager.....	\$70.00	
Assistant manager.....	50.00	\$36.00
Head of personnel.....	45.00	32.00
Departmental manager.....	45.00	32.00
Accountant.....	50.00	32.00
Accountant with less than six months of experience.....	35.00	25.00
Clerk:		
1st six months.....	20.00	17.00
2nd six months.....	23.00	18.00
2nd year.....	26.00	20.00
3rd year.....	27.00	23.00
4th year.....	32.00	

All female employees of this category with four (4) years of experience or more shall be classified and paid as follows:

1/3 Class C..... 25.00

1/3 classe B.....	28.00
1/3 classe A.....	30.00
Tous les salariés masculins de cette catégorie ayant cinq (5) années d'expérience ou plus doivent être classés et payés comme suit:	
1/3 classe C.....	35.00
1/3 classe B.....	40.00
1/3 classe A.....	45.00

Cassier ou caissière: même taux que les commis.

Livreur avec voiture ou camion

1ère année.....	23.00
2ème année.....	28.00
3ème année.....	32.00
4ème année.....	36.00

Livreur mineur:

16 ans.....	16.00
17 à 18 ans.....	18.00

Aide-livreur sur voiture ou camion:

1ère année.....	20.00
2ème année.....	23.00
3ème année.....	27.00
4ème année.....	32.00

Livreur à bicyclette..... 12.00  
 La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.

Solliciteurs ou vendeurs à commission:

1ère année.....	30.00
2ème année.....	25.00
3ème année.....	40.00
4ème année.....	45.00

Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

Boucher..... 55.00

Aide-boucher:

1er semestre.....	20.00
2ème semestre.....	22.50
2ème année.....	35.00
3ème année.....	30.00
4ème année.....	40.00

**VI.-A. Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus nommées:** a) Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette travaillant moins de quarante (40) heures par semaine, est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de soixante et quinze cents (\$0.75) l'heure.

Toute salariée travaillant moins de trente (30) heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être payée au taux de soixante et cinq (\$0.65) cents l'heure.

Un salarié travaillant plus de quarante (40) heures, mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération équivalente au salaire hebdomadaire fixé pour sa catégorie.

Une salariée travaillant plus de trente (30) heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir une rémunération équivalente au salaire hebdomadaire fixé pour sa catégorie.

b) *Employés surnuméraires:* Le terme "employés surnuméraires", pour les catégories énumérées ci-dessus, désigne les salariés qui, en plus des salariés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés aux taux de soixante et cinq (\$0.65) l'heure pour les femmes et de soixante et quinze (\$0.75) l'heure pour les hommes.

1/3 Class B.....	28.00
1/3 Class A.....	30.00

All male employees of this category with five (5) years of experience or more shall be classified and paid as follows:

1/3 Class C.....	35.00
1/3 Class B.....	40.00
1/3 Class A.....	45.00

Cashier (male or female): same rates as clerks.

Delivery employees with horse-drawn or motor vehicles:

1st year.....	23.00
2nd year.....	28.00
3rd year.....	32.00
4th year.....	36.00

Delivery boy:

16 years of age.....	16.00
17 to 18 years of age.....	18.00

Delivery employees' helpers—horse-drawn or motor vehicles:

1st year.....	20.00
2nd year.....	23.00
3rd year.....	27.00
4th year.....	32.00

Delivery employee with bicycle..... 12.00

The bicycle and its accessories shall be supplied and kept in repair by the employer.

Commission salesmen:

1st year.....	\$30.00
2nd year.....	35.00
3rd year.....	40.00
4th year.....	45.00

Commission salesmen shall not be held responsible for sales approved by the employer or his manager.

Butcher..... \$55.00

Butcher's helper:

1st six months.....	20.00
2nd six months.....	22.50
2nd year.....	25.00
3rd year.....	30.00
4th year.....	40.00

**VI.-A. General provisions for all categories above mentioned:** a) All male employees, excepting bicycle delivery boys, working less than 40 hours per week, are considered as extra employees and remunerated at the rate of \$0.75 per hour.

All female employees working less than 30 hours per week are considered as extra-employees and remunerated at the rate of \$0.65 per hour.

A male employee who, at the request of the employer, works more than 40 hours but less than the maximum provided for his category shall receive a remuneration equivalent to the weekly wages fixed for his category.

A female employee who, at the request of the employer, works more than 30 hours but less than the maximum provided for her category shall receive a remuneration equivalent to the weekly wages fixed for her category.

b) *Supernumerary employees:* The term "supernumerary employees", for the categories enumerated above, means the employees who are employed occasionally for certain periods in excess of the employees regularly working in the establishment during business hours. Such employees shall receive \$0.65 per hour in the case of female employees, and \$0.75 per hour in the case of male employees.

c) Tout les salaires actuellement payés aux salariés de chacune des catégories mentionnées, s'ils sont supérieurs aux minima fixés par le présent décret demeurent des salaires légaux, conformément aux dispositions de la Loi.

d) *Expérience*: Tout salarié bénéficie des avantages que lui accorde ses années d'expérience dans la même ligne, même s'il change d'employeur.

e) *Boni de vie chère*: L'employeur doit payer à ses salariés un boni de vie chère de \$1.00 par semaine pour chaque augmentation de deux (2) points dans l'indice officiel des Prix à la Consommation publié par le Bureau fédéral de la Statistique, au-dessus du chiffre de base fixé à 114.8. Le boni peut être réduit de \$1.00 par semaine pour chaque diminution de 2 points de l'indice jusqu'à concurrence de 114.8 points.

f) *Paiement du salaire*. Tout salarié doit être rémunéré en monnaie légale ou chèque dans une enveloppe cachetée et portant les renseignements suivants: le nom du salarié, la période de paie, le nombre d'heures effectuées, le travail supplémentaire exécuté, le taux de salaire, les déductions faites concernant l'impôt sur le revenu, l'assurance-chômage, le prélèvement payable au Comité paritaire et toutes autres déductions, le montant net de la paye.

VII. *Vacances payées*: a) Après une année de service pour le même employeur, tout salarié a droit à une (1) semaine de vacances payées par année. Après deux (2) années de service ou plus, pour le même employeur, tout salarié a droit à une (1) semaine de vacances payées plus une (1) journée additionnelle pour chaque année de service jusqu'à concurrence de deux semaines de vacances payées par année.

b) Les salariés rémunérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement ont droit à des vacances payées en prenant comme base de rémunération le salaire minimum déterminé par le décret plus le boni de vie chère.

c) Les solliciteurs à commission ont droit au paiement du boni de vie chère, sans déduction sur la commission.

d) Lorsqu'un employeur ne peut donner des vacances à un salarié à la date fixée, il doit verser salaire double à ce dernier pour toute la période de vacances à laquelle ledit salarié a droit.

e) Après arrangement entre l'employeur et le salarié, cesdites vacances doivent être fixées à l'avance et être données pour la période comprise entre le premier (1) juin et le trente (30) septembre à moins que les circonstances n'obligent les deux parties à s'entendre sur une autre période.

f) En cas de départ, par abandon volontaire ou congédiement au cours de toute année de services non complétée, tout salarié doit recevoir une allocation de vacance calculée de la façon suivante:

1° Une demi-journée de vacances payées par mois de services, s'il n'a pas encore complété une année de services pour le même employeur.

2° Une rémunération proportionnelle aux vacances payées auxquelles il a droit, lors de la résiliation de son contrat de travail, s'il a un an de services ou plus.

g) Quand un des jours chômés énumérés à l'article IV du décret tombe durant la semaine de vacances payées d'un salarié, ce dernier a droit à une journée additionnelle de vacances ou à une journée de salaire en plus, à la discrétion de l'employeur.

c) Wages actually paid for any category, if higher than the minimum ones established in the present decree shall be the legal wages, pursuant to the provisions of the act.

d) *Experience*: Every employee shall benefit by every advantage afforded by the experience acquired in the same line, even if he changes employers.

e) *Cost of living bonus*: The employer shall pay his employees a cost of living bonus of \$1.00 per week for every two (2) point increase in the official consumer price index for Canada as published by the Federal Bureau of Statistics, over and above the basic index figure set at 114.8 points. Should the official index drop, the bonus may be reduced by \$1.00 per week for each two (2) point drop; however there shall be no more bonus reduction when the index has lowered to 114.8 points.

f) *Payment of the wages*: All work shall be remunerated with current money or by cheque in a sealed envelope on which the following shall be mentioned: The name of the employee, the pay period, the number of regular and overtime hours worked, the rate of pay, income tax and unemployment insurance deductions, the Parity Committee's levy, any other deduction and the net amount of the pay.

VII. *Vacations with pay*: a) After one year of service for the same employer, every employee shall be entitled to one week's vacation with pay. After two (2) years of service or more for the same employer, every employee shall be entitled to a week's vacation with pay and to an additional day for each year of service, to the extent of two weeks of vacation with pay, per year.

b) Employees paid on a salary and commission basis, or on a commission basis alone, are entitled to a vacation with pay based on the minimum wage scale of the decree plus the cost of living bonus.

c) Commission salesmen are entitled to the cost of living bonus without deduction from the commission.

d) Double time shall be paid for the entire vacation period of an employee when the employer cannot dispense with his services during the vacation period.

e) The date of vacation shall, by agreement between the employer and the employee, be decided upon in advance: it shall be given between June 1st and September 30th, unless both parties be compelled by circumstances to agree upon another period.

f) In the event of a dismissal or voluntary departure in the course of any year of service not yet completed, the employee shall receive a vacation pay computed as follows:

1. One half-day's pay per month of work, from the beginning of the year of service not completed, if he has less than one year of service for the same employer.

2. At the prorata of the period elapsed since he has qualified for his last vacation at the time of cancellation of the labour contract, if he has one year of service or more.

g) When one of the holidays enumerated in section IV of the decree falls in the vacation week of an employee, the latter is entitled to an extra day of vacation or to an additional day's pay, at the option of the employer.

h) La rémunération pour les vacances doit être donnée au salarié lorsque ce dernier part pour ses vacances, ou, lorsqu'il quitte son emploi ou à la date de résiliation du contrat de travail, si cela avait lieu avant que les vacances soient prises.

i) Tout employeur qui veut congédier un salarié ayant au moins six (6) mois de services doit lui donner un avis de six (6) jours, excepté dans le cas d'un congédiement pour inculpation grave, malhonnêteté, insubordination, incompétence, ivrognerie, violation d'un contrat ou des règlements d'atelier, grève non autorisée et tout tel salarié qui veut quitter son emploi doit aussi donner un avis de six (6) jours à son employeur.

VIII. *Surtemps*: Tout travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes chômées doit être rémunéré au taux double du salaire effectivement payé à chacun des salariés.

IX. *Retards*: Le salaire du salarié arrivant en retard à son travail par rapport aux heures déterminées par l'article III du décret, est réduit proportionnellement aux taux et demi de son salaire. Cet article ne s'applique pas aux restaurants et aux établissements de produits alimentaires.

X. *Uniformes*: Tout uniforme exigé par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur et moitié par le salarié. Cet article ne s'applique pas aux restaurants, ni aux établissements de produits alimentaires.

XI. *Dispositions particulières concernant les restaurants et les employés de restaurants*:

a) *Durée du travail*: Pour tous les salariés de restaurants la durée régulière de travail est de cinquante-quatre heures (54) heures par semaine. Tout travail doit cesser à minuit.

Tout salarié a droit à une (1) journée complète (24 heures consécutives) de congé dans la semaine régulière de travail.

b) *Travail supplémentaire*: Le temps supplémentaire après la semaine régulière de travail doit être rémunéré au taux simple.

c) *Salaire minima*: Les taux de salaires minima pour la semaine régulière de travail sont les suivants:

Classification:	Salaire hebdomadaire
Gérant.....	\$60.00
Assistant-gérant.....	50.00
Cuisinier.....	50.00
Aide-cuisinier:	
Première année.....	30.00
Deuxième année.....	40.00
Cuisinière.....	30.00
Aide-cuisinière:	
Première année.....	20.00
deuxième année.....	25.00
Caissier.....	30.00
Caissière.....	24.00
Fille de table ou homme au comptoir:	
Première année.....	20.00
Deuxième année.....	21.00
Troisième année.....	22.00
Quatrième année.....	23.00
Cinquième année.....	24.00
Lavasse de vaisselle.....	0.46 l'heure

d) *Uniformes*: Les uniformes doivent être payés et entretenus par l'employeur et utilisés à son service seulement s'il l'exige.

e) *Repas*: Le salarié doit payer un tiers du prix courant de son repas, jusqu'à concurrence de un dollar et cinquante (\$1.50); le surplus est à la charge complète du salarié.

f) *Bris de vaisselle*: Le salarié n'est pas responsable du bris de vaisselle, excepté s'il y a

h) Vacation pay shall be remitted to the employee when he leaves for his vacation, or when he leaves his employer, or at the date of cancellation of the labour contract if the cancellation takes place before the vacation is taken.

i) Every employer wishing to dismiss an employee who has at least six months of service shall notify him six days in advance, except in cases of dismissal caused by serious misbehaviour, dishonesty, insubordination, incompetency, drunkenness, violation of shop contract or rules, unauthorized strike, and an employee wishing to leave his employer shall likewise notify him six days in advance.

VIII. *Overtime*: All time worked on Sunday and holidays shall be paid double time based on actual rates of employees.

IX. *Late starting*: The wages of an employee arriving late to work, according to the hours determined in section III of the decree, shall be reduced at the rate of time and one half.

This section does not apply to restaurants or food products establishments.

X. *Uniforms*: Half the cost price of any uniform required by the employer shall be paid by the employer and half by the employee.

This section shall not apply to restaurants or food products establishments.

XI. *Special provisions concerning restaurants and restaurant employees*:

a) *Duration of work*: For all restaurant employees the standard work week consists of fifty-four (54) hours. All work shall cease at midnight

Every employee is entitled to one complete day off (24 consecutive hours) per regular week of work.

b) *Overtime*: Overtime worked in excess of the regular work week is paid straight time rates;

c) *Minimum wages*: The minimum wages rates for the standard work week shall be as follows:

Classification:	Per week
Manager.....	\$60.00
Assistant manager.....	50.00
Cook.....	50.00
Cook's helper:	
1st year.....	30.00
2nd year.....	40.00
Female cook.....	30.00
Female cook's helper:	
1st year.....	20.00
2nd year.....	25.00
Cashier.....	30.00
Female cashier.....	24.00
Waitress or counter clerk:	
1st year.....	20.00
2nd year.....	21.00
3rd year.....	22.00
4th year.....	23.00
5th year.....	24.00
Dish washer.....	0.46 per hour

d) *Uniforms*: Uniforms shall be paid and cleaned by the employer and shall be used in his service only, if so required by him.

e) *Meals*: The employee shall pay one third of the current price of his meal to the extend of one dollar and fifty-cents (\$1.50); any surplus shall be entirely paid by the employee.

f) *Breaking of dishes*: Employees shall not be responsible for dishes broken except in cases

négligence grave de sa part dont la preuve doit être faite à la satisfaction du comité paritaire.

g) *Lavage de planchers*: Le lavage de planchers doit être fait par d'autres salariés que les salariés réguliers.

h) *Remarque*: Les salariés de restaurants ne sont pas sujets aux dispositions des articles III, IV, V, et VIII ni à celles de l'article VII, sauf ses paragraphes "b", "c" et "e".

XII. L'observance du décret sera surveillée et assurée par le Comité paritaire du Commerce de Dolbeau et Mistassini.

XIII. *Durée du décret*: Le présent décret est en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,  
36187-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1296

Québec, le 26 novembre 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948, amendé par les arrêtés numéros 971-F du 30 juin 1948, 514-E du 12 mai 1949, 368-B du 6 avril 1950, 93-A, 1282-A et 1396-C des 25 janvier, 15 novembre et 13 décembre 1951 et 1174-C du 6 novembre 1952, ont présenté au Ministre du Travail, deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision au Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 27 juin et 10 octobre 1953;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

	A l'em- bauchage	Après 2 mois	Après 6 mois
Aide-junior.....	\$0.45	\$0.50	\$0.50
Aide général.....	0.78	0.81	0.88
Manutenteur de fret ...	0.92	0.95	1.02

of serious negligence on their part to be proved to the satisfaction of the Parity Committee.

g) *Washing of floor*: Floors shall be washed by employees other than regular employees.

h) *Note*: Restaurant employees are not subject to the provisions of sections III, IV, V and VIII nor to those of section VII, except for subsections "b", "c" and "e".

XII. The decree shall be administered by the Trade Parity Committee of Dolbeau and Mistassini.

XIII. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of one year. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notified the other party in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before its original expiration or the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

C. LARICHELIERE,  
36187-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1296

Quebec, November 26, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the cartage industry in the Island of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948, and amended by Orders 971-F of June 30, 1948, 514-E of May 12, 1949, 368-B of April 6, 1950, 93-A, 1282-A and 1396-C of January 25, November 15 and December 13, 1951, and 1174-C of November 6, 1952, have submitted to the Minister of Labour two petitions to be submitted to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of June 27 and October 10, 1953;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 913, be amended as follows:

Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

	Start	After 2 at months	After 6 months
Junior Helper.....	\$0.45	\$0.50	\$0.50
Helper (General).....	0.78	0.81	0.88
Dockman.....	0.92	0.95	1.02

Homme d'entrepôt.....	0.92	0.95	1.02	Warehouseman.....	0.92	0.95	1.02
Vérificateur.....	0.92	0.95	1.02	Checker.....	0.92	0.95	1.02
Chauffeur.....	0.93	0.96	1.08	Chauffeur.....	0.93	0.96	1.08
Chauffeur semi-remorque	0.98	1.01	1.13"	Chauffeur Semi-Trailer..	0.98	1.01	1.13"

2° Les articles I et II sont abrogés et remplacés par les suivants:

"I. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend la cité de Montréal et les cités, villes ou municipalités situées sur l'île de Montréal, y compris et sans restriction la cité de Lachine mais à l'est seulement de la cité de Lachine."

"II. a) *Jurisdiction industrielle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs professionnels et artisans qui sont munis d'un permis de la Régie des Transports en vertu du chapitre 143 des Statuts refondus de Québec 1941, et ses amendements, ou qui font du transport par camion pour autrui moyennant rémunération et sans permis de ladite Régie et qui ont leur place d'affaires ou d'activités dans la juridiction territoriale du présent décret.

Le présent décret ne régit pas cependant le transport du lieu de l'exécution du contrat au lieu de décharge, des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis.

Le décret ne s'applique pas aux camionneurs publics et à leurs salariés faisant le transport sur une route régulière entre la cité de Montréal et tout endroit situé en dehors de l'île de Montréal.

Le décret ne s'applique pas aux opérations complétant le transport à longue distance, telles opérations comprenant la cueillette et la livraison des marchandises.

Le présent décret ne s'applique pas non plus aux "Drive Yourself" utilisant des camions de moins d'une tonne.

b) *Jurisdiction professionnelle*: Le présent décret s'applique aux chauffeurs de camions, aides-chauffeurs, artisans, pointeurs, manutentiers de fret, hommes d'entrepôt, mais ne s'applique pas aux contremaîtres, aux employés de bureau, aux employés cléricaux et aux employés qui ont pouvoir d'embaucher et de congédier."

3° L'article VIII est remplacé par le suivant: "VIII. *Dispositions particulières s'appliquant aux salariés qui portent des armes à feu*: a) *Salaires*: 1. Tout salarié portant une arme à feu et faisant le transport des monnaies, titres et valeurs doit recevoir les taux de salaires suivants:

	<i>l'heure</i>
Assistant-caissier.....	\$1.60
Messenger.....	1.50
Chauffeur et payeur (teller).....	1.40
Garde.....	1.30

2. Tout salarié désigné à une classification plus élevée doit recevoir le taux horaire régulier établi pour telle classification pour tout le temps consacré à cette classification plus élevée. Cependant, on ne doit pas réduire le taux horaire d'un salarié affecté à une classification inférieure.

b) *Heures de travail*: 1. L'échelle de salaires ci-haut mentionnée s'applique aux premières quarante-quatre (44) heures de travail de la semaine. Tout travail effectué en plus de ces quarante-quatre (44) heures dans une semaine, doit être rémunéré à raison de salaire et demi par rapport aux taux réguliers apparaissant ci-haut.

2. On doit garantir à tout salarié régulier et permanent quarante-quatre (44) heures de travail par semaine ou l'équivalent en rémunération. L'employeur ne peut être tenu de garder un salarié au travail en plus du nombre d'heures garanti par semaine.

2° Sections I and II are deleted and replaced by the following:

"I. *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree includes the City of Montreal and the cities, towns or municipalities situated on the Island of Montreal, including and without restriction the city of Lachine, but East of the City of Lachine only."

"II. a) *Industrial Jurisdiction*: Are subject to the provisions of this decree: all professional employers and artisans who hold a permit from the Transportation Board under chapter 143 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, as amended, or who are engaged in the trucking business for payment without a permit of the said Board and who have their place of business in the territorial jurisdiction of this decree.

The present decree does not apply to the transport from the job to the dumping ground, of excavated material or stone and of demolished or cleared material.

The decree does not apply to those public truckers and their employees engaged in driving over a regular route between the city of Montreal and any point outside the Island of Montreal. It does not extend to delivery or pick-up operations for the completion of highway transportation.

The present decree does not apply to "Drive Yourself" concerns using trucks under one ton.

b) *Professional Jurisdiction*: The present decree applies to truck drivers (chauffeurs), helpers to chauffeurs, artisans, dockmen, checkers, warehousemen but shall not include foremen, office and clerical employees, or employees who have the power to hire or discharge."

3° Section VIII is replaced by the following: VIII. *Provisions applying to employees carrying fire arms*:

a) *Wages*: 1. Employees carrying firearms or engaged in the transportation of monies, securities and valuables shall receive the following hourly rates of pay:

	<i>per hour</i>
Assistant Cashier.....	\$1.60
Messenger.....	1.50
Chauffeur and Teller.....	1.40
Guard.....	1.30

2. Any employee assigned to work in a higher classification shall receive the straight time hourly rates applying to the higher classification for all hours actually worked in such higher classification and no employee shall suffer any reduction in his straight time hourly rate by reason of his being assigned to work in a lower classification.

b) *Hours of work*: 1. The above scale of wages shall apply to the first forty-four (44) hours of work in any week. All hours of work in excess of forty-four (44) hours in any one week shall be paid for at one and one-half times (1½) the regular rates listed hereinbefore.

2. All regular, full time employees shall be guaranteed forty-four (44) hours of work per week or the equivalent thereof in pay. The employer shall not be obligated to work employees in excess of the number of hours guaranteed per week.

3. On doit garantir à tout salarié requis de travailler le dimanche un minimum de quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en rémunération au taux de salaire et demi basé sur le salaire régulier pour sa classification; la durée de tel travail ne doit pas être ajoutée aux heures régulières hebdomadaires.

4. Pour tout appel au travail, un salarié a droit à un minimum de quatre (4) heures de travail ou à une rémunération équivalente.

5. La garantie minimum pour chaque appel au travail s'applique également lorsqu'un salarié régulier et permanent est appelé pour une période incomplète de travail.

c) *Jours de fête*: 1. Pour les fins du présent article, les jours suivants doivent être considérés comme jours de fête: le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces et le jour de Noël.

2. Tout salarié régulier et permanent qui a travaillé un minimum de trois (3) jours pendant la semaine où tombe l'un des jours mentionnés plus haut doit recevoir un crédit de sept (7.3) heures et trois-dixièmes pour tel jour de fête et ces heures doivent être considérés comme heures de travail et ajoutées aux autres heures de travail de la semaine.

3. Tout salarié requis de travailler l'un des jours de fête énumérés ci-haut doit être rémunéré au taux de salaire et demi pour rapport aux taux réguliers mentionnés dans le présent article pour toute heure de travail ainsi effectuée, et telles heures ne doivent pas être ajoutées aux heures régulières de travail de la semaine. Les salariés qui font un tel travail doivent être rémunérés au taux de salaire et demi par rapport au taux régulier établi pour la classification à laquelle ils appartiennent ce jour-là.

4. Tout salarié non régulier qui travaille quatre (4) jours ou plus durant une semaine comportant l'un des jours de fête énumérés ci-haut, doit recevoir un crédit et une rémunération de sept heures et trois-dixièmes (7.3) pour tel jour de fête au taux établi pour la classification à laquelle appartient ce salarié. Ces heures ne doivent pas être considérées comme heures de travail ni être ajoutées aux autres heures de travail de la semaine.

d) *Vacances*: 1. Tout salarié régulier et permanent qui a travaillé toute l'année de calendrier précédente, du 1er avril au 31 mars, à titre de salarié régulier et permanent, a droit à un congé d'une (1) semaine; un salarié qui a travaillé les deux (2) années complètes précédentes de calendrier, à titre de salarié régulier et permanent a droit à un congé de deux (2) semaines.

2. La rémunération de vacances de tels salariés doit être calculée sur la base de quarante-quatre (44) heures au taux horaire régulier pour chaque semaine de vacances.

3. Si un jour de fête tombe pendant la période de vacances d'un salarié régulier et permanent, celui-ci a alors droit à une journée supplémentaire de vacances ou à rémunération pour telle journée calculée sur la base de sept heures et trois-dixièmes (7.3) au taux horaire régulier.

4. La période de vacances de chaque année s'étend du 1er avril au 30 septembre; les vacances doivent être prises durant cette période à moins d'entente à ce contraire entre l'employeur et le salarié.

5. Les droits d'ancienneté sont reconnus chez les salariés des classifications de messagers, chauffeurs et gardes dans le choix de la période de vacances, à condition, toutefois, que l'employeur

3. Any employee required to work on Sunday shall be guaranteed a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay at one and one-half times ( $1\frac{1}{2}$ ) the basic hourly rate applicable to his classification and such hours shall not be added to the regular weekly hours of work.

4. All employees called for work shall receive a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay.

5. No regular full time employee shall be required to work a split shift without being compensated for the minimum guarantee on each call.

c) *Holidays*: 1. The following days shall be designated as holidays under the terms of this section: New Year's Day, Good Friday, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas.

2. All regular, full time employees who work three (3) or more days during a week in which one of the above designated holidays occurs, shall be credited with seven and three-tenths (7.3) hours for such holiday and such hours shall be considered as hours worked and be added to the accumulated hours of work for that week.

3. All employees required to work on any of the holidays enumerated above shall be paid one and one-half times ( $1\frac{1}{2}$ ) the regular rates listed hereinbefore for all hours actually worked, and such hours of work shall not be added to the regular weekly hours of work. Employees assigned to such work shall be paid one and one-half times ( $1\frac{1}{2}$ ) the hourly rate prevailing for the respective classification to which they are assigned on such work.

4. All part-time employees working four (4) or more days during a week in which one of the above designated holidays occurs, shall be credited with and paid for seven and three-tenths (7.3) hours for each such holiday at the wage rate applicable to such employee's respective classification. Such hours shall not be considered as hours of work and shall not be added to the accumulated hours of work for that week.

d) *Vacations*: 1. All regular full time employees who have worked the full previous calendar year, April 1 to March 31, as regular full time employees, shall be given a vacation of one (1) week; employees who have worked the last two (2) full calendar years, as regular full time employees, shall be given a vacation of two (2) weeks.

2. Vacation pay for such employees shall be computed on the basis of forty-four (44) hours at straight time hourly rates for each week of vacation.

3. If a designated holiday occurs during a regular full time employee's paid vacation period, he shall be granted one additional day's vacation or pay in lieu thereof computed on the basis of seven and three-tenths (7.3) hours at straight time hourly rates.

4. The vacation period in each year shall extend from April 1 to September 30, and vacation must be taken during that period except when otherwise mutually agreed upon between the employer and the employee.

5. Seniority shall prevail among employees in the respective classifications of Messenger, Chauffeurs and Guards as to picking vacation time provided, however, that the employer shall

puisse déterminer le nombre maximum des salariés de chaque classification qui peuvent s'absenter à la fois pour vacances.

6. La rémunération pour vacances de tout salarié qui a moins d'une année de service continu pour l'employeur, ou qui quitte le service de l'employeur, doit être déterminée selon les dispositions de l'Ordonnance numéro 3 révisée, de la Commission du Salaire minimum.

7. Tout salarié non régulier qui a complété deux (2) années de service continu pour l'employeur au 31 mars de toute année et qui, en moyenne, a travaillé quarante-deux (42) heures par semaine pendant une période d'une (1) année se terminant le 31 mars a droit à un congé payé de deux (2) semaines pendant la prochaine période de vacances. La rémunération pour vacances de tel salarié non régulier doit être calculée sur la base de quatre pourcent (4%) du salaire payé à tel salarié, y compris toute rémunération pour congé payé pendant la période d'une année se terminant le ou avant le 31 mars avec la fin de la dernière période de paye complète hebdomadaire. Cependant, la rémunération pour vacances de tout salarié non régulier ne doit pas être supérieure à la rémunération pour quatre-vingt-huit (88) heures de travail au taux régulier de salaire établi pour la classification de tel salarié.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

36187-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

determine the maximum number of employees in each classification who shall be absent due to vacation during any one period.

6. Vacation pay for any employee who has less than one year's continuous service with the employer, or who leaves the employ of the employer, shall be granted in accordance with Ordinance No. 3 revised, of the Minimum Wage Board.

7. All part-time employees who have completed two (2) years of continuous employment with the employer on March 31, of any year, and who have averaged forty-two (42) hours of work per week for a period of one (1) year ending on said March 31, shall be given a vacation of two (2) weeks with pay during the ensuing vacation period. The vacation pay for such part-time employees shall be computed on the basis of four per cent (4%) of the wages paid to said employees, including any vacation pay during the one-year period ending with the close of the last full weekly pay period on or before March 31, provided, however, that the vacation pay for any part-time employee shall not exceed an amount equal to the remuneration for eighty-eight (88) hours of work at the straight time wage rate applicable to that employee's classification."

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

36187 Acting Clerk of the Executive Council.

### Avis divers

### Miscellaneous Notices

(P.G. 6790-51)

ASBESTOS COMMUNITY ASSOCIATION  
L'ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ D'ASBESTOS

#### Règlement N° 13

Augmentant le nombre des directeurs de la corporation sus-nommée de douze (12) à quatorze (14).

"13. Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction de quatorze directeurs dont huit formeront quorum. A la première assemblée des membres, sept directeurs seront élus pour un terme de deux ans et sept pour un an. A chaque assemblée annuelle subséquente, sept directeurs seront élus pour un terme de deux ans. Les directeurs sortant seront éligibles à réélection."

Certifié vraie copie.

Le Président,  
J. O. POIRIER.  
Le Secrétaire-trésorier,  
ADJUTOR POISSON.

36160

(A.G. 6790-51)

ASBESTOS COMMUNITY ASSOCIATION  
L'ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTÉ D'ASBESTOS

#### By-law No. 13

Increasing the number of directors of the above-named corporation from twelve (12) to fourteen (14).

"13. The affairs of the Association shall be managed by a Board of fourteen Directors, of whom eight shall constitute a quorum. At the first meeting of members, seven Directors shall be elected for a period of two years and seven for one year. At each subsequent Annual meeting seven Directors shall be elected for a term of two years. Retiring Directors shall be eligible for re-election."

Certified true copy.

J. O. POIRIER,  
President.  
ADJUTOR A. POISSON,  
Secretary-Treasurer.

36160-o

(P.G. 6790-51)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le treize novembre 1953, les règlements spéciaux "A" et "B" et le règlement numéro 13 (tel qu'amendé) de "Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-sept novembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,  
JEAN BRUCHÉSI.

36160-o

(A.G. 6790-51)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on November thirteenth 1953, Special by-laws "A" and "B" and by-law number 13, such as amended, of "Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos", such, and pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the seventeenth day of November 1953.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

36160

**AVIS**  
(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération des Professeurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le cinq novembre 1953.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Rimouski, dans le district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
36161-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 19454-53)

IDEAL METALS & ALLOYS LTD.  
Règlement N° 8

Re: augmentation du nombre des directeurs de trois (3) à quatre (4).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre directeurs, quatre desquels formeront quorum, et chacun d'eux doit posséder au moins une action du capital de la compagnie absolument en son propre nom".

Certifié vraie copie, Montréal, le 12 novembre 1953.

36162 Le Secrétaire,  
MYER RICHLER.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Les Escoumains", en date du 25 octobre 1953, dont le siège social est situé aux Escoumains, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 novembre 1953.

36163-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Saint-Jude d'Omerville" en date du 14 juin 1953, dont le siège social est situé à Omerville, dans le comté de Stanstead, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province le 26 novembre 1953.

36164-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**AVIS**  
(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Bagotville, paroisse et village", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatorze octobre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Bagotville, dans le comté de Chicoutimi.

36165-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**NOTICE**  
(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates, under the name of "Fédération des Professeurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski", for the study, defence and promotion of economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November fifth, 1953.

The head office of said federation is situated at Rimouski, in the judicial district of Rimouski.

36161 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

(A.G. 19454-53)

IDEAL METALS & ALLOYS LTD.  
By-law No. 8

Re: increase in the number of Directors from three (3) to four (4).

"The affairs of the company shall be managed by a Board of four Directors, four of whom shall form a quorum, and each of them must own at least one share of stock in the Company absolutely in his own right."

Certified true copy, Montreal, November 12, 1953.

36162-o MYER RICHLER,  
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Les Escoumains" under date October 25, 1953, whereof the head office is at Escoumains, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 5, 1953.

36163 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire St. Jude d'Omerville", under date the fourteenth day of June 1953, whereof the head office is at Omerville, in the county of Stanstead, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this November 26th, 1953.

36164 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**NOTICE**  
(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Bagotville, paroisse et village", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October fourteenth 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Bagotville, in the county of Chicoutimi.

36165 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Jean L'Évangéliste que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé en date du 11 novembre 1953, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité de Saint-Jean L'Évangéliste en celui de "municipalité de Nouvelle" comté de Bonaventure.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Nouvelle, 20 novembre 1953.

Le Maire,  
J.-E. MAGUIRE, M. D.  
Le Secrétaire-trésorier,  
C. LAVIOLETTE.

36166-o

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the municipality of St. Jean L'Évangéliste that the Lieutenant-Governor in Council, on November 11, 1953, following a report of the Committee of the Honourable Executive Council, approved the change of the name of the municipality of St. Jean L'Évangéliste to that of "municipalité de Nouvelle", county of Bonaventure.

Pursuant to the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name comes into force as from the date of the publication of above notice in the *Quebec Official Gazette*.

Nouvelle, November 20, 1953.

J.-E. MAGUIRE, M.D.  
Mayor.  
C. LAVIOLETTE,  
Secretary-Treasurer.

36166

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Montreal Polish Credit Union", en date du 9 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que de cocument a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26 novembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

36167-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Montreal Polish Credit Union" under date the ninth day of October 1953, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this November 26th, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

36167

(P.G. 10152-53)

THE LINTON APARTMENTS (1953) LIMITED

Règlement "C"

Un règlement pour autoriser l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de cinq à dix.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "The Linton Apartments (1953) Limited" (ci-après nommée la "compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à dix de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de dix directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie, ce 20 novembre 1953.

Le Secrétaire de The Linton Apartments (1953) Limited,  
(Seau)  
36184 E. L. W. HENDEN.

(A.G. 10152-53)

THE LINTON APARTMENTS (1953) LIMITED

By-law "C"

A by-law to authorize an increase in the number of Directors of the Company from five to ten

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "The Linton Apartments (1953) Limited" (hereinafter called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from five to ten so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of ten directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting at the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified true copy, this 20th day of November, 1953.

(Seal)  
36184-o E. L. W. HENDEN,  
Secretary of the Linton Apartments (1953) Limited.

Avis est, par les présentes, donné par le maire et le Secrétaire-trésorier de la municipalité de la partie ouest du canton de Douglas, comté de Gaspé-Est, que le Lieutenant-gouverneur-en-conseil a approuvé, le 11 novembre 1953, suivant un rapport du comité de l'Honorable Conseil Exécutif, le changement de nom de la municipalité de la partie ouest du canton de Douglas

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipality of the West part of the Township of Douglas, County of Gaspé East, that the Lieutenant-Governor in Council has approved, under date of November 11th, 1953, pursuant to a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the changing the name of the Municipality of the

en celui de "Municipalité de Haldimand", comté de Gaspé-Est.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entrera en vigueur à compter de la date de publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Haldimand, le 20 novembre 1953.

Le Maire,  
LIONEL G. SUDDARD,  
Le Secrétaire-trésorier,  
MAYNARD A. MILLER.

36190

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Marchands Détaillants de Kénogami", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-six novembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Kénogami, dans le district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

36191-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat C. N. des Employés du Cuir et de la Chaussure de Marievalle", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le douze novembre 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Marievalle, dans le comté de Rouville.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

36192-o

(P.G. 13532-53)

HILLSDALE GOLF AND COUNTRY CLUB INC.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut nommée tels qu'adoptés le 18 juin 1953, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de neuf (9) à douze (12):

"Règlement Huit (a). Le bureau de direction sera formé de douze membres en règle et étant membres du club en bonne et due forme".

Certifié vraie copie.

Le Président,  
SAUL TARNOFSKY,  
Le Secrétaire,  
LOUIS SHOORE.

36199

(P.G. 13532-53)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 30 novembre 1953, approuvé les règlements généraux un à vingt et un inclusivement, vingt-trois et vingt-quatre et le règlement spécial "A" de "Hillsdale Golf and Country Club Inc." tels qu'adoptés le 18e jour de juin 1953, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (R.S.Q. 1941, chapitre 276).

West part of the Township of Douglas to that of "Municipality of Haldimand", County of Gaspé East.

In accordance with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name comes into force as from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Haldimand, November 20, 1953.

LIONEL G. SUDDARD,  
Mayor.  
MAYNARD A. MILLER,  
Secretary-Treasurer.

36190-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Marchands Détaillants de Kénogami" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November twenty-sixth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Kenogami, in the judicial district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

36191

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat C. N. des Employés du Cuir et de la Chaussure de Marievalle" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November twelfth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Marievalle, in the county of Rouville.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

36192

(A.G. 13532-53)

HILLSDALE GOLF AND COUNTRY CLUB INC.

Extract of the General By-laws of the above-named corporation, as adopted on June 18, 1953, respecting the increase in the number of directors thereof from nine (9) to twelve (12):

"By-law Eight (a). The Board of Directors shall consist of twelve full members and being members in good standing in the Club."

Certified true copy.

SAUL TARNOFSKY,  
President.  
LOUIS SHOORE,  
Secretary.

36199-o

(A.G. 13532-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general By-Laws one to twenty-one inclusive, twenty-three and twenty-four, and Special By-law "A" of "Hillsdale Golf and Country Club Inc.", as adopted on June 18th, 1953, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on November 30th, 1953, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour de novembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
36199 JEAN BRUCHESI.

(P.G. 2069-48)

MOLODIE FROCKS CO.

Règlement N° 24

Un Règlement pour augmenter le nombre des Directeurs de trois à quatre.

Attendu que par lettres patentes constituant la compagnie en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à trois.

Et attendu qu'il est jugé opportun d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre.

En conséquence "Melodie Frocks Co." par ses directeurs, décrète que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes modifié de trois à quatre.

Le Président,  
H. WISEMAN.  
Le Secrétaire,  
L. SINGER.

36200

Given at the office of the Provincial Secretary this 30th day of November, 1953.

JEAN BRUCHESI,  
36199-o Under-Secretary of the Province.

(P.G. 2069-48)

MELODIE FROCKS CO.

By-law No 24

A By-law to increase the number of Directors from three to four.

Whereas by Letters Patent incorporating the Company under Part I of the Quebec Companies' Act, the number of Directors of the Company was fixed at three.

And whereas it is considered desirable to increase the number of the Company's Directors from three to four.

Now therefore, Melodie Frocks Co. by the Directors thereof enacts that the number of the Company's Directors be and is hereby changed from three to four.

H. WISEMAN,  
President.  
L. SINGER,  
Secretary.

36200-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Denis de Montréal", en date du 22 octobre 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le trois décembre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
36208-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Denis de Montréal" under date the twenty-second day of October 1953, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of December 1953.

JEAN BRUCHESI,  
36208 Under Secretary of the Province.

## Chartes — Abandon de

DECARIE BOULEVARD MILK BAR INC.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Décarie Boulevard Milk Bar Inc." donné par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 24 novembre 1953.

Le Secrétaire,  
36168-o HENRY MANELLA.

"Spring Products Limited" par les présentes, donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, le 25 novembre 1953.

Le Vice-président,  
36203 MARVIN BERCOVITCH.  
Le Procureur de la compagnie,  
J. R. BOGANTE, C.R.

## Charters — Surrender of

DECARIE BOULEVARD MILK BAR INC.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Decarie Boulevard Milk Bar Inc." hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 24th, 1953.

36168-o HENRY MANELLA,  
Secretary.

Spring Products Limited hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, November 25th, 1953.

36203-o MARVIN BERCOVITCH,  
Vice-President.  
J. R. BOGANTE, Q.C.,  
Attorney for Company.

## AVIS

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, "Jack Liss & Sons (Canada) Ltd.", donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte et d'obtenir la cancellation d'icelle à compter de la date qu'il plaira de fixer.

Daté à Montréal, ce 25ième jour de novembre 1953.

36169-o

Le Président,  
JACK LISS,

## TWIN MOUNTAIN HOME

Avis est donné que la compagnie "Twin Mountain Home", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 27ème jour de novembre 1953.

Les Procureurs de Twin Mountain Home,  
35170 BRODERICK & McQUILLAN.

## NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act Section 26, Jack Liss & Sons (Canada) Ltd. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by Him.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1953.

36169-o

JACK LISS,  
President.

## TWIN MOUNTAIN HOME

Notice is hereby given that "Twin Mountain Home," a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 27th day of November 1953.

36170-o BRODERICK & McQUILLAN,  
Attorneys for Twin Mountain Home.

## Compagnies dissoutes

(P.G. 18337-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276 article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Albert Nagley Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

36154-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

(P.G. 42525-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Huntingdon Realities Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 juillet 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

36154-o L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

(P.G. 18082-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la

## Companies Dissolved

(A.G. 18337-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Albert Nagley Ltd", incorporated by Letters Patent on June 15, 1945.

Notice is also hereby given that from and after December 1st, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, December 2, 1953.

36154 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

(A.G. 42525-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Huntingdon Realities Limited", incorporated by letters patent July 12, 1939.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, December 2, 1953.

36154 L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

(A.G. 18082-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "John

charte de la compagnie "John R. Hoyle, Agent, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 octobre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 12248-52)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrite par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Chaussure B & B Inc.—B & B Shoe Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 juin 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 6690-52)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrite par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Nerom Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juillet 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 19983-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrite par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Service Contracting Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

(P.G. 42347-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrite par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Valley Flax Products Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 octobre 1944.

R. Hoyle Agent, Limited," incorporated by letters patent, dated the twenty-fourth day of October 1932.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 12248-52)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Chaussure B & B Inc.—B & B Shoe Inc.", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of June 1946.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 6690-52)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Nerom Limited", incorporated by letters patent on July 11, 1950.

Notice is also hereby given that from and after December first 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, December 2, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 19983-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Service Contracting Company Limited", incorporated by letters patent on July 7, 1944.

Notice is also hereby given that from and after December 1st, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, December 2, 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

(A.G. 42347-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Valley Flax Products Ltd", incorporated by letters patent dated October 11, 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,  
36154-o L. DÉSILETS.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December 1953.

L. DÉSILETS,  
36154 Deputy Attorney General.

### Curatelle publique

Canada — Province de Québec  
District de Québec

Succession vacante de Léonard Hudson, concierge, en son vivant de 151, rue Arago, Québec.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 13 novembre 1952 par un juge de la cour supérieure siégeant à Québec dans le district de Québec que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,  
36171-o 187, rue Sainte-Catherine (Ouest),  
Montréal 18.

### Public Curatorship

Canada — Province of Quebec  
District of Quebec

Vacant estate of Léonard Hudson, janitor, in his lifetime of 151, Arago Street, Quebec.

The undersigned gives notice that this estate was declared vacant by virtue of a judgment rendered November 13, 1952, by a Judge of the Superior Court sitting at Quebec, in the district of Quebec, that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c. 62) he is curator *ex officio* of this estate and that he will receive, at the address given below, payment of any debt owing to the estate and the proof of any claim against it.

PUBLIC CURATOR,  
36171 187, Saint-Catherine Street (West),  
Montreal 18.

### Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 16-51 A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mercredi, 11 novembre 1953, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Chartrand, P.-D. McArthur, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 16-51, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1951, est amendée en ajoutant l'article suivant:

8° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème, dans la région de Joliette, que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
ADRIEN ANGERS, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
P. D. McARTHUR, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
36155-o

### Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 16-51 A

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 11th, 1953, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Chartrand, P. D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, C.-A. Gamache, Q.C. Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 16-51, published in the *Quebec Official Gazette* of November 10th, 1951, is amended by adding the following article:

8. Delivery of milk or cream, within the region of Joliette, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
ADRIEN ANGERS, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
P. D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, SECRETARY.  
36155-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 25-51A

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-  
vince de Québec.

Séance du mercredi, 11 novembre 1953, tenue  
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-  
tière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P.-D. McArthur, commissaires, Alphonse  
Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur  
légal.

Après avoir considéré les conditions de l'in-  
dustrie laitière dans la région de Brownsburg.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'Ordonnance N° 25-51, publiée dans la  
*Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1951,  
est amendée en ajoutant l'article suivant:

8° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la  
crème, dans la région de Brownsburg, que les  
lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur  
le jour de sa publication dans la *Gazette officielle  
de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
ADRIEN ANGERS, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
P. D. McARTHUR, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

36155-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 25-51A

Excerpt from the proceedings of the meetings  
of the Dairy Industry Commission of the  
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 11th, 1953,  
held in the office of the Dairy Industry Commis-  
sion, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P.Q. McArthur, Commissioners, Alphonse  
Savoie, secretary, C.-A. Gamache, Q.C. Legal  
Adviser.

Considering the conditions of the dairy  
industry within the region of Brownsburg.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 25-51, published in the *Quebec  
Official Gazette* of October 27th, 1951, as amended  
by adding the following articles:

8. Delivery of milk or cream, within the  
region of Brownsburg, will be permitted only  
on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday,  
Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on  
the date of its publication in the *Quebec Official  
Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
ADRIEN ANGERS, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
P. D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, secretary.

36155-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 50-51A

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-  
vince de Québec.

Séance du mercredi, 11 novembre 1953, tenue  
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-  
tière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P.-D. McArthur, commissaires, Alphonse  
Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur  
légal.

Après avoir considéré les conditions de l'in-  
dustrie laitière dans la région de Saint-Gabriel-  
de-Brandon.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 50-51, publiée dans la  
*Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1951,  
est amendée en ajoutant l'article suivant:

7° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la  
crème, dans la région de St-Gabriel-de-Brandon,  
que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi  
et samedi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le  
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de  
Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
ADRIEN ANGERS, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
P.-D. McARTHUR, commissaire,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

36155-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 50-51A

Except from the proceedings of the meetings  
of the Dairy Industry Commission of the  
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 11th, 1953,  
held in the office of the Dairy Industry Commis-  
sion, in Quebec, at 10 o'clock a.m.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P. D. McArthur, Commissioners, Alphonse  
Savoie, secretary, C.-A. Gamache, Q.C., Legal  
Adviser.

Considering the conditions of the dairy in-  
dustry within the region of Saint-Gabriel-de-  
Brandon.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 50-51, published in the *Quebec  
Official Gazette* of November 10th, 1951, is amend-  
ed by adding the following article:

7. Delivery of milk or cream, within the re-  
gion of St-Gabriel-de-Brandon, will be permitted  
only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday  
Friday and Saturday.

The present Order shall come into force on the  
date of its publication in the *Quebec Official Ga-  
zette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
ADRIEN ANGERS, COMMISSIONER,  
J. A. CHARTRAND, Commissioner,  
P. D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

36155-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 61-50E

Extrait des procès verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-  
vince de Québec.Séance du mercredi, 11 novembre 1953, tenue  
au bureau de la Commission de l'Industrie Lai-  
tière à Québec, à 10 heures a.m.Présents: MM. Omer E. Milot, président,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P. D. McArthur, commissaires, Alphonse  
Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., Aviseur  
légal.Après avoir considéré les conditions de l'Indus-  
trie Laitière dans la région de l'Assomption.

## LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 61-50, publiée dans la  
*Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950,  
est amendée en ajoutant l'article suivant:7° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la  
crème dans la région de l'Assomption que les  
lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et same-  
di.La présente ordonnance entrera en vigueur le  
jour de sa publication dans la *Gazette officielle de*  
*Québec*.Signé: OMER E. MILOT, Président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
ADRIEN ANGERS, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
P. D. McARTHUR, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

36155-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 23-5118

Extrait des procès verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-  
vince de Québec.Séance du mercredi, 11 novembre 1953 tenue au  
bureau de la Commission de l'Industrie Lai-  
tière à Québec, à 10 heures a.m.Présents: MM. Omer E. Milot, président,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P.D. McArthur, commissaires, Alphonse  
Savoie, secrétaire, C.A. Gamache, c.r., Aviseur  
légal.Après avoir considéré les conditions de l'Indus-  
trie Laitière dans la région de Berthierville.

## LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2 de l'ordonnance No. 23-51 tel  
qu'amendé par l'ordonnance No. 23-51A publiée  
dans la *Gazette Officielle de Québec* du 15 août 1953  
est de nouveau remplacé par le suivant:"2° La région de Berthierville comprend les  
municipalités de la ville de Berthierville et de la  
paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola et la partie de  
la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève-  
de-Berthier bornée à l'est par la Rivière Bayonne  
à l'ouest par la rivière la Chaloupe, et au nord  
par la voie ferrée du Canadian Pacific via Mont-  
réal-Québec."2° L'ordonnance N° 23-51 publiée dans la  
*Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1951  
est modifiée en ajoutant après l'article 7, le  
suivant:DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 61-50E

Excerpts from the proceedings of the meetings  
of the Dairy Industry Commission of the  
Province of Quebec.Meeting of Wednesday, November 10th, 1953  
held in the office of the Dairy Industry Commis-  
sion, in Quebec.Present: Messrs. Omer E. Milot, President,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P. D. McArthur, Commissioners, Alphonse  
Savoie, Secretary, C. A. Gamache, Q.C. Legal  
Adviser.Considering the conditions of the dairy Indus-  
try within the region of l'Assomption.

## IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 61-50, published in the *Quebec*  
*Official Gazette* of October 28th, 1950, is amended  
by adding the following article:7. Delivery of milk or cream within the regide  
of l'Assomption will be permitted only on Monday  
Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, and  
Saturday.The present Order shall come into force on the  
date of its publication in the *Quebec Official*  
*Gazette*.Signed: OMER E. MILOT, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
ADRIEN ANGERS, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
P. D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

36155-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 23-5118

Excerpts from the proceedings of the meetings  
of the Dairy Industry Commission of the  
Province of Quebec.Meeting of Wednesday, November 11th, 1953,  
held in the office of the Dairy Industry Commis-  
sion, in Quebec.Present: Messrs. Omer E. Milot, President,  
Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Char-  
trand, P.D. McArthur, Commissioners, Alphonse  
Savoie, Secretary, C.A. Gamache, Q.C., Legal  
Adviser.Considering the conditions of the dairy Indus-  
try within the region of Berthierville.

## IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2 of Order No 23-51 as replaced by  
Order No 23-51A published in the *Quebec Official*  
*Gazette* of August 15th, 1953 is again replaced by  
the following:"2. The region of Berthierville includes the  
municipalities of the town of Berthierville and of  
the parish of St. Ignace-de-Loyola and part of the  
municipality of the parish of Ste-Geneviève-de-  
Berthier bounded on the east by the river known  
as Rivière Bayonne, on the west by the river  
known as Rivière La Chaloupe, and on the north  
by the Canadian Pacific Railway via Mont-  
real-Québec.2. Order No 23-51 published in the *Quebec*  
*Official Gazette* of November 10th, 1951 is modified  
by adding after article 7, the following:

"8° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème, dans la région de Berthierville, que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 23-51A et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
ADRIEN ANGERS, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
P.D. McARTHUR, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
36155-0

"8. Delivery of milk or cream, within the region of Berthierville, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

The present Order cancels Order No 23-51A and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*."

Signed: OMER E. MILOT, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
ADRIEN ANGERS, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
P.D. McARTHUR, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
36155-0

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1511-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Aubert, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, en celui de "Bassin" même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
36194-49-2-0 O. J. DESAULNIERS.

No. 1511-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to change the name of the school municipality of Aubert, in the county of the Magdalen Islands, to that of "Bassin", same county.

36194-49-2 O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

N° 1403-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Hunterstown, dans le comté de Maskinongé, le lot N° 124, du cadastre officiel du canton de Hunterstown, même comté, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Elie-de-Caxton, dans le comté de Saint-Maurice.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
36196-49-2-0 O. J. DESAULNIERS.

No. 1403-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Hunterstown, in the county of Maskinongé, lot No. 124, of the official cadastre of the township of Hunterstown, same county, in order to annex it to the school municipality of St-Elie-de-Caxton, in the county of Saint Maurice.

36196-49-2 O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

No. 1439-53.

Québec, le 1er décembre 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ely-Nord, dans le comté de Shefford, les lots 98 et 99 du cadastre officiel d'Ely pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Théophile-d'Ely, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
36197-49-2-0 O. J. DESAULNIERS.

No. 1439-53.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ely-Nord, in the county of Shefford, lots 98 and 99 of the official cadastre of Ely in order to annex them to the school municipality of St-Théophile-d'Ely, same county.

36197-49-2 O. J. DESAULNIERS,  
Superintendent of Education.

N° 538-50.

Québec, le 1er décembre, 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Canrobert, même comté, savoir:

Ce territoire comprend, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville, les lots, rues, ruelles, cours d'eau, emprises de chemins de fer ou parties d'iceux renfermées dans les limites ci-dessous décrites, savoir:

Partant du coin nord-ouest, du lot numéro 242, du rang Casimir, côté nord; de là passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne nord-est dudit rang, dans une direction sud-est jusqu'au coin nord-est du lot 263; de là dans une direction sud-est en suivant les limites est dudit lot 263 jusqu'à son coin sud-est; de là dans une direction sud-est en suivant la ligne nord-est des lots 864, 266, 267 et 268 jusqu'au coin est dudit lot 268; de là dans une direction nord en suivant la ligne ouest du lot 269 jusqu'à son coin nord-ouest; de là dans une direction sud-est, en suivant la ligne nord du rang Casimir, côté

No. 538-50.

Quebec, December 1st, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of l'Ange-Gardien, in the county of Rouville, the territory hereunder described in order to annex it to the school municipality of Canrobert, same county, to wit:

This territory comprises, with reference to the official cadastre of the parish of l'Ange-Gardien, in the county of Rouville, the lots, streets, lanes, water-courses, railroad right-of-ways or parts thereof included within the limits described hereunder, to wit:

Commencing at the North-West corner of lot number 242, Range Casimir, North side; thence passing along the following lines and demarcations, successively; the North-East line of said range, in a southeasterly direction as far as the North-East corner of lot 263; thence in a southeasterly direction following the eastern limits of said lot 263 as far as its Southeast corner; thence in a Southeasterly direction following the North-East line of lots 864, 266, 267 and 268 as far as the eastern corner of said lot 268; thence in a Northerly direction following the West line of lot 269 as far as its North-West corner; thence in a Southeasterly direction

nord jusqu'au coin nord-est du lot 281; de là dans une direction sud le long de la ligne est du lot 281 jusqu'à son coin sud-est; de là vers le sud-est en suivant la ligne sud du lot 282 jusqu'à son coin sud-est; de là vers le sud en suivant la ligne séparative des lots 350 et 349 jusqu'au chemin de front du rang Saint-Charles; de là vers le nord-ouest en suivant ledit chemin de front du rang Saint-Charles jusqu'au coin sud-ouest du lot 388; de là vers le nord en suivant la ligne ouest des lots 388 et 242 jusqu'au point de départ, soit le coin nord-ouest du lot 242.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
36195-49-2-o O. J. DESAULNIERS.

following the Northern line of Range Casimir, on the North side as far as the Northeast corner of lot 281; thence in a Southern direction along the East line of lot 281 as far as its Southeastern corner; thence Southeastwards following the South line of lot 282 as far as its Southeast corner; thence Southwards following the dividing line of lots 350 and 349 as far as the front road of Range Saint-Charles; thence NorthWestwards following said front road of Range Saint-Charles as far as the Southwest corner of lot 388; thence Northwards, following the West line of lots 388 and 242 as far as the starting point, that is, the Northwest corner of lot 242.

O. J. DESAULNIERS,  
36195-49-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

### AVIS

Cadastre officiel du quartier St-Antoine, cité de Montréal division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 1901 est ajouté en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941. Québec, le 19 novembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
36186-o AVILA BÉDARD.

### NOTICE

Official cadastre of St-Antoine ward, city of Montreal registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 1901 has been added in virtue of Article 7 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941. Quebec, November 19, 1953.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
36186-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

### AVIS

Cadastre officiel du quartier Ste-Marie, cité de Montréal division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 1613 est ajouté en vertu de l'article 7 chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec 1941. Québec, le 19 novembre 1953.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
36186-o AVILA BÉDARD.

### NOTICE

Official cadastre of Ste-Marie ward, city of Montreal registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 1613 has been added in virtue of Article 7 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941. Quebec, November 19, 1953.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
36186-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

### AVIS

Cadastre officiel du canton Taché division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 42-1 à 42-159, 43-1 à 43-150 du Rang III sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 16 novembre 1953.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
36186-o AVILA BÉDARD.

### NOTICE

Official cadastre of township of Taché registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 42-1 to 42-159 43-1 to 43-150 of Range III are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code. Quebec, November 16, 1953.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
36196-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

### AVIS

Cadastre officiel du village de Mont-Laurier (ville de Mont-Laurier) division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 1439 (rue), 1440, 1445 à 1450, 1451 (rue) à 1453, 1454 (rue) à 1459 (rue), 1460 à 1462 (rue), 1463 à 1482 (rue), 1483 à 1491 (rue), 1644 à 1666, 1667

### NOTICE

Official cadastre of village of Mont-Laurier (Town of Mont-Laurier) registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 1439 (Street), 1440, 1445 to 1450, 1451 (Street) to 1453, 1454 (Street) to 1459 (Street), 1460 to 1462 (Street), 1463 to 1482 (Street), 1483 to 1491 (Street), 1644

(rue), 1668 (rue), 1735, 1736 (rue) à 1743 et une partie du lot 1768 sont annulés et remplacés par les lots 1852, 1853 et 1854 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 novembre 1953.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

36186-o

to 1666, 1667 (Street), 1668 (Street), 1735, 1736 (Street) to 1743 and part of lot 1768 are cancelled and replaced by lots 1852, 1953 and 1854 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November 20, 1953.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

36186-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1089 du 7 mars 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' hat and cap industry, rendered obligatory by the decree No. 1089 of March 7, 1940, have submitted to him a petition to be submitted to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of amending the said decree, as follows:

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire en plus de dix (10) heures par semaine et de deux (2) heures par jour est interdit.

Cependant, l'employeur qui demande que ses salariés fassent quatre (4) heures de travail supplémentaire le samedi peut répartir les six (6) autres heures de travail supplémentaire sur les autres jours de la semaine, du lundi au vendredi.

Tout travail supplémentaire exécuté en plus d'une semaine régulière de quarante (40) heures doit être rémunéré au taux de salaire et quart basé sur les taux réguliers de salaires.

Il ne doit en aucun cas y avoir de travail le samedi après-midi ou le dimanche.

Il est interdit à un contremaître, une contre-maîtresse, un entrepreneur, un associé ou un actionnaire, de travailler dans le classement mentionné après une journée régulière de travail, au sens du présent décret."

2° Le paragraphe "a" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Salaires minimum*: a) Les salaires minima horaires ou hebdomadaires sont les suivants pour les ouvriers qualifiés dans les classifications ci-après mentionnées:

Métiers:	Salaire horaire	Salaire hebdomadaire
Coupeurs .....	\$0.99½	\$39.80
Opérateurs .....	0.93	37.20
Bloqueurs .....	0.74¾	29.80
Faiseurs de doublures .....	0.64	25.60
Finisseurs à la main .....	0.55	22.00
Employés généraux .....	0.48½	19.40"

1. Section IV will be replaced by the following:

"IV. *Overtime*: There shall not be more than ten (10) overtime hours per week and the overtime for any given day shall not exceed two (2) hours. However, the employer who requests that four (4) hours overtime be worked on Saturday may divide the other six (6) overtime hours during the week from Monday to Friday.

All overtime work performed after a regular week's work of forty (40) hours shall be paid for at one and a quarter times the regular rates of wages.

Under no circumstance shall there be any Saturday afternoon or Sunday Work.

No foreman, forelady, contractor, partner or shareholder shall work in the classification mentioned after a regular day's work within the meaning of the present decree."

2. Subsection "a" of section V will be replaced by the following:

"V. *Minimum wages* (a) The minimum hourly and weekly wage rates shall be the following for skilled workers in the classifications hereinafter mentioned:

Trades (Crafts)	Per Week	Per Hour
Cutters .....	\$39.80	\$0.99½
Operators .....	37.20	0.93
Blockers .....	29.80	0.74¾
Lining Makers .....	25.60	0.64
Hand Finishers .....	22.00	0.55
General Hands .....	19.40	0.48½"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAU.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 décembre 1953.

36187-o

Department of Labour,  
Quebec, November 5, 1953.

36187-o

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, établi en exécution du décret numéro 98, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1296 du 26 novembre 1953 section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1953 au 30 novembre 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret, numéro 98, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes, allocations, commissions ou bonis payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret, numéro 98, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leurs cas, soit \$46.25.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 98, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires fixes, pourcentage, commissions, allocations ou bonis.

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

## 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, formed under decree number 98 of January 29, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1296 of November 26, 1953, part "B" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

## 1. Assessments

The period of levy extends from December, 1, 1953, to November 30, 1954; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) The barber and hairdresser artisans governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. \$46.25.

c) The employees governed by the said decree, number 98, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed wages, percentage, commissions, allowances or bonuses.

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to fulfil obligations towards the Parity Committee.

## 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of La

au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, pour la période comprise entre le 1er décembre 1953 et le 30 novembre 1954.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEUSES DE VICTORIAVILLE  
(siège social: Victoriaville, Qué.)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er décembre 1953 et le 30 novembre 1954.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$ 40.00
Artisans	340.00
Salariés	40.00
	\$420.00

*Déboursés:*

Salairé du secrétaire	\$100.00
Administration	60.00
Frais légaux	60.00
Vérification des livres	15.00
Frais de déplacement	100.00
Jetons de présences	72.00
Dépenses diverses et imprévues	13.00
	\$420.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 5 décembre 1953. 36187-o

hour, on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, for the period between December 1, 1953, and November 30, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE  
(Head office Victoriaville)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 1, 1953, and November 30, 1954.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	\$ 40.00
Artisans	340.00
Employees	40.00
	\$420.00

*Disbursements:*

Secretary's salary	\$100.00
Administration	60.00
Legal fees	60.00
Audition of books	15.00
Travelling expenses	100.00
Meeting expenses	72.00
Various and unforeseen expenses	13.00
	\$420.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, December 5, 1953. 36187-o

Liquidation: — avis de

(Sec. P. 1824-44)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire Desjardins de Saint-Gabriel Lallemand", tenue à Saint-Gabriel Lallemand, dans le comté de Gaspé-Sud, le douze octobre 1953, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins MM. Charles Parent, Gonzague Bossé et Philémon Bourget ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le vingt-six octobre 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI. 36172-o

Ministère des Finances  
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que la "Société Nord-Africaine de Réassurances", enregistrée sous le numéro 543, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1410 qui l'autorise, à compter du 9 septembre 1953, à

Winding up Notice:

(P.S. 1824-44)

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "La Caisse Populaire Desjardins de St. Gabriel Lallemand", held at Saint-Gabriel Lallemand, in the county of Gaspé-South, October twelfth 1953, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and for such purposes, Messrs Charles Parent, Gonzague Bossé and Philémon Bourget have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-sixth day of October 1953.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province. 36172

Department of Finance  
Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that the "Société Nord-Africaine de Réassurances", registered under number 543, has obtained the license and certificate of registry number 1410 authorizing it, as from the 9th of September 1953, to under take

effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, par voie de réassurance seulement: Incendie et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défec-tuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Biens mobiliers; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à Alger, Algérie.

La compagnie a nommé M. Robert Grémaud, Bureau 1209, Edifice Dominion Square, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 novembre 1953.

Pour le Ministre des finances  
de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
36120-48-2-o Surintendant des assurances.

in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto civil com-motion, earthquake, falling aircraft, hail impact by vehicles, limited or inherent explosion, sprin-klér leakage, water damage, weather, windstorm; Inland transportation; Personal property.

The head office of the company is situate at Alger, Algeria.

The company has appointed Mr. Robert Grémaud, Office 1209, Dominion Square Building, 1010 St. Catherine Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of November 1953.

For the Minister of Finance  
of the Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
36120-48-2-o Superintendent of Insurance.

### Ordre de Cour

Province de Québec, District de Beauharnois, Cour Supérieure, N° 989 Atlas Bedding Ltd., demanderesse, vs Dame Jessie J. Flewelling, de Ormstown, défenderesse, & the J. F. Hartz Co. Ltd., Opposante.

#### AVIS

En vertu d'un jugement de cette Cour rendu le 24 novembre 1953, le soussigné a été nommé Séquestre en cette cause, pour procéder à l'appel des créanciers de la défenderesse susdite, et à la distribution des argents déposés à la suite de ventes de biens meubles de la défenderesse en déconfiture, parmi les créanciers qui auront ainsi déposé leur réclamation.

En conséquence, avis est donné à tous les créanciers de la dite défenderesse en déconfiture, d'avoir à produire leurs réclamations dûment assermentées suivant la loi, entre mes mains d'hui au 19 décembre 1953, accompagnées des pièces justificatives.

Valleyfield, le 1er décembre 1953.

**J. R. LAPOINTE,**  
Palais de Justice,  
36179-49-2-o Valleyfield, P.Q.

### Rule of Court

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 989 Atlas Bedding Ltd. plaintiff vs Dame Jessie J. Flewelling, of Ormstown, defendant, & The J. F. Hartz Co. Ltd, Opposant.

#### NOTICE

By judgment of this Court dated the 24th day of November 1953, the undersigned has been appointed Sequestre to proceed with the calling of the creditors of the above defendant, and with the distribution of the monies deposited after the sales of the moveable effects of the said defendant in insolvency, amongst the creditors having filed their claims.

Consequently, notice is hereby given to all the creditors of the said defendant in insolvency, to file thier claims into my hands, duly sworn and accompanied with the vouchers, from to-day up to the 19th day of December 1953.

Valleyfield, December 1st, 1953.

**J. R. LAPOINTE,**  
Court-House,  
36179-49-2-o Valleyfield, P.Q.

### Sièges sociaux

#### AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Rouyn N° 2729 des Chevaliers de Colomb" de Rouyn, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134 art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Le Grand Chevalier,  
**GÉRARD BEAUCHEMIN,**  
Le Secrétaire Archiviste,  
36173-o **B. BARIL.**

### Head Offices

#### OFFICIAL NOTICE

The "Council Rouyn No. 2729 of the Knights of Columbus", of Rouyn, hereby give notice that its head office is at the address hereinabove shown and avails itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

**GÉRARD BEAUCHEMIN,**  
Grand Knight,  
**B. BARIL,**  
36173 Recording Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles Saint-Dunstan Inc." — "St. Dunstan Realities Inc.", constituée en Corporation par lettres patentes du 29 octobre 1953 et ayant son bureau-

Notice is hereby given that "Les Immeubles St. Dunstan Inc." — "St. Dunstan Realities Inc.", incorporated by letters patent dated October 29, 1953, and having its head office, in

chef dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 80 rue Saint-Pierre, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Donné à Québec ce 24 novembre 1953.  
(Sceau) Le Secrétaire,  
36174-o YVES NORMANDEAU.

METIERS NADEAU LOOMS INC.

SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que la compagnie "Metiers Nadeau Looms Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 29ème jour d'octobre 1953, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2625 rue Albert, chambre 102, dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26 novembre 1953.  
Le Président,  
36175-o JACQUES LAPLANTE, JR.

AVIS

Avis vous est donné que "Carrier & Goulet Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 27 avril 1943, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 120 rue du Pont, Québec, P.Q.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19e jour de novembre 1953.  
(Sceau) Le Secrétaire,  
36176-o PIERRE GOULET.

INTERPROVINCIAL RESEARCH & DEVELOPMENT Co. (CANADA) LTD.

Avis est donné que la compagnie "Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 26 août 1953, a établi son siège social à 132 ouest, rue St-Jacques, suite 827, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 30 novembre 1953.  
(Sceau) Le Président,  
36185 F. M. SMALL.

Avis est, par les présentes, donné que "Robinson Enterprises Corporation", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1953, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au No 6500 Upper Lachine Road.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 2 novembre 1953.  
(Sceau) Le Secrétaire,  
36193-o JACQUES BEIQUE.

the city of Quebec, has established its office at 80, St. Peter Street, Quebec city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 24th November, 1953.  
(Seal) YVES NORMANDEAU,  
36174-o Secretary.

METIERS NADEAU LOOMS INC.

HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Metiers Nadeau Looms Inc." incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies' Act, on the 29th day of October, 1953 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 2625 Albert Street, room 102, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of November, 1953.

JACQUES LAPLANTE JR.,  
36175-o President.

NOTICE

Notice is hereby given that "Carrier & Goulet Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated April 27, 1943, and having its head office in the City of Quebec, Province of Quebec, has established its office at number 120 Du Pont Street, Quebec, P.Q.

As from the date of this notice, the said office is considered by the Company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this 19th day of November 1953.  
(Seal) PIERRE GOULET,  
36176 Secretary.

INTERPROVINCIAL RESEARCH & DEVELOPMENT Co. (CANADA) LTD.

Notice is hereby given that "Interprovincial Research & Development Co. (Canada) Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 26th day of August, 1953, has established its Head Office at 132 St. James Street West, Suite 827, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1953.  
(Seal) F. M. SMALL,  
36185-o President.

Notice is hereby given that the "Robinson Enterprises Corporation" company incorporated by Letters Patent on the 27th day of October, 1953, and having its head office in the City and District of Montreal, Province of Quebec, has established its office at No. 6500 Upper Lachine Road.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, November 2nd, 1953.  
(Seal) JACQUES BEIQUE,  
36193-o Secretary.

## AVIS DE L'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL

Avis est par les présentes donné que le bureau principal de "Glencoe Park Apartments Inc." a été établi à 790 Graham Boulevard, Ville Mont-Royal.

36188-o (Signé) Le Secrétaire-trésorier,  
J. S. R. CRAWFORD.

Canada — Province de Québec,  
District de Montréal

## AVIS DE LA SITUATION DU SIÈGE SOCIAL DE "FERNAND BERNARD, LIMITÉE"

Avis est donné que la compagnie "Fernand Bernard, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la loi des compagnies de Québec, en date du 19<sup>ième</sup> jour de décembre 1950, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son siège social au numéro 7170 de la rue des Ecores.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 16<sup>e</sup> jour d'octobre, 1953.

(Sceau) Le Président,  
36189 F. BERNARD.

(P.G. 3396-50)

LA COMPAGNIE DE SABLE ET GRAVIER ST-PAUL LTÉE

THE ST. PAUL SAND & GRAVEL COMPANY LTD.  
Règlement N° 37

Adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie, tenue le 4<sup>e</sup> jour de novembre 1953 et ratifié à toutes fins que de droit par les actionnaires à une assemblée générale et spéciale tenue le même jour.

Il est par les présentes décrété comme Règlement de La Compagnie de Sable et Gravier St-Paul Ltée — The St. Paul Sand & Gravel Company Ltd. dont le bureau-chef jusqu'à ce jour était situé à St-Paul d'Abbotsford, district de St-Hyacinthe, sera dorénavant situé dans la Ville de Granby, district de Bedford, nommément au N° 263 de la rue Principale.

Certifié vraie copie

36214-o Le Président,  
JACQUES BOULAIS,  
Le Secrétaire,  
LÉO DAVIGNON.

## NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the head office of "Glencoe Park Apartments Inc." has been established at 790 Graham Boulevard in the Town of Mount Royal.

63188-o (Signed) J. S. R. CRAWFORD,  
Secretary-Treasurer.

Canada — Province of Quebec,  
District of Montreal

## NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE OF "FERNAND BERNARD, LIMITÉE"

Notice is hereby given that "Fernand Bernard, Limitée", a company incorporated by letters patent under the Companies' Act, dated the 19th day of December 1950, and having its principal office in the city of Montreal, has established its head office at number 7170 des Ecores Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 16th day of October 1953.

(Seal) F. BERNARD,  
36189-o President.

(A.G. 3396-50)

LA COMPAGNIE DE SABLE ET GRAVIER ST-PAUL LTÉE

THE ST. PAUL SAND & GRAVEL COMPANY LTD.  
By Low N° 37

Adopted at a meeting of directors of the company, held the fourth day of November 1953, and ratified, for all legal purposes, by the shareholders at a special general meeting held the same day.

It is hereby enacted as a By-law of "La Compagnie de Sable et Gravier St-Paul Ltée — The St. Paul Sand & Gravel Company Ltd.," whereof the head office to date was situated at St-Paul d'Abbotsford, district of St. Hyacinthe, shall be hereafter situated in the Town of Granby, district of Bedford, namely, at No. 263 Main Street.

Certified True Copy

36214 JACQUES BOULAIS,  
President,  
LÉO DAVIGNON,  
Secretary.

## Soumissions

## CORRECTION

VILLE DE LAVAL-DES-RAPIDES  
(Comté de Laval)

Dans la partie française de l'avis de demande de soumissions paru le 28 novembre 1953, à la page 3592, on est prié de noter que le taux d'intérêt pour les soumissions ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½%.

36154-x-o Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE FORESTVILLE  
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

## Tenders

## CORRECTION

TOWN OF LAVAL-DES-RAPIDES  
(County of Laval)

In the French Section of the notice of call for tender which appeared on November 28th, 1953, at page 3592, please read that the interest rate for tenders should not be less than 3% nor more than 4½%.

36154-x-o Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE TOWN OF FORESTVILLE  
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

pour obligations" seront reçues par le soussigné, Laurent Lagueux, secrétaire-trésorier, Forestville, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 21 décembre 1953, pour l'achat de \$260,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Forestville, comté de Saguenay, datées du 1er janvier 1954 et remboursables par séries du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$260,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er janvier 1955. ....	x \$14,500.00
1er janvier 1956. ....	x 15,000.00
1er janvier 1957. ....	x 15,500.00
1er janvier 1958. ....	x 16,500.00
1er janvier 1959. ....	x 17,000.00
1er janvier 1960. ....	x 18,000.00
1er janvier 1961. ....	x 18,500.00
1er janvier 1962. ....	x 19,500.00
1er janvier 1963. ....	x 20,500.00
1er janvier 1964. ....	x 21,000.00
1er janvier 1965. ....	7,000.00
1er janvier 1966. ....	7,000.00
1er janvier 1967. ....	7,500.00
1er janvier 1968. ....	8,000.00
1er janvier 1969. ....	8,000.00
1er janvier 1970. ....	8,500.00
1er janvier 1971. ....	9,000.00
1er janvier 1972. ....	9,500.00
1er janvier 1973. ....	9,500.00
1er janvier 1974. ....	10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$152,897.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$15,289.75 chacun, de 1955 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Forestville, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1953, à 8 heures p.m., dans le sous-basement du presbytère, à Forestville, comté de Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Forestville, (Comté de Saguenay), ce 2 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
LAURENT LAGUEUX.

Forestville, (Comté de Saguenay), P.Q. 36210-0

received by the undersigned Laurent Lagueux, Secretary-Treasurer, Forestville, county of Saguenay, until 8 o'clock p.m., Monday, December 21, 1953, for the purchase of an issue of \$260,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the Town of Forestville, county of Saguenay, dated January 1st, 1954 and redeemable serially from January 1st, 1955 to January 1st, 1974, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$260,000.00 — 20 years

Year	Capital
January 1st, 1955. ....	x \$14,500.00
January 1st, 1956. ....	x 15,000.00
January 1st, 1957. ....	x 15,500.00
January 1st, 1958. ....	x 16,500.00
January 1st, 1959. ....	x 17,000.00
January 1st, 1960. ....	x 18,000.00
January 1st, 1961. ....	x 18,500.00
January 1st, 1962. ....	x 19,500.00
January 1st, 1963. ....	x 20,500.00
January 1st, 1964. ....	x 21,000.00
January 1st, 1965. ....	7,000.00
January 1st, 1966. ....	7,000.00
January 1st, 1967. ....	7,500.00
January 1st, 1968. ....	8,000.00
January 1st, 1969. ....	8,000.00
January 1st, 1970. ....	8,500.00
January 1st, 1971. ....	9,000.00
January 1st, 1972. ....	9,500.00
January 1st, 1973. ....	9,500.00
January 1st, 1974. ....	10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$152,897.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$15,289.75, from 1955 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Forestville, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds, are under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday December 21st, 1953, at 8 o'clock p.m., at in the basement of the presbytery at Forestville, county of Saguenay.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Forestville, (County of Saguenay), December 2, 1953.

LAURENT LAGUEUX,  
Secretary-Treasurer.

Forestville, (County of Saguenay), P.Q. 36210

## Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE SHANNON  
(Comté de Portneuf)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J. A. Griffin, secrétaire-trésorier, Shannon, comté de Portneuf, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 21 décembre 1953, pour l'achat de \$12,000.00 d'obligations de la municipalité de Shannon, comté de Portneuf, datées du 1er janvier 1954 et remboursables par séries du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$12,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1955	\$ 500.00
1er janvier 1956	500.00
1er janvier 1957	500.00
1er janvier 1958	500.00
1er janvier 1959	500.00
1er janvier 1960	500.00
1er janvier 1961	500.00
1er janvier 1962	500.00
1er janvier 1963	500.00
1er janvier 1964	500.00
1er janvier 1965	500.00
1er janvier 1966	500.00
1er janvier 1967	500.00
1er janvier 1968	500.00
1er janvier 1969	500.00
1er janvier 1970	500.00
1er janvier 1971	1,000.00
1er janvier 1972	1,000.00
1er janvier 1973	1,000.00
1er janvier 1974	1,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1953, à 7.30 heures p.m., à Shannon, comté de Portneuf.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shannon, (Comté de Portneuf), ce 2 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
J. A. GRIFFIN.

Shannon,  
(Comté Portneuf), P. Q.

36202-0

## Province of Quebec

MUNICIPALITY OF SHANNON  
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. A. Griffin, Secretary-Treasurer, Shannon, County of Portneuf, until 7.30 o'clock, p.m., Monday, December 21st, 1953, for the purchase of an issue of \$12,000 of bonds of the Municipality of Shannon, county of Portneuf, dated January 1st, 1954, and redeemable serially from January 1st, 1955 to January 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$12,000.00 — 20 years

Year	Capital
January 1st, 1955	\$ 500.00
January 1st, 1956	500.00
January 1st, 1957	500.00
January 1st, 1958	500.00
January 1st, 1959	500.00
January 1st, 1960	500.00
January 1st, 1961	500.00
January 1st, 1962	500.00
January 1st, 1963	500.00
January 1st, 1964	500.00
January 1st, 1965	500.00
January 1st, 1966	500.00
January 1st, 1967	600.00
January 1st, 1968	500.00
January 1st, 1969	500.00
January 1st, 1970	500.00
January 1st, 1971	1,000.00
January 1st, 1972	1,000.00
January 1st, 1973	1,000.00
January 1st, 1974	1,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 21st, 1953, at 7.30 o'clock p.m., at Shannon, county of Portneuf.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Shannon, (County of Portneuf), this 2nd of December, 1953.

J. A. GRIFFIN,  
Secretary-Treasurer.

Shannon,  
(Co. Portneuf), P. Q.

36202-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-GÉDÉON  
(Comté de Lac St-Jean-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Bolduc, secrétaire-trésorier, St-Gédéon, Cté Lac St-Jean-Est, jusqu'à 10 heures a.m., lundi, le 21 décembre 1953, pour l'achat de \$25,000 d'obligations de la paroisse de St-Gédéon, comté de Lac St-Jean-Est, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux de 4% de 1954 à 1963, de 4½% de 1964 à 1968 et de 5% de 1969 à 1973 payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$25,000.00—20 ans.

Année	Capital
1er mai 1954.....	\$1,000.00
1er mai 1955.....	1,000.00
1er mai 1956.....	1,000.00
1er mai 1957.....	1,000.00
1er mai 1958.....	1,000.00
1er mai 1959.....	1,000.00
1er mai 1960.....	1,000.00
1er mai 1961.....	1,000.00
1er mai 1962.....	1,000.00
1er mai 1963.....	1,000.00
1er mai 1964.....	1,500.00
1er mai 1965.....	1,500.00
1er mai 1966.....	1,500.00
1er mai 1967.....	1,500.00
1er mai 1968.....	1,500.00
1er mai 1969.....	1,500.00
1er mai 1970.....	1,500.00
1er mai 1971.....	1,500.00
1er mai 1972.....	1,500.00
1er mai 1973.....	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, cté Lac St-Jean-Est, (Métabetchouan).

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Jérôme, Cté Lac St-Jean-Est, (Métabetchouan).

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1953, à 10 heures a.m., en la salle publique, St-Gédéon, Cté Lac St-Jean-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gédéon, (Comté de Lac St-Jean-Est), ce 2 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
GÉRARD BOLDUC.

St-Gédéon,  
(Cté Lac St-Jean-Est), P.Q. 36211-0

Province of Quebec

PARISH OF ST-GÉDÉON  
(County of Lake-St-Jean-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Bolduc, Secretary-Treasurer, St. Gédéon, county of Lake St. John-East, until 10 o'clock a.m., Monday, December 21st, 1953, for the purchase of an issue of \$25,000 of bonds of the parish of St. Gédéon, county of Lake St. John-East dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st 1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate of 4% from 1954 to 1963, of 4½% from 1964 to 1968 and of 5% from 1969 to 1973 per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$25,000.00—20 years

Year	Capital
May 1st, 1954.....	\$1,000.00
May 1st, 1955.....	1,000.00
May 1st, 1956.....	1,000.00
May 1st, 1957.....	1,000.00
May 1st, 1958.....	1,000.00
May 1st, 1959.....	1,000.00
May 1st, 1960.....	1,000.00
May 1st, 1961.....	1,000.00
May 1st, 1962.....	1,000.00
May 1st, 1963.....	1,000.00
May 1st, 1964.....	1,500.00
May 1st, 1965.....	1,500.00
May 1st, 1966.....	1,500.00
May 1st, 1967.....	1,500.00
May 1st, 1968.....	1,500.00
May 1st, 1969.....	1,500.00
May 1st, 1970.....	1,500.00
May 1st, 1971.....	1,500.00
May 1st, 1972.....	1,500.00
May 1st, 1973.....	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme, County of Lake St-John-East (Metabetchouan)

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Jérôme, County of Lake St-John-East, (Metabetchouan).

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday December 21, 1953, at 10 o'clock a.m., at the Public Hall, St-Gédéon, County of Lake St-John-East.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Gédéon, (County of Lake St-John-East) December 2, 1953.

GÉRARD BOLDUC,  
Secretary-Treasurer.

St-Gédéon,  
(County of Lake St-John-East), P.Q. 36211

## Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-GÉDÉON  
(Comté de Lac Saint-Jean-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Bolduc, secrétaire-trésorier, Saint-Gédéon, comté de Lac Saint-Jean-Est, jusqu'à 10 heures a.m., lundi, le 21 décembre 1953, pour l'achat de \$90,000.00 d'obligations de la paroisse de Saint-Gédéon, comté de Lac Saint-Jean-Est, datées du 1er janvier 1954 et remboursables par séries du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1974 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$90,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er janvier 1955.....	\$3,000.00
1er janvier 1956.....	3,000.00
1er janvier 1957.....	3,000.00
1er janvier 1958.....	3,000.00
1er janvier 1959.....	3,000.00
1er janvier 1960.....	4,000.00
1er janvier 1961.....	4,000.00
1er janvier 1962.....	4,000.00
1er janvier 1963.....	4,000.00
1er janvier 1964.....	4,000.00
1er janvier 1965.....	5,000.00
1er janvier 1966.....	5,000.00
1er janvier 1967.....	5,000.00
1er janvier 1968.....	5,000.00
1er janvier 1969.....	5,000.00
1er janvier 1970.....	6,000.00
1er janvier 1971.....	6,000.00
1er janvier 1972.....	6,000.00
1er janvier 1973.....	6,000.00
1er janvier 1974.....	6,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jérôme (Métabetchouan), comté de Lac Saint-Jean-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Saint-Jérôme, (Métabetchouan), comté de Lac Saint-Jean-Est.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1953, à 10 heures a.m., en la salle publique, Saint-Gédéon, comté de Lac Saint-Jean-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Gédéon, (Comté de Lac Saint-Jean-Est),  
ce 2 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
GÉRARD BOLDUC.

Saint-Gédéon,  
(Comté de Lac Saint-Jean-Est), P.Q. 36212-0

## Province of Quebec

PARISH OF ST. GÉDÉON  
(County of Lake St. John-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Bolduc, Secretary-Treasurer, St. Gédéon, county of Lake St. John-East, until 10 o'clock a.m., Monday, December 21st, 1953, for the purchase of an issue of \$90,000.00 of bonds of the parish of St. Gédéon, county of Lake St. John-East, dated January 1st, 1954 and redeemable serially from January 1st, 1955 to January 1st, 1974 inclusively with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$90,000.00 — 20 years

Year	Capital
January 1st, 1955.....	\$3,000.00
January 1st, 1956.....	3,000.00
January 1st, 1957.....	3,000.00
January 1st, 1958.....	3,000.00
January 1st, 1959.....	3,000.00
January 1st, 1960.....	4,000.00
January 1st, 1961.....	4,000.00
January 1st, 1962.....	4,000.00
January 1st, 1963.....	4,000.00
January 1st, 1964.....	4,000.00
January 1st, 1965.....	5,000.00
January 1st, 1966.....	5,000.00
January 1st, 1967.....	5,000.00
January 1st, 1968.....	5,000.00
January 1st, 1969.....	5,000.00
January 1st, 1970.....	6,000.00
January 1st, 1971.....	6,000.00
January 1st, 1972.....	6,000.00
January 1st, 1973.....	6,000.00
January 1st, 1974.....	6,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jérôme (Metabetchouan), county of Lake St. John, East.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Saint-Jérôme (Metabetchouan) county of Lake St. John-East.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 21st, 1953, at 10 o'clock a.m., at the Public Hall, St. Gédéon, county of Lake St. John-East.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Gédéon, (County of Lake St. John-East),  
December 2nd, 1953.

GÉRARD BOLDUC,  
Secretary-Treasurer.

St. Gédéon,  
(County of Lake St. John-East), P.Q. 36212

Province de Québec

VILLAGE DE ORMSTOWN  
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. R. ROSS, secrétaire-trésorier, B.P. 13, Ormstown, comté Châteauguay, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi le 21 décembre 1953, pour l'achat de \$40,000.00 d'obligation du village de Ormstown, comté de Châteauguay, datées du 1er janvier 1954 et remboursables par séries du 1er janvier 1955 au 1er janvier 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$40,000.00—15 ans

Année	Capital
1er janvier 1955	\$2,000.00
1er janvier 1956	1,000.00
1er janvier 1957	1,000.00
1er janvier 1958	1,500.00
1er janvier 1959	1,500.00
1er janvier 1960	1,500.00
1er janvier 1961	1,500.00
1er janvier 1962	1,500.00
1er janvier 1963	1,500.00
1er janvier 1964	1,500.00
1er janvier 1965	1,500.00
1er janvier 1966	2,000.00
1er janvier 1967	2,000.00
1er janvier 1968	2,000.00
1er janvier 1969	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ormstown, comté Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 décembre 1953, à 7.30 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Ormstown, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ormstown, (Comté de Châteauguay), ce 2 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
L. R. ROSS.

B.P. 13, Ormstown,  
(Châteauguay), P.Q.

36201-0

Province of Quebec

VILLAGE OF ORMSTOWN  
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L. R. ROSS, Secretary-Treasurer, P.O. Box 13, Ormstown, County of Châteauguay, until 7.30 o'clock P.M., Monday, December 21st, 1953, for the purchase of an issue of \$40,000.00 of bonds of the Village of Ormstown, County of Châteauguay, dated January 1st, 1954, and redeemable serially from January 1st, 1955 to January 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on July 1st and January 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$40,000.00 — 15 years

Year	Capital
January 1st, 1955	\$2,000.00
January 1st, 1956	1,000.00
January 1st, 1957	1,000.00
January 1st, 1958	1,500.00
January 1st, 1959	1,500.00
January 1st, 1960	1,500.00
January 1st, 1961	1,500.00
January 1st, 1962	1,500.00
January 1st, 1963	1,500.00
January 1st, 1964	1,500.00
January 1st, 1965	1,500.00
January 1st, 1966	2,000.00
January 1st, 1967	2,000.00
January 1st, 1968	2,000.00
January 1st, 1969	18,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ormstown, County Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, December 21st, 1953, at 7.30 o'clock P.M., at the Town Hall, Ormstown, County Châteauguay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ormstown, (County of Châteauguay), this 2nd of December, 1953.

L. R. ROSS,  
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 13, Ormstown,  
(Châteauguay), P.Q.

36101-0

## Province de Québec

VILLE DE DORVAL  
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand DelTorchio, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 40 rue Martin, Dorval (Jacques-Cartier), jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 22 décembre 1953, pour l'achat de \$581,000 d'obligations de la ville de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$581,000.00—15 ans

Année	Capital
1er décembre 1954.....	\$17,000.00
1er décembre 1955.....	18,000.00
1er décembre 1956.....	19,000.00
1er décembre 1957.....	20,000.00
1er décembre 1958.....	21,000.00
1er décembre 1959.....	22,000.00
1er décembre 1960.....	23,000.00
1er décembre 1961.....	25,000.00
1er décembre 1962.....	26,000.00
1er décembre 1963.....	27,000.00
1er décembre 1964.....	28,000.00
1er décembre 1965.....	30,000.00
1er décembre 1966.....	31,000.00
1er décembre 1967.....	33,000.00
1er décembre 1968.....	241,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Lachine, Cté Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 décembre 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 40 rue Martin, Dorval, Cté Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, (Comté de Jacques-Cartier), ce 3 décembre 1953.

Le Secrétaire-trésorier,  
ARMAND DELTORCHIO.

Hôtel de Ville, 40 rue Martin,  
Dorval, (Cté Jacques-Cartier), P.Q. 36209-0

## Province of Quebec

TOWN OF DORVAL  
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand DelTorchio, Secretary-Treasurer, Town Hall 40 Martin Street, Dorval (Jacques-Cartier), until 8 o'clock p.m., Tuesday, December 22, 1953, for the purchase of an issue of \$581,000 of bonds of the town of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$581,000.00—15 years

Year	Capital
December 1st, 1954.....	\$17,000.00
December 1st, 1955.....	18,000.00
December 1st, 1956.....	19,000.00
December 1st, 1957.....	20,000.00
December 1st, 1958.....	21,000.00
December 1st, 1959.....	22,000.00
December 1st, 1960.....	23,000.00
December 1st, 1961.....	25,000.00
December 1st, 1962.....	26,000.00
December 1st, 1963.....	27,000.00
December 1st, 1964.....	28,000.00
December 1st, 1965.....	30,000.00
December 1st, 1966.....	31,000.00
December 1st, 1967.....	33,000.00
December 1st, 1968.....	241,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at Lachine, County of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lachine, County of Jacques-Cartier.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday December 22, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 40 Martin Street, Dorval, County of Jacques-Cartier. The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval (County of Jacques-Cartier) December 3, 1953,

ARMAND DELTORCHIO,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 40 Martin Street,  
Dorval, (County Jacques-Cartier), P.Q. 36209

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-GÉDÉON-DE-GRANDMONT (Comté de Lac St-Jean-Est)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-GÉDÉON-DE-GRANDMONT (County of Lake-St-John-East)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussignée, Madame Philippe Belduc, secrétaire-trésorière, St-Gédéon, Cté Lac St-Jean-Est, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 22 décembre 1953, pour l'achat de \$205,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Gédéon-de-Grandmont (Lac St-Jean-Est) datées du 1er décembre 1953 et remboursables par séries du 1er décembre 1954 au 1er décembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Philippe Belduc, Secretary-Treasurer, St-Gédéon, County Lake St-John-East, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday December 22nd, 1953, for the purchase of an issue of \$205,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Gédéon-de-Grandmont (Lake St-John-East) dated December 1st, 1953 and redeemable serially from December 1st, 1954 to December 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$205,000—20 ans.

Table of redemption — \$205,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er décembre 1954.....	x\$24,000.00
1er décembre 1955.....	x 25,000.00
1er décembre 1956.....	x 26,000.00
1er décembre 1957.....	x 27,000.00
1er décembre 1958.....	x 28,000.00
1er décembre 1959.....	4,000.00
1er décembre 1960.....	4,000.00
1er décembre 1961.....	4,000.00
1er décembre 1962.....	4,000.00
1er décembre 1963.....	4,000.00
1er décembre 1964.....	4,000.00
1er décembre 1965.....	5,000.00
1er décembre 1966.....	5,000.00
1er décembre 1967.....	5,000.00
1er décembre 1967.....	5,000.00
1er décembre 1969.....	5,000.00
1er décembre 1970.....	6,000.00
1er décembre 1971.....	6,000.00
1er décembre 1972.....	7,000.00
1er décembre 1973.....	7,000.00

Year	Capital
December 1st, 1954.....	x\$24,000.00
December 1st, 1955.....	x 25,000.00
December 1st, 1956.....	x 26,000.00
December 1st, 1957.....	x 27,000.00
December 1st, 1958.....	x 28,000.00
December 1st, 1959.....	4,000.00
December 1st, 1960.....	4,000.00
December 1st, 1961.....	4,000.00
December 1st, 1962.....	4,000.00
December 1st, 1963.....	4,000.00
December 1st, 1964.....	4,000.00
December 1st, 1965.....	5,000.00
December 1st, 1966.....	5,000.00
December 1st, 1967.....	5,000.00
December 1st, 1968.....	5,000.00
December 1st, 1969.....	5,000.00
December 1st, 1970.....	6,000.00
December 1st, 1971.....	6,000.00
December 1st, 1972.....	7,000.00
December 1st, 1973.....	7,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$130,953.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$26,190.65 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total of \$130,953.25 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$26,190.65 each, and from 1954 to 1958, inclusively, shall be received and applied to the service of said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme (Métabetchouan), Cté Lac St-Jean-Est.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme (Métabetchouan) County of Lake St-John-East.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Jérôme (Métabetchouan), Cté Lac St-Jean-Est.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Jérôme (Metabetchouan) County of Lake St-John-East.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 22 décembre 1953, à 7.30 heures

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 22, 1953, at 7.30 o'clock

p.m., en la salle publique, St-Gédéon, Cté Lac St-Jean-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Gédéon, (Comté de Lac St-Jean-Est), ce 2 décembre 1953.

La Secrétaire-trésorière,  
Madame PHILIPPE BOLDUC.

St-Gédéon,  
(Lac-St-Jean-Est), P.Q.

36213-0

p.m., at the Public Hall, St-Gédéon, county of Lake St-John-East.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Gédéon, (County of Lake St-Jean-East) December 2, 1953.

Madame PHILIPPE BOLDUC,  
Secretary-Treasurer.

St-Gédéon,  
(Lake St-John-East), P.Q.

36213

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE LENNOXVILLE

TOWN OF LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), le MARDI, VINGT-NEUF DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante trois (29 décembre 1953), à l'hôtel de ville, Lennoxville, Québec, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Public notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Town Hall, Town of Lennoxville, on TUESDAY, DECEMBER TWENTY-NINTH, nineteen hundred and fifty-three (December 29th, 1953), at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes, school taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Noms de propriétaires	Numéros de cadastre	Taxes totales et intérêts
Names of proprietors	Cadastral numbers	Total taxes and interest
Aubin, Alfred.....	P. 399.....	\$ 24.70
Chailier, Mme-Mrs. Marie-Louise.....	P. 316.....	14.50
Harmer, Mme-Mrs. Alota.....	P. 183.....	151.90
Hoy, Henry.....	332/51.....	62.60
	332/50.....	1.45
	356/178A, 181.....	107.72
Hunting, Ashley.....	356/30.....	49.95
Hunting, Gordon & Ashley.....	356/29.....	13.30
McLean, Malcolm K. & Bertha.....	P. 342.....	104.70
	P. 336.....	10.56
McLean, Murdo Hugh.....	P. 331.....	167.90
Neeley, Mme-Mrs. Ada.....	P. 179.....	65.65
Parkin, Mme-Mrs. Ferne.....	P. 222.....	20.22
Patrick, Douglas.....	347 Bât. seulement-Building only.....	33.90
Picken, Calvin.....	P. 183.....	93.10
Povey, James T. & George.....	299/95, 96 & P. 299 non subdivisé- unsubdivided.....	146.40
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	P. 369.....	308.00
Sarrasin, Philippe.....	P. 331.....	74.95
Woodard, Lindsey A.....	305.....	146.40

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi du village (maintenant ville) de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la ville de Lennoxville, le premier décembre, 1953.

36204-49-2-0 Le Secrétaire-trésorier,  
W. R. BAKER.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Village (now Town) of Lennoxville and are situated in the town of Lennoxville.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at Lennoxville, this first day of December, 1953.

36204-49-2-0 W. R. BAKER,  
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par les présentes donné que les TERRES et HÉRITAGE sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ABITIBI**

Canada — Province de Québec  
District d'Abitibi

Cour Supérieure, **J** JEAN THOMAS FORTIER, beurrier de Senneterre, district d'Abitibi, demandeur; vs OLIVA ST-PIERRE, menuisier de Senneterre, district d'Abitibi, défendeur.

**AVIS DE VENTE**

Les lots numéros trois et quatre (3 et 4) du bloc deux (2) du cadastre officiel du village de Senneterre avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Senneterre, le SAMEDI, NEUF JANVIER 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **F** FERDINAND GERVAIS,  
Amos, le 1 décembre 1953. 36206-49-2-0

**BEAUCE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Dans la Cour du Magistrat,  
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, **F** Feu rev. M. l'Abbé JULES TURCOTTE, à savoir: **T** TURCOTTE, curé de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, contre **J** JOSEPH "PIT" MICHAUD, cultivateur de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, à savoir:

1° La moitié indivise du lot N° sept cent soixante et neuf (769) du cadastre officiel de St-Joseph de Beauce, circonstances et dépendances dans cette partie faisant aujourd'hui partie de l'Enfant-Jésus de Beauce.

2° La moitié indivise des lots numéros sept cent soixante et neuf, quarante-huit; sept cent soixante et neuf, quarante-neuf; sept cent soixante et neuf, cinquante-deux; et sept cent soixante et sept G-1 (769-48, 769-49, 769-52, 767-G-1) du plan amendé d'une partie du cadastre pour la paroisse de St-Joseph, comté de Beauce, maintenant dans la municipalité du Village de l'Enfant-Jésus (Valley Junction), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à distraire les parties vendues ou louées suivant titres, tel que le tout est actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de l'Enfant-Jésus, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, **J. S. POULIOT**,  
St-Joseph de Beauce, 30 novembre 1953.  
36182-49-2-0  
[Première insertion: 5 décembre 1953.]  
[Deuxième insertion: 19 décembre 1953.]

*Fieri Facias de Terris*  
Dans la Cour de Magistrat,  
District de Québec & Beauce

St-Joseph de Beauce, **G** GAUDIAS LAROCHELLE, de Hon- à savoir: **C** CHELLE, de Hon- No 162-960. **f** fleur, Comté de Belle-chasse, contre **H** HENRI BÉGIN, de Ste-Marie de Beauce, à savoir:

N° 1: La moitié indivise d'un certain terrain faisant partie du lot N° 320 (P. 320) du cadastre officiel de Ste-Hénédiène ayant huit arpents en superficie, borné au nord par l'autre partie du

**ABITIBI**

Canada — Province of Quebec  
District of Abitibi

Superior Court, **J** JEAN THOMAS FORTIER, butter-dealer of Senneterre, district of Abitibi, plaintiff; vs OLIVA ST-PIERRE, carpenter of Senneterre, district of Abitibi, defendant.

**NOTICE OF SALE**

Lots number three and four (3 et 4) of block two (2) of the official cadastre of the Village of Senneterre with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Senneterre, SATURDAY, the NINTH day of JANUARY 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **F** FERDINAND GERVAIS,  
Amos, December 1, 1953. 36206-49-2

**BEAUCE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Magistrate's Court,  
District of Beauce

St-Joseph de Beauce, **T** The late Reverend To wit: **F** Father JULES TURCOTTE, curate of l'Enfant-Jésus, county of Beauce, vs **J** JOSEPH "PIT" MICHAUD, farmer of l'Enfant-Jésus, county of Beauce.

1. The undivided half of lot No. seven hundred and sixty-nine (769) of the official cadastre of St-Joseph de Beauce, circumstances and dependencies in that part, presently included in l'Enfant-Jésus de Beauce.

2. The undivided half of lots numbered seven hundred and sixty-nine, forty-eight; seven hundred and sixty-nine, forty-nine; seven hundred and sixty-nine, fifty-two; and seven hundred and sixty-seven, G-1 (769-48, 769-49, 769-52, 767-G-1) of the amended plan of part of the cadastre for the parish of St-Joseph, county of Beauce, presently included in the municipality of the Village of l'Enfant-Jésus (Valley Junction), with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, to be distracted the parts sold or leased according to title, such as the whole stands presently.

To be sold at the parochial church door, in the parish of l'Enfant-Jésus, the ELEVENTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the morning.

J. S. POULIOT, Sheriff.  
St-Joseph de Beauce, November 30, 1953.  
[First insertion: December 5, 1953.]  
[Second insertion: December 19, 1953.]  
36182-49-2

*Fieri Facias de Terris*  
Magistrate's Court  
Quebec & Beauce District

St-Joseph de Beauce, **G** GAUDIAS LAROCHELLE, of Hon- To wit: **C** CHELLE, of Hon- No. 162-960. **f** fleur, County of Belle-chasse, vs **H** HENRI BÉGIN, of Ste-Marie de Beauce.

No. 1: The undivided half of a certain piece of land forming part of lot No. 320 (P. 320) of the official cadastre of Ste-Hénédiène measuring eight arpents in area, bounded to the north by

lot N° 320 et appartenant à Rolland Royer, à l'est par le lot N° 321 appartenant à Léandre Savoie, au sud par le lot N° 309 appartenant à Charles Dallaire et à l'ouest par une partie du lot N° 319 ci-après décrite et appartenant au vendeur.

N° 2: La moitié indivise d'un autre terrain faisant partie du lot N° 319 (P. 319) du cadastre officiel de Ste-Hénédine, ayant une superficie de quinze arpents, borné au nord par une partie du même lot appartenant à Rolland Royer, à l'est par une partie du lot N° 320 susdécrite et appartenant au vendeur, au sud par le N° 309 appartenant à Charles Dallaire et à l'ouest par le lot N° 317 appartenant à Théophile Royer, tel que le tout est actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Hénédine, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
St-Joseph de Beauce, 30 novembre 1953. J. S. FOULIOT.  
36181-49-2-o  
[Première insertion: 5 décembre 1953.]  
[Seconde insertion: 19 décembre 1953.]

the other part of lot No. 320 and belonging to Rolland Royer, to the east by lot No. 321 the property of Léandre Savoie, to the south by lot No. 309 the property of Charles Dallaire and to the west by a part of lot No. 319 hereinafter described and belonging to the vendor.

No. 2: The undivided half of another piece of land forming part of lot No. 319 (P. 319) of the official cadastre of Ste-Hénédine, fifteen arpents in area, bounded to the North by a part of same lot belonging to Rolland Royer, to the East by part of lot No. 320 hereinabove described and belonging to the vendor, to the South by No. 309 the property of Charles Dallaire and to the West by lot No. 317 belonging to Théophile Royer, all as the whole stands presently.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Ste-Hénédine the ELEVENTH day of JANUARY next at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,  
St-Joseph de Beauce, November 30, 1953. Sheriff.  
36181-49-2  
[First insertion: December 5, 1953.]  
[Second insertion: December 19, 1953.]

**BEDFORD**

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
N° 5003. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et in-  
corporé ayant son siège social à Québec, deman-  
deur; vs JEAN DURANLEAU, R.R. 2 Eastman,  
Co. Brome, défendeur.

"Une propriété de ferme, connue au cadastre officiel pour le Canton de Bolton, comme étant les lots numéros onze cent soixante-douze et onze-cent soixante-quatorze (1172-1174) contenant cent huit acres plus ou moins en superficie.

Avec les bâtisses et amélioration dessus".

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de St-Édouard-de-Eastman, MERCREDI le SEIZE (16) DÉCEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Sweetsburg, 9 nov. 1953. A. ST-MARTIN.  
36021-46-2-o

**BEDFORD**

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 5003. { CREDIT BUREAU,  
body politic and incorporated,  
having its head-office at Quebec, plaintiff, vs  
JEAN DURANLEAU, R.R. 2 Eastman, Co.  
Brome, defendant.

"A farm property, known in the official cadastre for the township of Bolton, as being lots eleven hundred and seventy-two and eleven hundred and seventy-four (1172-1174) containing one hundred and eight acres, more or less, in superficial area.

With the buildings and improvement thereon".

To be sold at the door of the Catholic Church of St-Edouard-de-Eastman, WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST. MARTIN,  
Sweetsburg, November 9, 1953. Sheriff.  
36021-46-2

Canada — Province de Québec  
District de Bedford

Cour Supérieure, { BERLET FRUIT INC., un  
N° 338253. { corps politique et incor-  
poré, dûment constituée en  
corporation, ayant son siège social et principale  
place d'affaires en les cité et district de Mont-  
réal, demanderesse, vs ROLAND CABANA, de  
la cité de Granby, district de Bedford, province  
de Québec, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement sis et situé en la Cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le Canton maintenant Cité de Granby, comme étant la subdivision officielle numéro deux, du lot originaire numéro six cent dix (610-2) avec les bâtisses dessus construites et les dépendances appartenant."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique Ste-Famille-de-Granby, comté de Shefford,

Canada — Province of Quebec  
District of Bedford

Superior Court, { BERLET FRUIT INC., a  
No. 338253 { body corporate and po-  
litic, duly incorporated, ha-  
ving its head office and principal place of business  
in the city and district of Montreal, plaintiff,  
vs ROLAND CABANA of the city of Granby,  
in the District of Bedford, Province of Quebec,  
Defendant.

As belonging to the Defendant:

"An emplacement situate in the City of Granby, known and designated in the official plan and book of reference of the cadastre for the township, now City of Granby, as being official subdivision two, of original lot number six hundred and ten (610-2) with buildings erected thereon and dependencies belonging thereto."

To be sold at the Catholic church door of Ste-Famille-de-Granby, county of Shefford,.

JEUDI le DIX-SEPT (17) DÉCEMBRE, 1953, à DIX heures de l'avant midi.

Le Shérif,  
A. ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,  
Sreetsburg, 9 nov. 1953.

36020-46-2

**BONAVENTURE**

Province de Québec  
District de Bonaventure  
New Carlisle.

Cour de Magistrat, N° 5692. { LIONEL POULIN, industriel, de St. Charles de Caplan, comté et district de Bonaventure, demandeur vs LE CURATEUR PUBLIC DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, agissant en sa qualité de Curateur à Robert Gallagher, de St-Charles de Caplan susdit, défendeur.

"Un certain terrain sis et situé dans le deuxième Rang du Canton de New Richmond, à la Rivière Caplan, mesurant environ trois acres et demi de largeur sur la profondeur du lot, et contenant soixante-six acres en superficie (66) plus ou moins, étant connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent soixante-dix-huit et le lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (478 et 479) du Cadastre Officiel pour ledit Canton, borné en front par le premier rang en arrière, au nord, par le troisième rang, à l'est, par Jean Loubert ou représentants et à l'ouest par Grant Jamieson, avec ensemble les bâtisses et dépendances dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Charles de Caplan, comté et district de Bonaventure, le QUINZIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent cinquante-quatre (15 janvier 1954) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.  
New-Carlisle, 25 novembre 1953. 36183-49-2-0

**GASPÉ**

District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 14252. { JAMES GORDON RUSSELL de Cap-Chat, district de Gaspé contre ADJUTOR VALLEE, de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé.

1° Une terre consistant dans les lots vingt-cinq-A, (25-A), et vingt-cinq-B (25-B) au cadastre officiel du premier rang, canton Tourelle, à distraire une largeur d'un arpent, propriété de Raoul Vallée, sur toute la longueur est, des dits lots 25-a et 25-b, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre consistant dans les lots vingt-huit-A (28-A) et vingt-sept-B (27-B) à distraire de 28-A la propriété d'Antoine Brisebois au nord du boulevard Perron et de 27-b, la propriété de la Couronne occupée par Charles Vallée, d'une largeur d'un arpent plus ou moins, sur toute la longueur est, du dit lot 27-b, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances:

3° Les impenses, défrichements, améliorations et droits de préemption sur le lot numéro trentesix (36) du deuxième rang, canton Tourelle.

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joachim-de-Tourelle, comté de Gaspé, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1953 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.  
Percé, P.Q. le 4 novembre 1953. 36022-46-2-0

THURSDAY, the SEVENTEENTH (17) day of DECEMBER, 1953, at TEN o'clock of the forenoon.

A. ST. MARTIN,  
Sheriff.

Sheriff's Office,  
Sweetsburg, Nov. 9, 1953.

36020-46-2

**BONAVENTURE**

Canada, Province of Quebec  
District of Bonaventure  
New-Carlisle.

Magistrate Court, N° 5692. { LIONEL POULIN, industrialist, of St-Charles of Caplan, county and

district of Bonaventure, plaintiff, vs THE PUBLIC CURATOR OF THE PROVINCE OF QUEBEC, acting in his capacity of Curator to Robert Gallagher, of St-Charles of Caplan aforesaid, defendant.

"A certain piece or portion of land, lying and situate in the Second Range of the Township of New Richmond, at Rivière Caplan, measuring approximately three acres and one half (3½) in width by the depth of the lot, and containing sixty-six (66) acres in superficies more or less, being known and designated as being lot number four hundred and seventy-eight and the lot number four hundred and seventy-nine (478 and 479) of the Official Cadastre for the said township, bounded in front by the first Range behind, to the North, by the Third Range, to the East, by Jean Loubert or representatives and to the West, by Grant Jamieson, with buildings and dependencies thereon constructed."

To be sold at the parochial church door of St-Charles de Caplan, county and district of Bonaventure, the FIFTEENTH day of JANUARY, nineteen hundred and fifty-four (15th. January 1954) at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,

Sheriff's Office, Sheriff.  
New-Carlisle, November 25th, 1953. 36183-49-2-0

**GASPÉ**

District of Rimouski

Superior Court, N° 14252. { JAMES GORDON RUSSELL of Cap-Chat, district of Gaspé, vs ADJUTOR VALLEE, of Ste-Anne-des-Monts, County of Gaspé.

1. A farm consisting of lots twenty-five-A (25-A) twenty-five-B (25-B) of the official cadastre of Rang one, Township of Tourelle, to be distracted, the width of one arpent, property of Raoul Vallée, by the easterly length, of said lots 25-A and 25-B, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. A farm consisting of lots twenty-eight-A (28-A) and twenty-seven-B (27-B) to be distracted from 28-A, the property of Antoine Brisebois, north of Boulevard Perron and from 27-B, the property of the Crown, occupied by Charles Vallée, on a width of one arpent, more or less, by the easterly length, of said lot 27-B, with building erected thereon, circumstances and dependencies.

3. The upkeep, clearing, improvements and pre-emption rights on lot number thirty-six (36) of Range two, Township of Tourelle.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Joachim-de-Tourelle, County of Gaspé, the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1953, at TEN o'clock of the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Percé, P.Q., November 4, 1953. 36022-46-2

**NICOLET**

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 1883. { **L** **LORENZO ROUSSEAU**, commerçant, domicilié et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, demandeur vs **HENRI HORION** et **GEORGES HORION**, tous deux résidant à Grand St-Esprit, district de Nicolet, défendeurs, re: **HENRI HORION**.

Une terre située en la paroisse de Ste-Monique, dans le rang du Grand St-Esprit, de la contenance de trois arpents de largeur sur environ dix-sept arpents de profondeur et connue et désignée comme étant la moitié latérale et longitudinale nord du lot numéro cent-vingt (N. N° 120) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Monique, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE (1953) à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **ANTONIO BLONDIN**,  
Nicolet, 10 novembre 1953. 36049-46-2-o

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Nicolet

Cour Supérieure, N° 1883. { **L** **LORENZO ROUSSEAU**, commerçant domicilié et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, demandeur vs **HENRI HORION** et **GEORGES HORION**, tous deux résidant à Grand St-Esprit, district de Nicolet, défendeurs. Re: **GEORGES HORION**.

Un lot de terre faisant partie du lot N° cinquante-trois (53) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique, cette partie étant un arpent latéral et longitudinal sud du dit lot N° cinquante-trois (53);

Un lot de terre étant le N° cinquante-quatre (54) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Un lot numéro cinquante-cinq (55) du cadastre officiel, du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Un lot de terre étant la juste moitié latérale et longitudinale nord du lot N° cinquante-six (56) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Monique;

Le tout avec toutes les maisons, granges, autres bâtisses et dépendances érigées sur lesdits lots, lesdits lots formant un seul et même immeuble et une seule et même exploitation.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE (1953) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **ANTONIO BLONDIN**,  
Nicolet, 10 novembre 1953. 36048-46-2-o

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*  
Province de Québec — District de Roberval  
Cour Supérieure, N° 14893. { **L** **ÉO SIMARD LTÉE**, corps politique incorporé ayant bureau à Alma, demandeur, vs **JOS.-EDMOND GAGNÉ** de Notre-Dame-d'Hébertville, défendeur.

**NICOLET**

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Nicolet

Superior Court, No. 1883. { **L** **LORENZO ROUSSEAU**, dealer, domiciled and residing in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, vs **HENRI HORION** and **GEORGES HORION**, both residing at Grand St-Esprit, district of Nicolet, defendants, re: **HENRI HORION**.

A farm situate in the parish of Ste-Monique in the Grand St-Esprit Range, containing three arpents in width by about seventeen arpents in depth and known and designated as being the northern lateral and longitudinal half of lot number one hundred and twenty (N. No. 120) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Monique, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, (1953) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **ANTONIO BLONDIN**,  
Nicolet, November 10, 1953. 36049-46-2

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Nicolet

Superior Court, No. 1883. { **L** **LORENZO ROUSSEAU**, dealer, domiciled and residing in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, vs **HENRI HORION** and **GEORGES HORION**, both residing at Grand St-Esprit, district of Nicolet, defendants, re: **GEORGES HORION**.

A lot of land forming part of lot No. fifty-three (53) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique, this part being a southern lateral and longitudinal arpent of the said lot No. fifty-three (53);

A lot of land being No. fifty-four (54) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

A lot number fifty-five (55) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

A lot of land being the exact northern lateral and longitudinal half of lot No. fifty-six (56) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique;

The whole, with houses, barns, other buildings and dependencies erected upon the said lots, the said lots forming a one and only immoveable and a one and only estate.

To be sold at the parochial church door of Ste-Monique, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, (1953) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **ANTONIO BLONDIN**,  
Nicolet, November, 10, 1953. 36048-46-2

**ROBERVAL**

*Fieri Facias de Terris*  
Province of Quebec — District of Roberval  
Superior Court, No. 14893. { **L** **ÉO SIMARD LTÉE**, body politic and corporate, with office at Alma, Plaintiff, vs **JOS.-EDMOND GAGNÉ**, of Notre-Dame-d'Hébertville, defendant.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Un terrain et emplacement sis et situé en le village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant quatre-vingt pieds de largeur par quatre-vingt-trois pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195), du cadastre officiel pour le village d'Hébertville, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances: borné à l'Est, au chemin public, et de tous les autres côtés au terrain de Epiphane Simard, le tout tel que clôturé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, comté Lac St-Jean, District de Roberval, province de Québec, le QUATORZIÈME (14) jour de DÉCEMBRE 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.  
Bureau du Shérif,  
Palais de Justice de Roberval, Le Shérif,  
Dist. de Roberval, ANTOINE TREMBLAY.  
ce 11 novembre 1953. 36051-46-2-o

Notice is hereby given that the abovementioned lands and heritages have been seized and shall be sold at the respective times and places mentioned below.

A piece of land and emplacement situated in the village of Hébertville, in the county of Lake St-John, measuring eighty feet in width by eighty-three feet in depth, forming part of lot number one hundred and ninety-five (195), of the official cadastre for the village of Hébertville, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies: bounded to the east, by the public road, and on all other sides by the land of Epiphane Simard, the whole such as fenced-in.

To be sold at the Church door of the parish of Notre-Dame-d'Hébertville, county of Lake St-John, district of Roberval, Province of Quebec, the FOURTEENTH (14) day of DECEMBER 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.  
ANTOINE TREMBLAY,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Court House of Roberval,  
District of Roberval,  
this November 11, 1953. 36051-46-2

**SAGUENAY**

Canada — Province de Québec  
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 7676. { LA BANQUE CANADIENNE, NATIONALE corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal et un bureau à La Malbaie, demanderesse: vs RAOUL BOIVIN, journalier, de Pointe-au-Pic, et ARTHUR BOIVIN, menuisier, ci-devant de Pointe-au-Pic, et demeurant à 204, rue de la Capricieuse, en la cité de Québec, défendeurs.

Un certain terrain, situé dans le village de la Pointe-au-Pic, à l'angle des avenues Murray et Warren, et étant une partie du lot P-46 du cadastre officiel pour ledit village, mesurant 90 pieds par 55 pds environ, et borné comme suit: en front, au nord-est, à l'avenue Murray, d'un côté, au nord-ouest, à l'avenue Warren, et des deux autres côtés à partie du même lot P-46, propriété de J. Ed. Warren ou représentants, avec toutes bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Pointe-au-Pic MERCREDI le SEIZE décembre à DEUX heures de l'après-midi.  
Le Shérif,  
Bureau du Shérif, PIERRE NÉRON.  
Le 7 novembre 1953. 36023-46-2-o

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fieri Facias de Terris*  
District de St-François, Sherbrooke

Cour Supérieure, No 2572. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant, vs MAURICE MERCIER, autrefois de Lac Mégantic, Cté Frontenac, et maintenant de Cowansville, Cté Missisquoi, intimé.

Comme appartenant au dit intimé:  
"La moitié sud-ouest du lot numéro quarante-huit et le lot numéro quarante-neuf du rang cinq des plan et livre de renvoi officiels du canton de Spaulding, avec bâtisses."

Pour être vendus "en bloc", au Bureau d'Enregistrement, à Lac Mégantic, MERCREDI, le

**SAGUENAY**

Canada — Province of Quebec  
District of Saguenay

Superior Court, No. 7676. { LA BANQUE CANADIENNE, NATIONALE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Montreal, and an office at La Malbaie, Plaintiff: vs RAOUL BOIVIN, laborer, of Pointe-au-Pic, and ARTHUR BOIVIN, joiner, heretofore of Pointe-au-Pic, and living at 204, Capricieuse Street, in the City of Quebec, defendants.

A certain piece of land, situate in the village of Pointe-au-Pic, at the angle of Murray and Warren Avenues, and being part of lot P-46 of the official cadastre for the said village, measuring 90 feet by about 55 feet, and bounded as follows: in front, on the northeast, by Murray Avenue, on one side, on the northwest, by Warren Avenue, and on the other two sides by part of the same lot P-46, property of J. Ed. Warren or representatives, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pointe-au-Pic, WEDNESDAY, DECEMBER SIXTEENTH at TWO o'clock in the afternoon.  
PIERRE NÉRON,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
November 7, 1953. 36023-36-2-o

**SAINT FRANCIS**

*Fieri Facias de Terris*  
District of St. Francis, Sherbrooke

Superior Court, No. 2572. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office at Quebec, applicant, vs MAURICE MERCIER, formerly from Lac Mégantic, Co., Frontenac, and Now of Cowansville, Co. Missisquoi, appellee.

As belonging to the said appellee:  
"The south-west half of lot number forty-eight and the lot number forty-nine of range five on the official cadastral plan and book of reference for the township of Spaulding, with buildings."

To be sold "en bloc", at the Registry Office, at Lac Mégantic, WEDNESDAY, the SIXT-

SEIZE DÉCEMBRE 1953, à DEUX ET TRENTE heures P. M.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
JOS LABRECQUE.  
District de St-François, 10 novembre 1953.  
36031-46-2-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Province de Québec — District de St-François  
Cour Supérieure, { LA BANQUE ROYALE  
N° 11,670. { DU CANADA, banque  
à charte dûment incorporée  
ayant son bureau-chef en les cité et district de  
Montréal, et une place d'affaires en la ville de  
Coaticook, district de St-François, demanderesse,  
vs LES HÉRITIERS DE FEU AZARIAS  
MOREAU, décédé à Barnston, le ou vers le 6  
octobre 1953, défendeur.

Comme appartenant aux dits défendeurs:  
"Une propriété de ferme au Canton de Barnston,  
étant les lots numéros neuf-C, dix-A, onze-A,  
dans le onzième rang au plan et livre de renvoi  
officiels dudit canton de Barnston, avec les bâ-  
tisses dessus érigées, circonstances et dépen-  
dances."

Pour être vendus "en bloc" les dits lots avec  
bâtisses, au Bureau d'enregistrement dans la  
ville de Coaticook, MARDI, le CINQ JAN-  
VIER 1954; à UNE heure et DEMIE de l'après-  
midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
JOS LABRECQUE.  
District de St-François, ce 28 novembre 1953.  
[Première insertion, le 5 décembre 1953.]  
36180-49-2-0

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { RAYMOND PERRON,  
N° 8085. { journalier, de la paroisse  
de Ste-Rosalie, comté de Ba-  
got, district de St-Hyacinthe, demandeur, vs  
ERNEST DUHAMEL, journalier, de Belœil,  
district de Richelieu, défendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:  
Un emplacement situé au village de Saint-Denis-  
sur-Richelieu, connu et désigné comme étant  
partie du lot numéro cent soixante-dix-neuf  
(P. 179) des plan et livre de renvoi officiels de la  
paroisse de St-Denis, comté de Saint-Hyacinthe:  
tenant: en front, à la rue Yamaska; en arrière au  
terrain du collège; d'un côté au terrain d'Horm.  
Angers; d'autre côté au terrain de Napoléon  
Richard; avec maison et autres bâtisses y éri-  
gées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de Saint-Denis sur Richelieu, le MARDI, le  
le CINQUIÈME jour de JANVIER mil neuf  
cent cinquante-quatre, à DEUX heures de l'après-  
midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
MAURICE BOURGEOIS.  
St-Hyacinthe, le 18 novembre 1953. 36198-49-2-0

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Vu que dans une cause dans laquelle:

Cour Supérieure, { ARTHUR CASAUBON,  
N° 9553. { photographeur, domicilié  
à 10340, rue Saint-Charles,  
cité et district de Montréal, en sa qualité d'exéc-

EENTH of DECEMBER 1953, at TWO  
THIRTY o'clock in the afternoon.

JOS LABRECQUE,  
Sheriff's Office, Sherbrooke,  
District of St. Francis, November the 10th, 1953.  
36031-46-2-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Province of Quebec — District of St-François  
Superior Court, { THE ROYAL BANK OF  
No. 11670. { CANADA, chartered  
bank duly incorporated, hav-  
ing its head office in the city and district of Mont-  
real, and a place of business in the Town of  
Coaticook, district of St. Francis, plaintiff, vs  
THE HEIRS OF THE LATE AZARIAS MO-  
REAU, deceased at Barnston on or about the  
6th of October 1953, defendants.

As belonging to the said defendants:  
"A farm property in the Township of Barnston,  
being the lots numbers nine-C, ten-A, eleven-A,  
in the eleventh rangé upon the official plan and  
book of reference for the said township of Barnston,  
with buildings thereon erected, circumstances and  
dependences."

To be sold "en bloc", the said lots, with  
buildings, at the Registry Office in the Town of  
Coaticook, TUESDAY the FIFTH of JANUA-  
RY, 1954, at ONE THIRTY o'clock in the  
afternoon.

JOS LABRECQUE,  
Sheriff's Office, Sherbrooke,  
District of St-François, the 28th of  
November 1953. 36180-49-2-0  
[First insertion the 5th of December 1953.]

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { RAYMOND PERRON,  
No. 8085. { labourer, of the parish of  
Ste-Rosalie, county of Bagot,  
district of St. Hyacinthe, plaintiff, vs ERNEST  
DUHAMEL, labourer, of Belœil, district of Ri-  
chelieu, defendant.

Seized as belonging to the defendant:  
An emplacement situate in the village of Saint-  
Denis-sur-Richelieu, known and designated as  
being part of lot number one hundred and seven-  
ty-nine (P. 179) on the plan official and book of  
reference of the parish of St. Denis, county of  
Saint Hyacinthe: adjacent: in front to Yamaska  
street; in the rear to the college land; on one side  
to the land of Horm. Angers; on another side to  
the land of Napoleon Richard; with house and  
other buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of  
Saint-Denis-sur-Richelieu, TUESDAY, the FIFTH  
day of JANUARY of the year one thousand nine  
hundred and fifty-four, at TWO o'clock in the  
afternoon.

MAURICE BOURGEOIS,  
Sheriff's Office, Sherbrooke,  
St. Hyacinthe, November 18, 1953. 36198-49-2

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

In view of a case in which:

Superior Court, { ARTHUR CASAUBON,  
No. 9553. { photo-engraver, residing  
at 10340 St. Charles Street,  
city and district of Montreal, in his capacity of

teur testamentaire de la succession de feu Adéline Gagnon, en son vivant veuve de Charles Casaubon, rentier, de la paroisse de Saint-Justin, district de Trois-Rivières, est demandeur *ès-qualité*, vs LÉONA CASAUBON, épouse contractuellement séparée de biens d'Eugène Lambert, autrefois marchand, maintenant employé d'usine, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux de la paroisse de Saint-Justin district des Trois-Rivières, est défenderesse; ladite Léona Casaubon, défenderesse, par le jugement de la Cour du Banc de la Reine, siégeant en Appel à Québec, en date du 6ième jour d'octobre 1953, renversant celui de la Cour supérieure de ce district rendu en cette cause le 24 juillet 1951, a obtenu condamnation contre ledit Arthur Casaubon, demandeur *ès-qualité* et comme appartenant à ce dernier.

"Un morceau de terrain, situé dans le rang Saint-Jacques en la parisse de Saint-Joseph de Maskinongé et étant le lot de terre désigné sous le numéro onze cent un (1101) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la parisse de Saint-Joseph de Maskinongé, et comprenant environ dix arpents et trente perches en superficie, avec une grange dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la parisse de Saint Joseph de Maskinongé, MARDI le CINQ JANVIER 1954, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.  
Trois-Rivières, le 2 décembre 1953.  
36207-49-2-o

executor to the estate of the late Adéline Gagnon, in her lifetime widow of Charles Casaubon, annuitant, of the parish of St. Justin, district of Trois-Rivières, is the plaintiff *ès-qualité*, vs LEONA CASAUBON, wife separate as to property by marriage contract, of Eugène Lambert, formerly a merchant but presently employed in a plant, and the latter to authorize his said wife for purposes herein set forth, both of the parish of St. Justin, district of Trois-Rivières, is the defendant; the said Léona Casaubon, defendant, by judgment of the Court of Queen's Bench, sitting in Appeal at Quebec, on the 6th day of October 1953, reversing that of the Superior Court of said district rendered in this case on July 24, 1951, obtained judgment against, the said Arthur Casaubon, plaintiff, *ès-qualité* and as belonging to the latter.

"A piece of land, situate in Range St. Jacques, in the parish of St. Joseph of Maskinongé and being a lot of land designated under number eleven hundred and one (1101) of the official cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of St. Joseph de Maskinongé, and containing about ten arpents and thirty rods in area, with a barn erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St. Joseph de Maskinongé, TUESDAY, the FIFTH day of JANUARY 1954, at TEN o'clock in the forenoon.

MERCIER & PELLERIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, December 2, 1953.  
36207-49-2

## Index de la Gazette officielle de Quebec, N° 49

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Chalifoux vs Lemoyne.....	3642
Tardif vs Blanchette.....	3642
Veilleux vs Nadeau.....	3642

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1276 — Concernant la Loi de l'Impôt sur les Corporations.....	3642
1295 — Concernant des modifications de la Loi de la Sécurité dans les édifices publics <i>et al.</i> .....	3643
1296-A — Camionnage, Ile de Montréal	3643
1297 — Etablissements commerciaux de St-Félicien.....	3643

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3603

### AVIS DIVERS:

Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos (Directeurs).....	3653
Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos (Règlements).....	3653
Fédération des Professeurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (Formation).....	3654
Haldimand, munic. de (Changement de nom).....	3655
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Directeurs).....	3656
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Règlements).....	3656

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Chalifoux vs Lemoyne.....	3642
Tardif vs Blanchette.....	3642
Veilleux vs Nadeau.....	3642

### ORDERS IN COUNCIL:

1277 — Concerning the Corporation Tax Act.....	3642
1295 — Concerning amendments of the Public Building Safety Act <i>et al.</i> ....	3643
1296-A — Cartage, Island of Montreal	3650
1297 — Commercial establishments of St. Felicien.....	3644

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3603

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos (Directeurs).....	3653
Asbestos Community Association — L'Association de la Communauté d'Asbestos (By-Laws).....	3653
Fédération des Professeurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (Formation).....	3654
Haldimand, munic. of (Change of name)	3655
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (Directors).....	3656
Hillsdale Golf and Country Club Inc. (By-Laws).....	3656

Ideal Metals & Alloys Ltd. (Directeurs)	3654	Ideal Metals & Alloys Ltd. (Directors)	3654
La Caisse Populaire de Les Escoumains (Fondation)	3654	La Caisse Populaire de Les Escoumains (Fondation)	3654
La Caisse Populaire de St-Denis de Montréal (Fondation)	3657	La Caisse Populaire de St-Denis de Montréal (Fondation)	3657
La Caisse Populaire St-Jude d'Omerville (Fondation)	3654	La Caisse Populaire St-Jude d'Omerville (Fondation)	3654
L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Bagotville, Paroisse et Village (Formation)	3654	L'Association des Instituteurs et Institutrices Laïcs de Bagotville, Paroisse et Village (Formation)	3654
L'Association des Marchands Détaillants de Kénogami (Formation)	3656	L'Association des Marchands Détaillants de Kénogami (Formation)	3656
Melodie Frocks Co. (Directeurs)	3657	Melodie Frocks Co. (Directors)	3657
Montreal Polish Credit Union (Fondation)	3655	Montreal Polish Credit Union (Fondation)	3655
Nouvelle, munic. de (Changement de nom)	3655	Nouvelle, munic. of (Change of name)	3655
Syndicat C.N. des Employés du Cuir et de la Chaussure de Marieville (Formation)	3656	Syndicat C.N. des Employés du Cuir et de la Chaussure de Marieville (Formation)	3656
The Linton Apartments (1953) Limited (Directeurs)	3655	The Linton Apartments (1953) Limited (Directors)	3655
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Decarie Boulevard Milk Bar Inc.	3657	Decarie Boulevard Milk Bar Inc.	3657
Jack Liss & Sons (Canada) Ltd.	3658	Jack Liss & Sons (Canada) Ltd.	3658
Spring Products Limited	3657	Spring Products Limited	3657
Twin Mountain Home	3658	Twin Mountain Home	3658
<b>COMPAGNIES DISSOUTES:</b>		<b>COMPANIES DISSOLVED:</b>	
Albert Nagley Ltd.	3658	Albert Nagley Ltd.	3658
Huntingdon Realities Limited	3658	Huntingdon Realities Limited	3658
John R. Hoyle Agent, Limited	3659	John R. Hoyle Agent, Limited	3659
La Chaussure B & B Inc.— B & B Shoe Inc.	3659	La Chaussure B & B Inc.— B & B Shoe Inc.	3659
Nerom Limited	3659	Nerom Limited	3659
Service Contracting Company Limited	3659	Service Contracting Company Limited	3659
Valley Flax Products, Ltd.	3659	Valley Flax Products Ltd.	3659
<b>CURATELLE PUBLIQUE:</b>		<b>PUBLIC CURATORSHIP:</b>	
Hudson, Succession Léonard	3660	Hudson, Estate of Léonard	3660
<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
Aisenberg, Harry	3636	Aisenberg, Harry	3636
Anderson, Keith K.	3632	Anderson, Keith K.	3632
Beauharnois, commissaires d'écoles de la cité de	3638	Beauharnois, School Commissioners of the city of	3638
Cap-de-la-Madeleine, Comm. d'écoles	3631	Cap-de-la-Madeleine, School Comm.	3631
Donnacona, ville de	3634	Donnacona, town of	3634
Dorval, ville de	3640	Dorval, town of	3640
Giffard, village	3633	Giffard, village	3633
Isabelle, Succession Emile	3636	Isabelle, Estate of Emile	3636
Lachute, ville de	3639	Lachute, town of	3639
La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, paroisse de	3639	La Présentation de la Ste-Vierge de Dorval, parish of	3639
La Zénith Compagnie d'Assurance Mutuelle	3641	Zénith Mutual Insurance Company	3641
Leduc, Mme Léocadie	3635	Leduc, Mrs. Léocadie	3635
Longueuil, Commissaires d'écoles de la paroisse de	3632	Longueuil, School Commissioners of the parish of	3632
Montréal-Nord, ville de	3637	Montreal-North, town of	3637
Montréal, ville de	3632	Montreal, city of	3632
Mont-Royal, ville	3632	Mount-Royal, town	3632
Pointe-aux-Trembles, ville de	3639	Pointe-aux-Trembles, town of	3639
Québec, cité de	3637	Quebec, city of	3637
Shariro, Vladimir	3638	Shariro, Vladimir	3638
Sherbrooke, Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de <i>et al.</i>	3633	Sherbrooke, Roman Catholic School Commissioners of the city of <i>et al.</i>	3632
Sœurs de St. Joseph de St. Hyacinthe	3631	Sœurs de St-Joseph de St-Hyacinthe	3631
St-Eustache, ville de	3640	St-Eustache, town of	3640
St-Joseph, paroisse de	3636	St-Joseph, parish of	3636
St-Laurent, paroisse de	3635	St-Laurent, parish of	3635
St-Laurent, ville de	3635	St-Laurent, town of	3635
St-Rémi, ville de <i>et al.</i>	3641	St-Rémi, town of <i>et al.</i>	3641

Temple Beth Sholom .....	3635	Temple Beth Sholom .....	3635
Thetford-Mines, commissaires d'écoles de la cité de .....	3640	Thetford-Mines, School Commissioners of the city of .....	3640
Victoriaville, ville de .....	3638	Victoriaville, town of .....	3638
Weinstein, Milton .....	3631	Weinstein, Milton .....	3631

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

*Industrie laitière:*

Ordonnance N° 16-51A — Joliette .....	3660
Ordonnance N° 23-51B — Berthierville .....	3662
Ordonnance N° 25-51A — Brownsburg .....	3661
Ordonnance N° 50-51A — St-Gabriel-de-Brandon .....	3661
Ordonnance N° 61-50E — L'Assomption .....	3662

INSTRUCTION PUBLIQUE:

*Municipalité scolaire de:*

Bassin .....	3663
Canrobert .....	3663
St-Elie-de-Caxton .....	3663
St-Théophile-d'Ely .....	3663

TERRES ET FORÊTS:

*Service du Cadastre:*

Mont-Laurier, village de .....	3664
Montréal, cité de .....	3664
Montréal, cité de .....	3664
Taché, canton de .....	3664

TRAVAIL:

*Industrie ou métiers de:*

Barbiers et coiffeuses de Victoriaville (Prélèvement) .....	3666
Chapellerie pour hommes et garçons dans la Province (Modification) .....	3665

LETTRES PATENTES:

Acme Asbestos Company Ltd .....	3604
Agences Claude Limitée — Claude Agencies Limited .....	3605
Air Operated Equipment and Supplies Limited .....	3605
André Théoret Compagnie Limitée .....	3605
Arday Plumbing and Heating Supplies Inc. ....	3606
Armand Magnan Inc. ....	3606
Berke's Snak Bar Ltd. ....	3606
Brinton Realty Corp. ....	3607
Canadian Ruler, Limited .....	3607
Capitol Industries Ltd. ....	3608
Cascade Building Company .....	3608
Central Loan and Finance Company .....	3608
Chambly Investment Ltd. ....	3609
Chelsea Investment Corporation .....	3609
Coffee-Matic Company Limited .....	3609
Construction Dumas & Dumas Ltée .....	3610
Drummond Stainless Steel Co. Ltd. ....	3610
Duvan Copper Company Ltd. ....	3610
Electrical Motor Service Ltd. ....	3611
Ellenby Investments Ltd. ....	3611
Farm Desinfection Service Ltd. — Ser- vice de Desinfection des Fermes Ltée (Correction) .....	3625
Garage St-Basile Inc. ....	3612
Immeubles Impérial Compagnie Limitée .....	3612
Immeubles Providence Inc. — Provi- dence Realities Inc. ....	3612
Imprimerie Lambert & Levesque Ltée .....	3613
Insurance Claims Adjustment Com- pany Ltd. ....	3613
Issie Caron Realities Ltd. ....	3613

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

*Dairy Industry:*

Order No. 16-51A — Joliette .....	3660
Order No. 23-51B — Berthierville .....	3662
Order No. 25-51A — Brownsburg .....	3661
Order No. 50-51A — St-Gabriel-de-Brandon .....	3661
Order No. 61-50E — L'Assomption .....	3662

EDUCATION:

*School Municipality of:*

Bassin .....	3663
Canrobert .....	3663
St-Elie-de-Caxton .....	3663
St-Théophile-d'Ely .....	3663

LANDS AND FOREST:

*Cadastral Branch:*

Mont-Laurier, village of .....	3664
Montreal, city of .....	3664
Montreal, city of .....	3664
Taché, township of .....	3664

LABOUR:

*Industry or Trades of:*

Barbers and hairdressers of Victoriaville (Levy) .....	3666
Men's and boys' hat and cap in the Pro- vince (Amendment) .....	3665

LETTERS PATENT:

Acme Asbestos Company Ltd .....	3604
Agences-Claude Limitée — Claude Agencies Limited .....	3605
Air Operated Equipment and Supplies Limited .....	3605
André Théoret Compagnie Limitée .....	3605
Arday Plumbing and Heating Supplies Inc. ....	3606
Armand Magnan Inc. ....	3606
Berke's Snak Bar Ltd. ....	3606
Brinton Realty Corp. ....	3607
Canadian Ruler, Limited .....	3607
Capitol Industries Ltd. ....	3608
Cascade Building Company .....	3608
Central Loan and Finance Company .....	3608
Chambly Investment Ltd. ....	3609
Chelsea Investment Corporation .....	3609
Coffee-Matic Company Limited .....	3609
Construction Dumas & Dumas Ltée .....	3610
Drummond Stainless Steel Co. Ltd. ....	3610
Duvan Copper Company Ltd. ....	3610
Electrical Motor Service Ltd. ....	3611
Ellenby Investments Ltd. ....	3611
* Farm Desinfection Service Ltd. — Ser- vice de Desinfection des Fermes Ltée (Correction) .....	3625
Garage St-Basile Inc. ....	3612
Immeubles Impérial Compagnie Limitée .....	3612
Immeubles Providence Inc. — Provi- dence Realities Inc. ....	3612
Imprimerie Lambert & Levesque Ltée .....	3613
Insurance Claims Adjustment Com- pany Ltd. ....	3613
Issie Caron Realities Ltd. ....	3613

J. Adhémar Levesque Ltée	3614
Knitted Outerwear Mills Ltd.	3614
Kwik-Way Engine Rebuilders Limited	3614
Lac Desert Ltd.	3615
Lapol Limited	3615
L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.	3616
Leacy Freeman and Co. Ltd.	3616
Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.	3616
Les Immeubles Arco Ltée	3617
Les Immeubles St-Dunstan Inc. — St. Dunstan Realities Inc.	3617
Les Spécialités de Ciment et Tuile Ltée — Concrete Specialties and Tile Ltd.	3617
Longpré & Frère Ltée	3618
Manny Smoked Fish Ltd.	3618
Manufacturers Wholesale House Inc.	3618
Métiers Nadeau Looms Inc.	3619
Nathaniel & Co. Ltd.	3619
North-Hill Construction Co. Ltd.	3619
Penny Jane Candy Limited	3620
Pontiac Bus Lines Limited	2620
Raymond Côté Automobile Inc.	3621
Rembrandt Realities Corporation	3621
Robinson Enterprises Corporation	3621
Southern Asbestos Co. Limited	3622
Ste. Thérèse Property Ltd.	3622
St. Maurice Stainless Steel Ltée	3622
St-Thomas Realty, Inc.	3623
The Swiss Realty Co. Ltd.	3623
Tubman Holding Corp. Ltd.	3623
Variety Investors Incorporated	3624
Voldar Fur Company	3624
Wallace of Montreal Inc.	3625

J. Adhémar Levesque Ltée	3614
Knitted Outerwear Mills Ltd.	3614
Kwik-Way Engine Rebuilders Limited	3614
Lac Desert Ltd.	3615
Lapol Limited	3615
L'Aqueduc de Ste-Martine Inc.	3616
Leacy Freeman and Co. Ltd.	3616
Les Courses sous Harnais de Coaticook Inc.	3616
Les Immeubles Arco Ltée	3617
Les Immeubles St-Dunstan Inc. — St. Dunstan Realities Inc.	3617
Les Spécialités de Ciment et Tuile Ltée — Concrete Specialties and Tile Ltd.	3617
Longpré & Frère Ltée	3618
Manny Smoked Fish Ltd.	3618
Manufacturers Wholesale House Inc.	3618
Métiers Nadeau Looms Inc.	3619
Nathaniel & Co. Ltd.	3619
North-Hill Construction Co. Ltd.	3619
Penny Jane Candy Limited	3620
Pontiac Bus Lines Limited	2620
Raymond Côté Automobile Inc.	3621
Rembrandt Realities Corporation	3621
Robinson Enterprises Corporation	3621
Southern Asbestos Co. Limited	3622
Ste. Thérèse Property Ltd.	3622
St. Maurice Stainless Steel Ltée	3622
St-Thomas Realty, Inc.	3623
The Swiss Realty Co. Ltd.	3623
Tubman Holding Corp. Ltd.	3623
Variety Investors Incorporated	3624
Voldar Fur Company	3624
Wallace of Montreal Inc.	3625

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Brexp Ltd.	3625
Clovis Electric Co. Limited	3625
Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée	3626
Glazers Inc.	3626
Gusto Limited	3626
Industrial Realty Corporation	3627
Jody Inc.	3627
J. T. Gendron Inc.	3627
La Bonne Chanson Inc.	3627
La Cie de Publication Rurale, Inc.	3628
Macdonald Tobacco Company Incorporated	3628
Marché — Mongeau — Market — Limitée — Limited	3628
Meehan & Young Co. Limited	3629
Montroy Investment Company, Limited	3629
North American Management Corporation	3629
Queen Mary Hardware Limited	3629
Textiles Sales Limited	3630
Town Girl Wear Ltd.	3630
United Auto Parts of Rivière du Loup Limited	3630
Utex Corporation	3630

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire Desjardins de St-Gabriel Lallemand	3667
--	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

<i>Assurances:</i>	
Société Nord-Africaine de Réassurances	3667

ORDRE DE COUR:

Atlas Bedding Ltd. vs Flewelling	3668
----------------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Carrier & Goulet Inc.	3669
-----------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Brexp Ltd.	3625
Clovis Electric Co. Limited	3625
Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée	3626
Glazers Inc.	3626
Gusto Limited	3626
Industrial Realty Corporation	3627
Jody Inc.	3627
J. T. Gendron Inc.	3627
La Bonne Chanson Inc.	3627
La Cie de Publication Rurale, Inc.	3628
Macdonald Tobacco Company Incorporated	3628
Marché — Mongeau — Market — Limitée — Limited	3628
Meehan & Young Co. Limited	3629
Montroy Investment Company, Limited	3629
North American Management Corporation	3629
Queen Mary Hardware Limited	3629
Textiles Sales Limited	3630
Town Girl Wear Ltd.	3630
United Auto Parts of Rivière du Loup Limited	3630
Utex Corporation	3630

WINDING UP NOTICE:

La Caisse Populaire Desjardins de St-Gabriel Lallemand	3667
--	------

DEPARTMENT OF FINANCE:

<i>Insurance:</i>	
Société Nord-Africaine de Réassurances	3667

RULE OF COURT:

Atlas Bedding Ltd. vs Flewelling	3668
----------------------------------	------

HEAD OFFICES:

Carrier & Goulet Inc.	3669
-----------------------	------

Chevaliers de Colomb, Conseil de: Rouyn, N° 2729.....	3668	Knights of Columbus, Council of: Rouyn, No. 2729.....	3668
Fernand Bernard, Limitée.....	3670	Ferdinand Bernard, Limitée.....	3670
Glencoe Park Apartments Inc.....	3670	Glendoe Park Apartments Inc.....	3670
Interprovincial Research & Develop- ment Co. (Canada) Ltd.....	3669	Interprovincial Research & Develop- ment Co. (Canada) Ltd.....	3669
La Compagnie de Sable et Gravier St-Paul Ltée — The St. Paul Sand & Gravel Company Ltd.....	3670	La Compagnie de Sable et Gravier St- Paul Ltée — The St. Paul Sand & Gravel Company Ltd.....	3670
Les Immeubles St-Dunstan Inc. — St. Dunstan Realities Inc.....	3668	Les Immeubles St-Dunstan Inc. — St. Dunstan Realities Inc.....	3668
Métiers Nadeau Looms Inc.....	3669	Métiers Nadeau Looms Inc.....	3669
Robinson Enterprises Corporation.....	3669	Robinson Enterprises Corporation.....	3669

**SOUSSIONS:**

Dorval, ville de.....	3676
Forestville, commissaires d'écoles de la ville de.....	3670
Laval-des-Rapides, ville de (Correction)	3670
Ormstown, village de.....	3675
Shannon, munic. de.....	3672
St-Gédéon, paroisse de.....	3673
St-Gédéon, paroisse de.....	3674
St-Gédéon-de-Grandmont, commissai- res d'écoles de.....	3677

**VENTE POUR TAXES:**

Lennoxville, ville de.....	3678
----------------------------	------

**VENTES PAR SHÉRIFS:**

**ABITIBI:**

Fortier vs St-Pierre.....	3679
---------------------------	------

**BEAUCE:**

Larochelle vs Bégin.....	3679
Turcotte vs Michaud.....	3679

**BEDFORD:**

Berlet Fruit Inc. vs Cabana.....	3680
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Duranleau.....	3680

**BONAVENTURE:**

Poulin vs Le Curateur public de la pro- vince de Québec.....	3681
---	------

**GASPÉ:**

Russell vs Vallée.....	3681
------------------------	------

**NICOLET:**

Rousseau vs Horion <i>et al.</i> .....	3682
Rousseau vs Horion <i>et al.</i> .....	3682

**ROBERVAL:**

Léo Simard Ltée vs Gagné.....	3682
-------------------------------	------

**SAGUENAY:**

Banque Canadienne Nationale vs Boi- vin <i>et al.</i> .....	3683
--	------

**SAINT-FRANÇOIS:**

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Mercier.....	3683
La Banque Royale du Canada vs Héri- tiers Azarias Moreau.....	3684

**TENDERS:**

Dorval, town of.....	3676
Forestville, School Commissioners of the town of.....	3670
Laval-de-Rapides, town of (Correction)	3670
Ormstown, village of.....	3675
Shannon, munic. of.....	3672
St-Gédéon, parish of.....	3673
St-Gédéon, parish of.....	3674
St-Gédéon-de-Grandmont, School Com- missioners of.....	3677

**SALES FOR TAXES:**

Lennoxville, town of.....	3678
---------------------------	------

**SHERIFFS' SALES:**

**ABITIBI:**

Fortier vs St-Pierre.....	3679
---------------------------	------

**BEAUCE:**

Larochelle vs Bégin.....	3679
Turcotte vs Michaud.....	3679

**BEDFORD:**

Berlet Fruit Inc. vs Cabana.....	3680
Quebec Farm Credit Bureau vs Du- ranleau.....	3680

**BOVAVENTURE:**

Poulin vs The Public Curator of the Province of Quebec.....	3681
--	------

**GASPÉ:**

Russell vs Vallée.....	3681
------------------------	------

**NICOLET:**

Rousseau vs Horion <i>et al.</i> .....	3682
Rousseau vs Horion <i>et al.</i> .....	3682

**ROBERVAL:**

Léo Simard Ltée vs Gagné.....	3682
-------------------------------	------

**SAGUENAY:**

Banque Canadienne Nationale vs Boi- vin <i>et al.</i> .....	3683
--	------

**SAINT FRANCIS:**

Quebec Farm Credit Bureau vs Mer- cier.....	3783
The Royal Bank of Canada vs Heirs of Azarias Moreau.....	3684

SAINT-HYACINTHE:

Perron vs Duhamel . . . . . 3684

TROIS-RIVIÈRES:

Casaubon vs Casaubon *et vir* . . . . . 3684

36154

SAINT HYACINTHE:

Perron vs Duhamel . . . . . 3684

TROIS-RIVIÈRES:

Casaubon vs Casaubon *et vir* . . . . . 3684

36154.